

Collectivité Territoriale de Corse

*REGLEMENT DES AIDES
PROJET*

Direction de l'Action Culturelle

OCTOBRE 2005

AVERTISSEMENT

*SAUF MENTION CONTRAIRE, LES AIDES SONT SELECTIVES
ET ATTRIBUEES DANS LA LIMITE DES CREDITS
DISPONIBLES INSCRITS AU BUDGET DE
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE*

PREAMBULE

LE REGLEMENT DES AIDES TRADUIT LES ORIENTATIONS ADOPTEES
LE 25 NOVEMBRE 2005 PAR L'ASSEMBLEE DE CORSE ET PREND DONC EN
COMPTE L'ENSEMBLE DU REFERENTIEL DE LA POLITIQUE D'ACTION CULTURELLE
SUR :

- L'EGALITE D'ACCES A LA CULTURE, NOTAMMENT AU TRAVERS DE
DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES INCITATIVES EN DIRECTION DU JEUNE
PUBLIC,
- LE DEVELOPPEMENT DE L'IDENTITE EN PARTICULIER (ET CONFORMEMENT
A LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA LANGUE CORSE VOTEE PAR
L'ASSEMBLEE DE CORSE) PAR LA PROMOTION ET L'EXTENSION DE
L'USAGE DE LA LANGUE CORSE, LA CREATION ET LA PRODUCTION
ARTISTIQUE,
- LA DEMARCHE DE TERRITORIALISATION.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
SOMMAIRE DES REGLEMENTS DES AIDES

SECTEURS	<i>N° de Règlement</i>
SPECTACLE VIVANT	<i>1</i>
LIVRE – LECTURE PUBLIQUE	<i>2</i>
ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES	<i>3</i>
FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN	<i>4</i>
CINEMA – AUDIOVISUEL	<i>5</i>
OUTIL TECHNIQUE DE CONSEIL ET DE DEVELOPPEMENT CULTUREL	<i>6</i>

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
REGLEMENT DES AIDES
SECTEUR : SPECTACLE VIVANT

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Réalisation de lieux de création et de diffusion du spectacle vivant	<i>1</i>
2	Programmes d'animation et de diffusion des centres culturels et lieux de diffusion	<i>4</i>
3	Manifestations artistiques	<i>7</i>
4	Création de spectacles théâtraux, chorégraphiques, liés au conte et aux arts du cirque	<i>10</i>
5	Diffusion en Corse de spectacles théâtraux, chorégraphiques, liés au conte et aux arts du cirque	<i>12</i>
6	Aide à la réalisation de tournées musicales en milieu rural	<i>15</i>
7	Diffusion en dehors de la Corse de concerts, spectacles musicaux, théâtraux, chorégraphiques, liés au conte et aux arts du cirque	<i>17</i>
8	Soutien de développement des structures culturelles : compagnies théâtrales, chorégraphiques, groupes musicaux	<i>19</i>
9	Bourses aux jeunes talents insulaires	<i>21</i>
10	Aide à la production de phonogrammes	<i>23</i>
11	Aide au développement et à l'accompagnement de projets artistiques	<i>26</i>
12	Soutien à la création musicale : la commande publique	<i>28</i>
13	Résidence de création musicale	<i>30</i>
14	Aide à la musique de films	<i>32</i>
15	Soutien à la sensibilisation, à l'éducation et à la formation artistique et culturelle	<i>34</i>

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

1- REALISATION DE LIEUX DE CREATION ET DE DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT – CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, EQUIPEMENT ET MISE A NIVEAU DE L'EXISTANT

ORIENTATION : Mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique

OBJET :

La constitution d'un réseau de création et de diffusion culturelle, en particulier autour du spectacle vivant (théâtre, conte, musique, danse), est une priorité. Il s'agit de permettre à chaque habitant d'avoir accès à un lieu de diffusion correspondant à des normes techniques satisfaisantes et dans lequel est mis en oeuvre une programmation de qualité, la compatibilité des équipements devra être recherchée, de façon à permettre une diffusion en réseau.

La Collectivité Territoriale de Corse favorise la mise en conformité et l'extension des lieux existants, la création de lieux de diffusion structurants et de lieux à identité forte autour des équipes en place, l'implantation de salles municipales pluridisciplinaires et d'équipements de proximité dans les différents territoires de l'île.

Les équipements structurants généraux

Ces équipements ont vocation à structurer l'espace culturel : pôles, têtes de réseau, ils permettront la mise en réseau des équipements locaux.

Localisés dans les principales agglomérations de l'île, leur mission est de diffuser des oeuvres de qualité au delà de la zone d'attractivité habituelle de leur commune d'implantation. Centres d'échanges, ils seront une porte ouverte sur le monde extérieur.

Lieux de conception et de réalisation d'un projet artistique et culturel, ils devront être animés par une équipe artistique, technique et administrative complète et qualifiée.

Les équipements à vocation spécifique

Il s'agit de lieux de référence dans un domaine précis, comme la musique traditionnelle et la polyphonie, la danse...

Les équipements polyvalents à vocation micro régionale

Il s'agit d'équipements dépendant en général des collectivités locales, mais parfois d'associations, ayant pour ambition de proposer aux habitants une programmation variée et de qualité.

Ces équipements pourront fonctionner en réseau avec les équipements de référence, et développer, en sus de leur vocation générale, une spécialisation leur permettant d'être attractifs au delà de leur zone de chalandise.

L'objectif, à terme, est la couverture de l'ensemble des territoires de l'île.

Les équipements de proximité

Cette appellation concerne des équipements de dimension modeste, lieux de rencontres, théâtre de verdure, facteurs d'intégration et de cohésion sociale, liés à des populations défavorisées ou situées en milieu rural, en direction desquelles seront mis en oeuvre des programmes de qualité.

Les lieux de travail et de répétition

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

La Collectivité Territoriale de Corse prévoit de consacrer, dans les cinq prochaines années, 12 millions d'euros à la conception et à la réalisation de grands équipements structurants ou à vocation micro régionale et s'appuiera sur les conclusions des diagnostics territoriaux pour la prise en compte d'éventuels projets de construction, d'aménagement et d'équipement.

Dépenses éligibles :

- ☐ Au vu d'un diagnostic territorial :
- ☐ études visant à définir la faisabilité, les contenus artistiques, culturels et sociaux, les modalités de gestion et de fonctionnement de l'équipement ;
- ☐ maîtrise d'oeuvre et travaux ;
équipements scéniques et techniques.

Critères :

- ☐ État d'avancement des dossiers (étude préalable, budget prévisionnel de fonctionnement, disponibilité du foncier) ;
- ☐ contenu du projet artistique, culturel et social ;
- ☐ capacité du maître d'ouvrage à assurer le fonctionnement de l'équipement ;
- ☐ qualification et compétence des équipes artistiques, techniques et administratives.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Taux d'aide et plafond maximum :

- Communes de plus de 20 000 habitants

▪ **POUR LES ETUDES**

- 50% d'une dépense HT plafonnée à 45 000 € ;
- 2000 à 20 000 habitants : 60%
- Moins de 2000 habitants : 70%
- Intercommunalité : taux de subvention applicable à la commune la moins peuplée, sauf pour les communautés d'agglomération : 50%

▪ **POUR LES TRAVAUX**

- * 50% du résiduel après intervention de l'Etat au titre du PEI, pour une dépense subventionnable de 10 000 000 € pour les équipements structurants généraux, dans la limite du plafond légal de subventionnement.

pour les équipements polyvalents à vocation micro régionale

* 50% du résiduel après intervention de l'Etat au titre du PEI,

* 50%, hors PEI, pour une dépense subventionnable de 5 000 000 €

* pour les équipements de proximité et les lieux de travail et de répétition : à définir en fonction du projet, dans la limite du taux applicable à l'utilisation de la dotation quinquennale.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif
- ☐ Délibération du conseil municipal ou de l'organe statutaire compétent approuvant le programme et le plan de financement prévisionnel
- ☐ Note de présentation du projet : opportunité et faisabilité du projet, caractéristiques techniques, contenu du projet culturel et artistique
- ☐ Définition de la mission de préfiguration : composition, action, calendrier, moyens
- ☐ Etude préalable pour les équipements structurants et les équipements polyvalents micro régionaux
- ☐ Etude prévisionnelle d'exploitation, qualification des équipes artistiques, administratives et techniques
- ☐ Descriptif estimatif de la dépense
- ☐ Etudes techniques éventuelles (scénographie, acoustique)
- ☐ Plans et pièces graphiques

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de l'association
- ☐ Compte-rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée, budget prévisionnel, bilan de la dernière opération subventionnée, plan de financement, compte de l'exercice écoulé, programme, approuvés par l'organe statutaire compétent.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Tout début de réalisation de l'opération avant attribution d'une subvention par le Conseil Exécutif entraîne l'inéligibilité du projet.

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle : 30 novembre de l'année N-1.

Date limite de constitution définitive des dossiers : 31 mars de l'année N.

Instruction par la Direction de l'Action Culturelle.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

L'aide est attribuée dans le cadre d'une convention portant sur les travaux à réaliser et les modalités de fonctionnement ultérieur de l'équipement.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

2- PROGRAMMES D'ANIMATION ET DE DIFFUSION DES CENTRES CULTURELS ET LIEUX DE DIFFUSION

*ORIENTATION : Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Elargir et renouveler les publics*

OBJET :

Soutien aux lieux de création et de diffusion du spectacle vivant, aux centres culturels, afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs et de constituer un réseau.

La mise en réseau sera facilitée par une personne ressource au sein de l'outil technique

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ L'aide a pour but de financer les actions mises en oeuvre par des équipes complètes, professionnelles et qualifiées, répondant aux exigences artistiques, techniques et administratives, capables de concevoir et réaliser un projet artistique, culturel et social pertinent, proposant d'assurer la circulation des oeuvres dans le cadre de réseaux, et visant la fidélisation et l'élargissement des publics ;
- ☐ Une complémentarité doit être trouvée lorsque sur un même territoire (commune, micro-région) différentes structures proposent une programmation. Cette complémentarité peut se traduire par la mise en commun d'une partie des équipes artistiques, techniques ou administratives ;
- ☐ Le lieu doit réunir les fonctions de direction artistique (mise en oeuvre du projet artistique, culturel et social), d'administration (réalisation des budgets et respect de leur équilibre) et de la médiation culturelle et si nécessaire disposer d'un responsable technique selon la taille de la structure ;
- ☐ Une politique tarifaire destinée à assurer l'égalité d'accès de tous à la culture sera mise en place ;
- ☐ Les règles fiscales et sociales en vigueur doivent être respectées. Une comptabilité analytique sera mise en place ;
- ☐ Le lieu doit mettre en place un outil d'évaluation de la fréquentation des publics. L'évaluation de l'activité du centre est basée sur une grille d'analyse dont le schéma est joint en annexe au présent règlement ;
- ☐ Avoir une programmation annuelle.

Bénéficiaires :

- ☐ Les structures gérées par les personnes publiques et les associations ;
- ☐ Les centres culturels; lieux de spectacles et compagnies, groupes et troupes ;
- ☐ Titulaires de la licence d'entrepreneurs de spectacles.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Le budget total doit être constitué pour moitié au moins des dépenses artistiques (cachets, prestations de service contribuant au spectacle, transports, hébergement, restauration des artistes, frais de communication et pédagogiques), pour le surplus, des charges de fonctionnement et de personnels.

- un budget global plafonné à 800 000 € pour les équipements structurants généraux;

- à 600 000 € pour les équipements spécifiques et polyvalents situés dans les micro-régions ;
- à définir pour les équipements de proximité.

Pour les équipements structurants et les équipements micro-régionaux, l'aide de la Collectivité territoriale de Corse représente :

- a) équipements publics en régie : 60% des dépenses artistiques et pédagogiques. Elle peut être abondée et augmentée à 80%, les 20% supplémentaires correspondants à :
 - 10% : l'effort de coproduction, accueil d'artistes, mise à disposition de lieux de répétition, accompagnement de projets,
 - 10% : l'effort de mutualisation et de mise en réseau
- b) équipements associatifs : 70 %, pouvant être augmentés à 90 % selon les mêmes critères.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ programme d'animation et de diffusion
- ☐ capacité d'accueil du lieu des manifestations
- ☐ bilan de fréquentation
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ RIB

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant: 30 novembre de l'année N-1.

Si la structure a déjà bénéficié d'une aide : 15 décembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse.

L'aide, payée par semestre, dans le cadre d'un avenant à la convention d'objectifs triennale, associant la Collectivité Territoriale de Corse, la structure retenue et la commune d'implantation ou toute autre personne publique, précisant les objectifs spécifiques et obligations des partenaires.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

3- MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

ORIENTATION : Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique.

OBJET :

Dans le cadre de la « territorialisation des politiques publiques », la Collectivité territoriale de Corse propose son soutien aux structures d'animation culturelle ayant fait la preuve de leur savoir-faire et élaborant et proposant des manifestations au contenu culturel et artistique avéré.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Critères pris en compte :

- ☐ importance, spécificité et originalité des thèmes abordés ;
- ☐ complémentarité du projet avec ceux réalisés sur le même territoire et organisés dans la même période ;
- ☐ capacité de pérennisation de l'opération ;
- ☐ qualité des personnalités invitées ;
- ☐ valorisation des artistes insulaires et rapport à l'identité ;
- ☐ valeur pédagogique et sensibilisation à la pratique culturelle et artistique ;
- ☐ retombées économiques sur le territoire ;
- ☐ rayonnement de l'opération sur le territoire insulaire et extra insulaire ;
- ☐ retombées médiatiques favorisant la promotion de l'image de la Corse ;
- ☐ rigueur de la gestion financière ;
- ☐ évaluation de la fréquentation des publics ;
- ☐ qualification des équipes artistiques, administratives et techniques ;
- ☐ respect de la réglementation fiscale et sociale ;
- ☐ application, le cas échéant, d'une Convention Collective ;
- ☐ politique tarifaire .

Chaque « festival » devra produire un projet artistique, culturel et économique :

- ☐ Projet artistique : il s'agit de présenter le contenu artistique de la manifestation, situer les artistes, la programmation, par rapport aux courants contemporains, à l'histoire de la discipline, à l'identité, aux débats esthétiques, mettre en relief les démarches de recherche et d'innovation.

Un barème permet d'apprécier cette partie du projet et conditionne la poursuite de l'instruction du dossier.

- ☐ Projet culturel : il comprend les objectifs des organisateurs de la manifestation en terme de sensibilisation et d'extension du public, de réduction des inégalités (sociales et géographiques) d'accès à l'offre, notamment au travers de partenariats avec le secteur socio-éducatif et les entreprises.

Un barème permet d'apprécier cette partie du projet et conditionne la poursuite de l'instruction.

- ☐ Projet économique : il permet de déterminer le réalisme économique du projet et de faire apparaître rationnellement le niveau de financement public nécessaire au lancement de l'opération et son évolution dans la durée, selon l'objectif d'autofinancement escompté.

L'examen de ce document doit déboucher sur une appréciation fondée quant à l'intérêt artistique, l'apport culturel et la faisabilité économique du projet, permettant de déterminer l'opportunité du soutien public.

Bénéficiaires :

- ☐ Les personnes publiques et les associations ; la licence d'entrepreneur de spectacles est obligatoire.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

L'aide est calculée par rapport aux charges artistiques (cachets, défraiements et transports des artistes, location de matériels scénique) et fera l'objet d'un examen au cas par cas. Une partie de l'aide pourra porter sur des achats de place.

Taux d'intervention maximum : 80%

Plafond de l'aide : 90.000 euros

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste des intervenants et CV
- ☐ contrats
- ☐ revue de presse
- ☐ capacité d'accueil de ou des lieux de la manifestation
- ☐ bilan de fréquentation de la dernière manifestation
- ☐ programme d'animation et de diffusion
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

- Date limite de dépôt du dossier* auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :
- le 30 novembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

Une convention pourra préciser les objectifs poursuivis et les obligations des partenaires.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

4- CREATION DE SPECTACLES MUSICAUX, THEATRAUX, CHOREGRAPHIQUES, SPECTACLES LIES AU CONTE ET AUX ARTS DU CIRQUE

*ORIENTATION : Accompagner les conditions de la création artistique
Soutenir les projets de création*

OBJET :

La Collectivité Territoriale de Corse a constitué un fonds d'aide à la création en mobilisant des crédits permettant le soutien à la création de spectacle vivant. L'aide vise à permettre aux artistes insulaires de produire leurs oeuvres dans des conditions satisfaisantes. Une attention particulière sera accordée à la création en langue corse, notamment à destination du jeune public.

CONDITION D'ELIGIBILITE :

- ☐ aide à la création de spectacles « amateurs », et « professionnels » ;
- ☐ détenir une licence d'entrepreneur de spectacles ;
- ☐ valeur reconnue des artistes ;
- ☐ intérêt artistique ;
- ☐ intérêt régional (mise en valeur du patrimoine artistique et culturel) ;
- ☐ innovation dans la discipline artistique ;
- ☐ création de textes contemporains et notamment d'auteurs insulaires ;
- ☐ adéquation du projet avec les possibilités d'exploitation insulaires et extra-insulaires ;
- ☐ plan de diffusion de 10 représentations dans les 16 mois de la création ;
- ☐ résidence, coproduction ;
- ☐ justifier de l'exercice de son activité principale en Corse depuis 2 ans ;
- ☐ être en règle par rapport aux organismes sociaux du secteur professionnel.

Les projets font l'objet d'un avis d'un comité consultatif d'expert.

Bénéficiaires :

Les personnes publiques et les associations (compagnies non conventionnées).

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

L'aide est calculée par rapport aux charges artistiques (cachets, défraiements, transports, hébergement et restauration des artistes, location de matériels scéniques, achat de décors et costumes).

S'agissant des cachets, défraiements, transports, hébergement et restauration des artistes, la valeur retenue ne peut excéder celle proposée par les Conventions collectives applicables.

L'aide aux spectacles « amateurs » est plafonnée à 3 000 €.

L'aide aux spectacles « professionnels » est évaluée en fonction des critères figurant ci-dessus.

Taux d'intervention maximum : 70%

Plafond : 80.000 euros

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note de présentation détaillée décrivant le projet (date et lieu de la manifestation, liste des intervenants, public concerné)
- ☐ liste et CV des artistes et intervenants
- ☐ revue de presse
- ☐ information sur : la capacité d'accueil des lieux, le prix de vente du spectacle, le prix des places, le bilan de fréquentation des derniers spectacles
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Et suivant le cas :

- ☐ texte intégral des chansons ou des pièces accompagné d'un extrait si l'écriture est en cours
- ☐ enregistrement sur cassette ou extrait ou maquette de la version ou de l'adaptation musicale (ballet), l'enregistrement d'un extrait de la création
- ☐ prix prévisionnel de vente du spectacle
- ☐ estimatif détaillé des coûts de production des spectacles
- ☐ plan de diffusion des spectacles, prévoyant au minimum 10 représentations dans l'Ile attesté par des documents fiables (pré-achat)

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant : le 30 novembre de l'année N-1.

Examen par le Comité Technique : Décembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Notification et engagement

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers certifiés.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

5- DIFFUSION EN CORSE DE SPECTACLES THEATRAUX, CHOREGRAPHIQUES ET SPECTACLES LIES AU CONTE ET AUX ARTS DU CIRQUE

ORIENTATION : *favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Augmenter la diffusion des spectacles*

OBJET :

Il s'agit de permettre la diffusion vers le plus large public des oeuvres créées, en particulier, celles ayant bénéficié d'aides publiques à la création. Il s'agit aussi de permettre aux artistes, équipes et compagnies de se produire dans l'île dans des conditions facilitées tant pour les artistes que pour le public.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ sont éligibles à cette aide les structures dont les spectacles ont été aidés à la création par la CTC dans les 12 mois précédents, ou conventionnées par la CTC ;
- ☐ sont éligibles 2 représentations maximum d'un même spectacle par commune ;
- ☐ sont éligibles 2 spectacles différents maximum par commune ;
la demande d'aide doit être formulée dans le cadre d'un plan de diffusion de 5 minimum à 10 représentations maximum ;
- ☐ ne sont éligibles que les représentations payantes, sauf dans le cas des spectacles de rue, l'organisateur prenant à sa charge, la part du public.
- ☐ sont éligibles les tournées organisées selon le mode de l'achat et/ou de l'auto production ;
- ☐ ne sont pas éligibles les représentations réalisées sur le territoire d'une commune où se trouve un lieu de diffusion ou un centre culturel dont le programme est cofinancé par la Collectivité Territoriale de Corse²²².

Bénéficiaires :

Compagnies, conteurs, groupes professionnels et semi-professionnels, structurés par une association.
Théâtre, Danse, Spectacles musicaux, Conte, Arts du Cirque.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Dépense subventionnable, dans la limite de 65.000 € par tournée comprenant 10 représentations.

- cachet des artistes (charges comprises) ;
- cachet des techniciens (charges comprises) ;
- hébergement, restauration et transport des artistes et techniciens ;
- location de matériels techniques et scéniques (hors soutien de l'outil technique)
- frais de communication ;

Les taux d'aide sont les suivants :

- ☐ En milieu rural :
 - de juin à septembre : 40 % ;
 - de janvier à mai et d'octobre à décembre : 60 %

- Dans les villes « moyennes », les stations balnéaires et pôles touristiques :
40% à l'exclusion de juillet-août.

La Collectivité Territoriale de Corse contribuera à l'organisation de plusieurs tournées (langues française et Corse)

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ contrats de cession
- ☐ revue de presse
- ☐ Plan de diffusion
- ☐ Information sur : la capacité d'accueil des lieux, le prix de vente du spectacle, le prix des places, le bilan de fréquentation des derniers spectacles.
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du j.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :

- Pour les opérations se déroulant au premier semestre de l'année N : le 30 novembre de l'année N-1.
- Pour les opérations se déroulant au second semestre de l'année N : le 30 mai de l'année N.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse.

Notification et engagement

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

6-AIDE A LA REALISATION DE TOURNEES MUSICALES

*ORIENTATION : Mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Augmenter la diffusion des spectacles*

OBJET :

Permettre la réalisation de tournées en Corse dans des conditions techniques et financières conformes.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ sont éligibles à cette aide, artistes et groupes musicaux insulaires, en particulier, les structures dont les albums ont été aidés à la production par la CTC dans les 12 mois précédents, ou conventionnées par la CTC ;
- ☐ sont éligibles 2 concerts maximum par commune ;
- ☐ sont éligibles 2 concerts différents maximum par commune ;
- ☐ la demande d'aide doit être formulée dans le cadre d'une tournée constituée de 5 à 10 concerts payants ;
- ☐ sont éligibles les tournées organisées selon le mode de l'achat et/ou de l'auto production ;
- ☐ ne sont pas éligibles les représentations réalisées sur le territoire d'une commune où se trouve un lieu de diffusion ou un centre culturel cofinancé par la CTC.
- ☐ sont éligibles les concerts donnés en milieu rural
- ☐ sont éligibles les concerts donnés dans les villes moyennes, les pôles touristiques et les stations balnéaires, à l'exclusion des mois de juillet et août.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

La CTC prend en charge le différentiel entre les dépenses et les recettes constatées de la tournée dans la limite de 40 000 €, soit au maximum, 4 000 € par concert.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ contrats
- ☐ information sur : la capacité d'accueil des lieux, le prix de vente du spectacle, le prix des places, le bilan de fréquentation des derniers spectacles
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib
- ☐ devis précis – mention des 3 derniers cachets de l'artiste concerné.

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :

- Pour les opérations se déroulant au premier semestre de l'année N : le 30 novembre de l'année N-1.
- Pour les opérations se déroulant au second semestre de l'année N : le 30 mai de l'année N.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse.

Notification et engagement

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers certifiés, certification du montant des recettes par les organismes d'accueil.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

7-DIFFUSION EN DEHORS DE LA CORSE DE CONCERTS, SPECTACLES MUSICAUX, THEATRAUX, CHOREGRAPHIQUES ET SPECTACLES LIES AU CONTE ET AUX ARTS DU CIRQUE

ORIENTATION : promouvoir la création insulaire et développer les échanges

OBJET :

Ce programme est destiné à soutenir la participation d'artistes à des tournées à l'extérieur de l'île, ainsi que la diffusion de spectacle vivant créé en Corse. Ainsi, est favorisée l'intégration d'artistes insulaires dans les réseaux de diffusion nationaux et internationaux.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ sont éligibles à cette aide, artistes, compagnies et groupes musicaux insulaires, en particulier les structures dont les spectacles ont été aidés à la production par la CTC dans les 12 mois précédents, ou conventionnés par la CTC ;
- ☐ la demande d'aide doit être formulée dans le cadre d'une tournée constituée de 5 à 10 représentations ;
- ☐ sont éligibles les tournées organisées selon le mode de l'achat et/ou de l'auto production.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Le montant de l'aide apportée par la CTC est calculé sur les bases suivantes :

- de 20 % maximum des cachets des artistes ;
- de 20 % maximum des frais de transports et de défraiements (dans l'attente du nouveau règlement des aides qui sera arrêté par l'Office des transports de la Corse)
- de 50 % maximum des dépenses de communication.

Plafond de l'aide : 20.000 euros.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note de présentation détaillée décrivant le projet (date et lieux de la manifestation, liste des intervenants, public concerné...)
- ☐ Plan de diffusion
- ☐ revue de presse
- ☐ contrats ou pré-contrats avec les lieux d'accueil
- ☐ Evaluation des actions engagées l'année précédente
- ☐ Information sur : la capacité d'accueil des lieux, le prix de vente du spectacle, le prix des places, le bilan de fréquentation des derniers spectacles
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :

- Pour les opérations se déroulant au premier semestre de l'année N : le 30 novembre de l'année N-1.
- Pour les opérations se déroulant au second semestre de l'année N : le 30 mai de l'année N.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Notification et engagement :

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

8- SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES CULTURELLES : COMPAGNIES THEATRALES, TROUPES CHOREGRAPHIQUES, GROUPES MUSICAUX

*ORIENTATION : Accompagner les démarches des professionnels
Soutenir les projets de création
Augmenter la diffusion des spectacles*

OBJET :

Soutien aux structures professionnelles de création artistique afin de favoriser leur reconnaissance par le public en appuyant leur développement et en confortant leurs moyens de production.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sont éligibles à ce dispositif les structures remplissant les conditions suivantes :

- ☐ la durée de l'activité dans l'île est d'au moins 6 années ;
- ☐ avoir produit au moins 4 créations professionnelles et donné au moins 20 représentations en Corse au cours des 3 dernières années ;
- ☐ la qualité et la validité du projet artistique ;
- ☐ la rigueur de la gestion ;
- ☐ l'ancrage local et social.

Les projets déposés à la Direction de l'Action Culturelle font l'objet d'un avis consultatif d'un Comité Technique.

Bénéficiaires :

Les personnes privées : associations, SA, SARL, SCOP.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Subvention annuelle, payée par semestre, dans le cadre d'un avenant à une convention triennale d'objectifs, associant la Collectivité Territoriale de Corse à la structure retenue et, le cas échéant, à la commune d'implantation ou toute autre personne publique.

Le montant de l'aide ne peut dépasser 50% d'un budget annuel plafonné à 400 000 €.

Les modalités propres aux groupes musicaux seront réexaminées au vu de l'étude ADEC sur les industries culturelles.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ devis
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant : le 30 septembre de l'année N-1.

Examen par le Comité Technique : Décembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Notification et engagement

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

9- BOURSES AUX JEUNES TALENTS INSULAIRES

ORIENTATION : Développer l'éducation artistique et la formation

OBJET :

Les bourses d'encouragement permettent à de jeunes insulaires de moins de 27 ans de se perfectionner en suivant des formations et des études artistiques à l'extérieur de l'île, dans les domaines de la musique, de la danse, de l'art lyrique, du théâtre et des arts plastiques, des arts visuels et des métiers d'art.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

La bourse est attribuée selon les critères suivants :

- ☐ critère artistique (principal) : prise en compte des résultats obtenus et des appréciations des professeurs, de la réussite aux concours d'entrée aux conservatoires ou aux écoles de haut niveau, selon le type d'enseignement (privé ou public) ;
- ☐ critère social (annexe) : attention particulière portée aux jeunes gens qui sont seuls à gérer leurs études, ou dont les parents ne disposent pas de ressources suffisantes ;
- ☐ évaluation de la dépense : frais d'hébergement, transports dus à l'éloignement, coût et durée de la scolarité.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Bourse annuelle, faisant l'objet chaque année d'un nouvel examen et dont le montant est compris entre 2 000 et 8 000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ une note présentant l'enseignement de la formation (coût, durée, objectifs, débouchés)
- ☐ un Curriculum Vitae
- ☐ une photocopie de la carte d'identité
- ☐ un avis d'imposition
- ☐ un certificat de scolarité
- ☐ un estimatif détaillé des frais engagés
- ☐ une photocopie certifiée conforme (par vos soins) du dernier diplôme obtenu
- ☐ un relevé d'identité bancaire ou postal.

Procédure d'instruction :

Le Conseil Exécutif se réunit 2 fois dans l'année afin d'examiner les dossiers de bourse :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle :

- le 31 juillet
- le 30 mars

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse :

- avant le 30 septembre
- avant le 30 mai

Notification et engagement : juin ou octobre.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

10-AIDE A LA PRODUCTION DE PHONOGRAMMES

ORIENTATION : *Accompagner les démarches des professionnels
Soutenir les projets de création*

OBJET :

Permettre aux artistes corses, en priorité en langue corse, de réaliser leurs projets de production d'album.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ qualité et faisabilité des projets ;
- ☐ intérêt artistique ;
- ☐ intérêt pour la Corse (mise en valeur du patrimoine artistique et culturel, en particulier de la polyphonie) ;
- ☐ capacité de distribution de l'album produit ;
- ☐ enregistrement et mixage par un studio insulaire répondant à un cahier des charges acoustique et technique.

Les projets déposés à la Direction de l'Action Culturelle font l'objet d'un avis consultatif d'un Comité d'écoute.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Subvention d'investissement pour la réalisation de l'album d'artistes confirmés, de 1er album, et l'accueil de productions extérieures.

1-Aide au premier album

Il s'agit de proposer aux artistes ou formations débutantes, une aide d'un montant de 20 550 € H.T maximum correspondant à la production d'un album de 14 titres maximum et se décomposant comme suit :

a) location du studio (ingénieur du son compris) : 17 850 € H.T. (soit un montant forfaitaire de 850 € H.T par jour) dans la limite de :

- 14 jours d'enregistrement ;
- 7 jours de mixage ;

le mastering pourra être sous-traité dans un studio spécialisé.

b) réalisation de la pochette : 1 200 € H.T. Comprenant le graphisme, les typons, le GENCOD et le code barre EAN.

c) fabrication de 1 000 CD : 1 500 € H.T.

2 - Aide aux artistes confirmés

Il s'agit de proposer aux artistes confirmés une aide d'un montant de 38 250 € H.T maximum correspondant à l'enregistrement, mixage et mastering d'un album de 14 titres maximum. Cette aide peut être attribuée selon 2 modalités :

Première possibilité : l'aide attribuée permet la location d'un studio (ingénieur du son compris) pour une période de 45 jours maximum soit un montant forfaitaire de 850 € H.T par jour. Le mastering pourra être sous-traité dans un studio spécialisé.

Seconde possibilité :

- Location du studio pour une période de 22 jours minimum et pour un montant forfaitaire de 850 € H.T par jour.
- Rémunération des musiciens et techniciens (hors ingénieur du son), location d'instruments et/ou matériels spécifiques pour un montant maximum de 19 550 € H.T.
- Le mastering pourra être sous-traité dans un studio spécialisé.

Cas particulier des enregistrements hors studio :

Ces enregistrements sont éligibles à la condition d'être réalisés par un studio insulaire agréé par la CTC selon un cahier des charges acoustique et technique. L'aide attribuée est de 38 250 € H.T maximum, et comprend 4 jours d'enregistrement et 7 jours de mixage ainsi que la mise à disposition d'un ingénieur du son. Le mastering pourra être sous-traité dans un studio spécialisé.

3 - Accueil de productions extérieures

Aide d'un montant de 17 850 € H.T maximum, correspondant la location d'un studio (ingénieur du son compris) pour 14 jours d'enregistrement maximum et 7 jours de mixage, soit un montant forfaitaire de 850 € H.T par jour.
Cet accueil peut se faire dans le cadre d'une résidence.

Bénéficiaires :

(Producteurs : SA, SARL, Association,)

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ attestation sacem et SDRM
- ☐ contrats d'artistes
- ☐ copies des contrats de sociétaires (Sacem, Adami, Spedidam)
- ☐ feuille de présence d'enregistrement Spedidam
- ☐ maquette
- ☐ note de présentation de la société de production
- ☐ prix prévisionnel de vente du disque
- ☐ fiche technique, liste des techniciens présentés
- ☐ texte intégral des chansons
- ☐ liste des auteurs, compositeurs et interprètes
- ☐ devis
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétent approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :

- Pour les opérations se déroulant au premier semestre de l'année N : le 30 novembre de l'année N-1.
- Pour les opérations se déroulant au second semestre de l'année N : le 30 mai de l'année N.

Examen par le Comité d'écoute :

- Pour les opérations se déroulant au premier semestre de l'année N : décembre de l'année N-1.
- Pour les opérations se déroulant au second trimestre de l'année N : mai de l'année N.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Nb : les projets déjà réalisés ne seront pas pris en compte.

Notification et engagement

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

11- AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A L'ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS ARTISTIQUES

*ORIENTATION : Accompagner les démarches des professionnels
Soutenir les projets de création
Augmenter la diffusion des spectacles
Promouvoir la création*

OBJET :

L'aide vise à inciter des structures, associatives ou publiques – centres culturels, festivals, associations culturelles – à accompagner un artiste dans la réalisation d'un projet important pour son parcours professionnel et le développement de sa carrière.

Le projet élaboré conjointement par l'artiste et la structure d'accompagnement comprend les phases de conception, écriture, compositions, répétitions et débouche sur une diffusion publique scénique, phonographique ou télévisuelle.

Nature de l'aide :

Subvention

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ la structure support doit avoir une expérience et une activité reconnue dans le domaine artistique ;
- ☐ elle possède une licence de spectacle ;
- ☐ l'artiste (ou le groupe) est implanté en Corse depuis au moins trois ans, possède un répertoire original, une expérience de la scène et a une démarche professionnelle avérée ;
- ☐ diffusion en Corse et hors de Corse.

Les projets mettant en valeur le patrimoine polyphonique seront particulièrement pris en compte.

Dépenses éligibles :

- ☐ résidence et répétition ;
- ☐ diffusion (tournée) ;
- ☐ protection phonographique ;
- ☐ promotion ;
- ☐ les dépenses de fonctionnement de la structure d'accueil ne sont pas éligibles.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

70% d'une dépense plafonnée à 30.000 €

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ devis
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

Procédure d'instruction :

- Date limite de dépôt du dossier* auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :
- le 30 novembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

Une convention pourra préciser les objectifs poursuivis et les obligations des partenaires.

12- SOUTIEN A LA CREATION MUSICALE : LA COMMANDE PUBLIQUE

ORIENTATION : Soutenir les projets de création

OBJET :

Au travers d'une commande, la Collectivité Territoriale de Corse entend organiser la rencontre entre un artiste et un projet à caractère public.

La commande porte sur des projets expérimentaux et innovants en favorisant la valorisation du territoire et la mémoire collective.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ être artiste professionnel.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

(arrêtés ponctuellement selon les caractéristiques et l'intérêt du projet)

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ devis
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétant approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

PROCEDURE :

- ☐ appel à projet public par la Collectivité Territoriale de Corse
- ☐ examen par une commission consultative
- ☐ choix par le Conseil Exécutif de Corse

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

13- RESIDENCE DE CREATION MUSICALE

ORIENTATION : *Soutenir les projets de création*

OBJET :

L'aide vise à permettre la réalisation d'un projet de création musicale en liaison avec une structure d'accueil.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ accueil, sur une durée minimum d'un mois, d'artistes ayant déjà réalisé une œuvre au moins et ayant l'objectif de réaliser une création qui sera diffusée en Corse.

Critères :

- ☐ L'évolution artistique du projet et le réalisme de son plan de diffusion ;
 - ☐ L'articulation du projet avec une dynamique locale, la création de synergies avec les initiatives existantes ;
 - ☐ L'impact du projet en termes d'aménagement culturel du territoire (valorisation d'un territoire) ;
 - ☐ L'implication professionnelle de la structure d'accueil.
-
- le cas échéant, l'artiste se sera mis en congé de son activité habituelle
 - programme d'animation en direction du public local, établi en concertation avec l'exploitant, les structures d'accueil et les services instructeurs.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

70 % d'une dépense plafonnée à 15.000 €

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ cv des artistes
- ☐ devis précis afférents à la réalisation de l'opération
- ☐ Projet de contrat ou autre document liant l'artiste au lieu d'accueil
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétent approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ plan de financement de l'opération

PROCEDURE :

La demande est effectuée par une structure locale spécialisée dans l'action culturelle et artistique (associations, centres culturels, festivals).

Procédure d'instruction :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, Service du Spectacle Vivant :

- le 30 novembre de l'année N-1.

Examen et décision d'attribution par le Conseil Exécutif de Corse

Mandatement : 50% avant le début de l'opération, le solde au vu des bulletins de salaires, factures et bilans d'activités et financiers.

Une convention pourra préciser les objectifs poursuivis et les obligations des partenaires.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

14- AIDE A LA MUSIQUE DE FILMS

ORIENTATION : *Soutenir les projets de création*

OBJET :

Cette mesure vise à inciter des producteurs à avoir recours à la création originale de musique de films.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ film de long métrage, court-métrage et documentaires d'auteurs ayant reçu le soutien de fonds d'aide à la production (Collectivité Territoriale de Corse) ;
- ☐ budget du film ne dépassant pas 4 M€ ;
- ☐ le budget musique de film doit représenter au minimum :
 - pour les longs-métrages : 1% du devis global ;
 - pour les documentaires et les courts-métrages : 1,5% du devis global
- ☐ la part revenant au compositeur doit représenter un minimum de 30 % du budget musique.

Critères :

- ☐ Part occupée par la musique originale dans l'ensemble de la bande originale du film ;
- ☐ Durée de la musique originale par rapport à la durée du film ;
- ☐ Promotion des compositeurs insulaires ;
- ☐ Valorisation du patrimoine musical corse.

Dépenses éligibles :

- ☐ Cachet du compositeur et des musiciens ;
- ☐ Frais techniques.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Les aides sont attribuées au vu des budgets musicaux et de l'intérêt du film concerné. Pour les longs-métrages, l'aide représente, au maximum, 50% d'une dépense subventionnable plafonnée à 40.000 euros.

Pour les documentaires et les courts-métrages, l'aide représente au maximum, 75% d'une dépense subventionnable plafonnée à 15.000 euros.

Bénéficiaires : Sociétés de production

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet
- ☐ liste et cv des artistes et intervenants
- ☐ calendrier prévisionnel
- ☐ revue de presse
- ☐ devis
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétent approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

PROCEDURE :

- Dépôt de la demande par la société de production de film
- Examen par le comité technique d'aide à la création
- Délibération du Conseil Exécutif de Corse
- Versement :
 - . 75 % au démarrage, dans le cadre d'une convention
 - . 25 % à la fin de l'enregistrement de la musique

La Collectivité Territoriale de Corse se réserve le droit de demander le remboursement, partiel ou total, de la subvention si après visionnage du film terminé, il apparaît que la réalisation ne correspond pas à l'objet de la subvention.

ACTION CULTURELLE – SPECTACLE VIVANT

15- SOUTIEN A LA SENSIBILISATION, A L'EDUCATION ET A LA FORMATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

*ORIENTATION : Elargir et renouveler les publics
Développer l'éducation artistique et culturelle*

OBJET :

Soutien aux structures proposant un programme annuel de sensibilisation, d'éducation et de formation culturelle et artistique hors temps scolaire, et notamment les écoles de musique et de danse proposant un enseignement dans des disciplines ou à des niveaux complémentaires à ceux de l'Ecole Nationale de Musique et de Danse.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- ☐ qualité des intervenants (formation, diplômes, et agréments) ;
- ☐ programme pédagogique annuel ;
- ☐ rayonnement territorial communal au minimum ;
- ☐ intégration dans le milieu professionnel, partenariats mis en place avec les structures de formation (ENMD, CAP, CMT ...) et les centres culturels.
- ☐ la structure doit bénéficier d'un agrément.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Subvention annuelle de fonctionnement calculée par rapport aux dépenses artistiques pédagogiques (charges en personnel et en petit matériel), dans la limite de 50% d'une dépense subventionnable de 20.000 euros.

Pour les structures proposant une formation pré professionnelle non diplômante permettant notamment la participation des élèves à des créations et/ou des résidences de création réalisées dans des conditions professionnelles, le taux d'intervention est de 80% d'une dépense subventionnable de 100.000 euros.

Dans ce cas, une convention d'objectifs triennale sera conclue entre la Collectivité Territoriale de Corse, la structure et, le cas échéant, les personnes morales de droit public ou privé intégrées dans le projet.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ note explicative décrivant le projet / programme pédagogique
- ☐ capacité d'accueil du lieu
- ☐ bilan de fréquentation
- ☐ budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ rib

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ statuts
- ☐ récépissé déclaration préfecture ou extrait du J.O.
- ☐ compte rendu dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ liste nominative des instances dirigeantes
- ☐ liste nominative du personnel
- ☐ délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ certificat
- ☐ fiche signalétique
- ☐ délibération de l'organe statutaire compétent approuvant :
 - bilan et compte de l'exercice écoulé
 - bilan dernière opération subventionnée
 - budget et programme prévisionnel de l'opération
 - plan de financement de l'opération
- ☐ bilan et compte résultat exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent
- ☐ état dépenses et recettes de l'exercice écoulé certifié par l'organe statutaire compétent

PROCEDURE :

Date limite de dépôt du dossier auprès de la Direction de l'Action Culturelle, service du Spectacle Vivant : 30 novembre de l'année N-1.

Si la structure a déjà bénéficié d'une aide : 15 décembre de l'année N-1.

Examen et décision par le Conseil Exécutif de Corse.

L'aide, payée par semestre, dans le cadre d'un avenant à la convention d'objectifs triennale, associant la Collectivité Territoriale de Corse, la structure retenue et la commune d'implantation ou toute autre personne publique, précisant les objectifs spécifiques et les obligations des partenaires.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
REGLEMENT DES AIDES
SECTEUR : LIVRE – LECTURE PUBLIQUE

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Aide à la création (bourses et résidences d'écriture)	<i>1</i>
2	Aide à la publication d'ouvrages	<i>5</i>
3	Aide à la promotion du livre	<i>8</i>
4	Aide aux actions en faveur de la lecture	<i>10</i>
5	Aide à la création et à l'aménagement des bibliothèques et médiathèques	<i>12</i>
6	Aide à l'équipement des bibliothèques et médiathèques	<i>14</i>
7	Soutien aux librairies	<i>16</i>

ACTION CULTURELLE - LIVRE – LECTURE PUBLIQUE

1 - AIDE A LA CREATION

ORIENTATION : Améliorer les conditions de la création artistique
Soutenir les projets de création

A - BOURSES D'ECRITURE

OBJET :

Les bourses d'écriture ont pour vocation de permettre à leurs bénéficiaires de se libérer de certaines contraintes matérielles pour pouvoir développer un projet d'écriture ou de traduction.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Les genres éligibles sont les suivants :

- Textes littéraires, dramaturgiques, essais, bandes dessinées en langue française ou en langue corse
- Traduction français, corse, langues étrangères

L'auteur doit :

- Résider en Corse depuis au moins un an
- Se mettre en congé d'activité total ou partiel
- Avoir déjà publié au moins un ouvrage à compte d'éditeur

Parallèlement à son travail de création personnelle, il devra effectuer quelques rencontres avec le public sous une forme à définir en commun avec les services de la CTC.

Bénéficiaires :

- Personnes privées

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

Le montant est variable mais ne peut excéder 8 000 €. Il est déterminé selon la durée prévisionnelle du travail, le CV de l'auteur, le projet présenté, le programme d'interventions et les crédits inscrits au budget de la CTC.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de motivation adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Curriculum vitae de l'auteur
- ☐ Situation professionnelle de l'auteur
- ☐ Descriptif du projet en cours (plan, un chapitre écrit, éditeur pressenti...)
- ☐ Un exemplaire des textes publiés

- ☐ Eléments relatifs aux aides publiques obtenues au cours des 3 dernières années quel que soit l'organisme attributaire et quelle que soit leur nature (bourse, résidence, prix...)
- ☐ Relevé d'identité bancaire

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt de la demande auprès de la Direction de l'Action Culturelle avant fin novembre N-1
- Examen en commission prenant notamment en considération l'intérêt du projet de création littéraire, la qualité des ouvrages précédemment réalisés, le parcours et l'expérience de l'auteur, le projet de sensibilisation et d'animation
- Décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Signature d'une convention de bourse d'écriture
- Le versement de la subvention s'effectue en 3 fois : 40% à la signature de la convention, 30% trois mois plus tard, 30% à la remise du manuscrit.
- Critères d'évaluation : manuscrit, publications..., compte-rendu des interventions par l'auteur et les partenaires (responsables de structure, enseignants...), justificatifs financiers.

ACTION CULTURELLE - LIVRE – LECTURE PUBLIQUE

I - AIDE A LA CREATION

ORIENTATION : *Améliorer les conditions de la création artistique*
Soutenir les projets de création

B - RESIDENCES D'ECRITURE

OBJET :

Le dispositif prévu doit permettre à une collectivité ou à une structure associative d'accueillir en résidence un auteur afin d'encourager les pratiques culturelles liées au livre.
Concrètement, parallèlement au travail de création personnelle ou de traduction que l'auteur doit entreprendre, il lui est demandé de participer à des activités d'animation en direction du public local.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Les genres éligibles sont les suivants :

- Textes littéraires, essais, bandes dessinées en langue française ou en langue corse
- Traduction français, corse, langues étrangères

L'auteur doit :

- avoir déjà publié au moins un ouvrage à compte d'éditeur.
- justifier d'une expérience en matière pédagogique ou dans le domaine de l'animation en faveur de la lecture.

Parallèlement à son travail de création personnelle, l'auteur devra participer à des activités d'animation en direction du public local (jeunes, adultes en formation continue ou en réinsertion), dans une démarche de proximité, au sein d'une bibliothèque ou en milieu scolaire. Il aura, par exemple, à animer des ateliers d'écriture, des conférences de sensibilisation. Le programme d'animation pédagogique sera établi en concertation avec l'auteur, les structures d'accueil et les services instructeurs.

Il devra être fait mention du concours de la CTC sur toute publication liée à l'aide.
Remise de trois exemplaires de la publication.

Bénéficiaires :

- Associations et Collectivités assurant l'accueil en résidence
- Auteurs

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

L'aide se compose d'une bourse forfaitaire de 1 500 € par mois et d'une participation aux frais de fonctionnement (hébergement, défraiements, frais de communication autour de la résidence...) pouvant s'élever à 770 € maximum par mois

La durée de la résidence est fixée selon les projets de 2 à 6 mois

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Document matérialisant l'engagement de la structure d'accueil dans la réalisation du projet
- ☐ Curriculum vitae de l'auteur
- ☐ Un exemplaire des textes publiés
- ☐ Présentation du projet d'écriture
- ☐ Exposé du projet de la structure et déclinaison du volet pédagogique
- ☐ Descriptif prévisionnel des diverses interventions de l'écrivain auprès des différents publics
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement de l'opération
- ☐ Eléments relatifs aux aides publiques obtenues par l'auteur au cours des 3 dernières années quel que soit l'organisme attributaire et quelle que soit leur nature (bourse, résidence, prix...)
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pour les associations, fournir en plus :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du JO
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée, budget prévisionnel, bilan de la dernière opération subventionnée, plan de financement, compte de l'exercice écoulé, programme approuvés par l'organe statutaire compétent.

Pour les collectivités, fournir en plus :

- ☐ Délibération de l'organe délibérant

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt de la demande auprès de la Direction de l'Action Culturelle avant fin novembre N-1
- Examen en commission prenant notamment en considération l'intérêt du projet de création littéraire, la qualité des ouvrages précédemment réalisés, le parcours et l'expérience de l'auteur, le projet de sensibilisation et d'animation
- Décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Signature d'une convention de résidence d'écriture
- Le mandatement de l'aide s'effectue en 2 ou 3 fois selon la durée de la résidence :
 - . si la durée de la résidence est inférieure à 4 mois : 70% à la signature d'une convention de résidence d'écriture, 30% au terme de l'opération sur production d'un compte-rendu et d'un bilan financier
 - . si la durée de la résidence est supérieure ou égale à 4 mois : 40% à la signature d'une convention de résidence d'écriture, 30% après trois mois, 30% au terme de l'opération sur production d'un compte-rendu, d'une évaluation pédagogique et d'un bilan financier.
- Critères d'évaluation : manuscrit, publications..., compte-rendu des interventions par l'auteur et les partenaires (responsables de structure, enseignants...), justificatifs financiers.

ACTION CULTURELLE - LIVRE – LECTURE PUBLIQUE

2 - AIDE A LA PUBLICATION D'OUVRAGES

ORIENTATION : *Améliorer les conditions de la création artistique*
Soutenir les projets de création

OBJET :

L'édition est un secteur économique qui connaît de réelles difficultés. Au plan local, les problèmes s'avèrent d'autant plus importants que le marché est très étroit et que souvent le produit des ventes ne suffit pas à équilibrer les dépenses.

L'action proposée doit permettre la parution d'ouvrages de qualité qui, sans aide publique, ne pourraient être publiés.

Parallèlement les bénéficiaires de subvention devront orienter leurs efforts sur la professionnalisation de leur action et la diffusion de leur production.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sont éligibles :

- les ouvrages en langue corse
- les ouvrages en langue française ayant un lien direct avec la Corse

Sont admis prioritairement les genres suivants :

- les ouvrages de fiction (romans, nouvelles, poésies, théâtre), les documents et ouvrages de recherche scientifique ou historique, de promotion du patrimoine, les ouvrages d'art, les bandes dessinées,
- les revues, à vocation littéraire, scientifique ou philosophique.

Sont également admis :

- les monographies locales présentant un intérêt particulier pour la connaissance de la Corse
- la réédition d'œuvres majeures
- les thèses, remaniées à destination du "grand public".

Ne sont pas recevables tous les autres genres et notamment les catalogues d'exposition, les guides à vocation touristique, les ouvrages scolaires, les actes de colloque.

Les projets refusés ne peuvent être présentés une seconde fois.

Bénéficiaires :

- Editeurs professionnels
- Associations à vocation éditoriale
- A titre exceptionnel, les auteurs pourront présenter directement leur projet. Si celui-ci reçoit l'avis favorable du comité technique et l'aval du Conseil Exécutif, il devra toutefois être publié par une société d'édition.

Sont exclues l'autoédition et l'édition à compte d'auteur.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

- Sont pris en compte les frais de fabrication (maquette, photogravure, impression, façonnage, développements photographiques...), les coûts de traduction du ou en corse, les frais de conception et de réalisation de supports numériques (DVD, CD).
- Le taux de l'aide applicable aux dépenses éligibles HT est variable en fonction de l'analyse économique du projet.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

Pour tous les demandeurs :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Fiche technique de présentation du demandeur
- ☐ Note présentant l'ouvrage et l'auteur
- ☐ Devis de réalisation : maquette imprimerie, photocomposition, photogravure, corrections, façonnage... (un second devis peut être demandé).
- ☐ Manuscrit complet (les demandeurs doivent s'être assurés de la protection littéraire et artistique de l'œuvre transmise et, en tout état de cause, dégager la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Corse en la matière)
- ☐ Maquette des ouvrages d'art
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement correspondant
- ☐ Contrat d'édition
- ☐ Eventuellement accord de coédition
- ☐ Prix public de vente envisagé
- ☐ Prévisionnel de ventes
- ☐ Modalités de diffusion en Corse et sur le Continent
- ☐ Cession de droits pour les traductions
- ☐ Le cas échéant, accord du coéditeur pour la demande de subvention
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pour les maisons d'édition, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Preuve de l'existence légale de l'entreprise (extrait K-bis)
- ☐ Attestation de régularité au regard des obligations fiscales (déclaration n°3666)
- ☐ Déclaration des aides placées sous la règle "de minimis"
- ☐ Compte et bilan de la société certifiés.
- ☐ Catalogue de la maison d'édition

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration
- ☐ Compte-rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée, bilan de la dernière opération subventionnée, comptes de l'exercice écoulé, programmes approuvés par l'organe délibérant compétent

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dates limites de dépôt des dossiers auprès de la Direction : 25 janvier et 15 août de l'année N (deux programmations par an)
- Examen mi-mars et fin septembre par un comité technique consultatif composé de spécialistes des différents domaines concernés (historiens, écrivains, journalistes, scientifiques, spécialistes de la langue corse et de l'image...), habilité à donner un avis sur l'œuvre présentée.
- Examen et décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
Le montant de l'aide est fixé par le Conseil Exécutif sur avis motivé du Comité technique consultatif, et prend en compte :
 - des **critères littéraires et artistiques** (qualité d'écriture, rigueur scientifique, qualité artistique, caractère original et créatif, lien avec la Corse, intérêt du projet pour la culture corse...),
 - des **critères économiques et financiers** (coût total du projet et coût de chaque poste, modalités de diffusion prévues, prix de vente public envisagé, recettes prévisionnelles de vente, autres sources de financement, subventions éventuellement déjà accordées au demandeur, situation du demandeur au regard de la règle "de minimis", crédits inscrits au budget de la CTC).

- Notification aux bénéficiaires
- Mandatement de la subvention: 50 % sur présentation du bon à tirer, solde au prorata des dépenses effectives sur présentation des factures certifiées acquittées par le prestataire et du récapitulatif visé par le bénéficiaire, et transmission de trois exemplaires de l'ouvrage subventionné.

NB : L'ouvrage ne doit pas avoir été publié avant la décision du Conseil Exécutif.

Par rapport au projet initial, la publication finale ne peut comporter que des modifications mineures n'étant pas de nature à modifier la position du Comité technique consultatif.

Elle doit tenir compte des observations éventuelles du Comité technique consultatif.

Les factures antérieures à la date de dépôt de la demande de subvention ne peuvent être acceptées.

Seules sont prises en considération les dépenses faisant l'objet de facturations externes à l'entreprise bénéficiaire de la subvention.

L'ouvrage subventionné doit faire mention du concours de la CTC.

En qui concerne les revues :

- La **première demande** se conforme aux procédures d'instruction et de règlement ci-dessus exposées.
- Les **années suivantes** : évaluation ex-post par le Comité technique consultatif de la conformité du contenu des revues, des modalités de distribution, des coûts et des ventes lors de sa session d'avril et avis sur la poursuite de l'aide à la publication. Un reversement des sommes perçues peut être exigé en cas de changement du contenu.
- Examen et décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Notification aux bénéficiaires
- Mandatement de la subvention: 80 % à la signature de l'arrêté, solde au prorata des dépenses effectives sur présentation des factures et du décompte des dépenses réalisées, visés par le bénéficiaire et transmission de trois exemplaires des parutions.

En ce qui concerne les publications en plusieurs volumes, l'avis du Comité technique porte sur l'ensemble du projet. Chaque parution est soumise à évaluation du Comité technique valant avis pour le volume suivant.

- Critères d'évaluation : Les bénéficiaires d'aide à la publication d'ouvrage communiqueront tous renseignements permettant de juger de la suite donnée à la publication : état des ventes, lieux de distribution, actions de promotion, retours presse, droits d'auteur versés...

3 - AIDE A LA PROMOTION DU LIVRE

ORIENTATION : *Promouvoir la création insulaire et développer les échanges*

OBJET :

La promotion et la diffusion des œuvres constituent un axe important de la politique en faveur de l'édition.

La Collectivité Territoriale de Corse intervient désormais directement dans ce domaine en prenant en charge l'organisation du stand de l'édition et du livre corses au Salon du Livre de Paris.

Par ailleurs, elle soutient les actions de promotion mises en place par les éditeurs.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE:

Dans l'attente de l'étude à réaliser par l'ADEC

Sont éligibles des actions de natures diverses, telles que :

- participation ou organisation de salons et journées du livre en Corse ou sur le continent
- achat d'espaces ou de pages publicitaires
- publication et numérisation de catalogue ...

Sont exclus les frais d'hébergement, de référencement et de maintenance de site ainsi que les coûts relatifs aux dispositifs de vente en ligne.

Bénéficiaires :

- Associations d'éditeurs
- Maisons d'édition et associations à vocation éditoriale installées en Corse, travaillant à compte d'éditeur, comptant un certain nombre de titres et dont les ouvrages sont distribués en librairie

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

Le taux d'intervention, variable mais ne pouvant excéder 50% du coût du projet, est fixé en fonction de l'intérêt du projet, de son coût, de ses objectifs et de ses modalités d'évaluation, de son caractère partenarial, de son intégration dans une démarche construite et des crédits inscrits au budget de la CTC.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Fiche technique de présentation du demandeur et du projet éditorial
- ☐ Note détaillée présentant l'opération
- ☐ Devis de réalisation
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financements correspondant
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pièces spécifiques pour les catalogues :

- ☐ Eventuellement, exemplaire du précédent catalogue
- ☐ Devis de réalisation du projet : maquette imprimerie, photocomposition, photogravure, corrections, façonnage...
- ☐ Calendrier de réalisation (les projets devront être réalisés pour le Salon du Livre de Paris)
- ☐ Prévisionnel de diffusion
- **Pour les maisons d'édition**, fournir, en plus, les pièces suivantes :
 - ☐ Preuve de l'existence légale de l'entreprise (extrait K-bis)
 - ☐ Attestation de régularité au regard des obligations fiscales (déclaration n°3666)
 - ☐ Déclaration des aides placées sous la règle "de minimis"
- **Pour les associations**, fournir, en plus, les pièces suivantes :
 - ☐ Statuts de l'association
 - ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration
 - ☐ Compte-rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents
 - ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
 - ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
 - ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt des demandes auprès de la Direction de l'Action culturelle avant le 15 avril
- Instruction par la Direction de l'Action culturelle
- Examen et décision d'attribution en Conseil Exécutif
- Mandatement en 1 ou 2 versements selon le type d'action et le montant de la subvention
- Pour les aides à la publication et à la numérisation de catalogues : 50% à la signature de l'arrêté, le solde au prorata des factures acquittées avec décompte des dépenses visé par le bénéficiaire, et sur production de 15 exemplaires du catalogue publié ou démonstration du catalogue numérisé.
- Critères d'évaluation : Le bénéficiaire produira un compte d'emploi détaillé de la subvention attribuée ainsi qu'un compte-rendu de réalisation et des suites de l'opération (retours presse, partenariats noués, retombées économiques et culturelles).

4 - AIDE AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA LECTURE

*ORIENTATION : Elargir et renouveler les publics
Renforcer l'action culturelle*

OBJET:

L'aide aux actions en faveur de la lecture consiste en un soutien à la mise en place et à l'organisation d'animations spécifiques liées au livre, destinées à développer la lecture ou à attirer de nouveaux publics, notamment chez les jeunes et les publics isolés, empêchés ou défavorisés.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Des opérations et manifestations diverses sont éligibles (festivals, expositions, rencontres avec des écrivains, ateliers d'écriture, prix littéraires...)

L'aide peut concerner une opération ponctuelle ou l'ensemble d'un programme annuel d'activités.

Les actions collectives, d'échanges et de partenariat sont à favoriser.

Bénéficiaires :

- Collectivités locales
- Structures associatives

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

Le taux d'intervention est variable mais ne peut dépasser 50% du coût du projet,

Il est déterminé notamment en prenant en compte l'intérêt et l'originalité du projet, le public concerné, le caractère multi-partenarial du projet, le coût de l'opération, l'évaluation des opérations précédentes, les disponibilités financières du demandeur, les autres sources de financement et les crédits inscrits au budget de la CTC.

Les dépenses de fonctionnement général de la structure ne sont pas éligibles.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Délibération de l'organe délibérant si la demande est déposée par une collectivité.
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent s'il s'agit d'une structure associative.
- ☐ Note de présentation détaillée décrivant le projet (date et lieu de la manifestation, liste des intervenants, public concerné ...)
- ☐ Devis (location de salles, de matériel de transport, hébergement et déplacement des intervenants, des artistes,...)
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement correspondant
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du JO
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée, budget prévisionnel, bilan de la dernière opération subventionnée, plan de financement, comptes de l'exercice écoulé, programme approuvés par l'organe statutaire compétent.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt des demandes auprès de la Direction de l'Action culturelle avant le 15 avril.
- Instruction par la Direction de l'Action Culturelle
- Décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif de Corse.
- Notification de subvention au bénéficiaire
- Mandatement en une ou deux fois selon le type d'action et le montant de la subvention.
- Production par le bénéficiaire, au cours du premier semestre de l'année N+1, du bilan financier et d'un compte-rendu détaillé de l'opération et tout document justificatif sur demande.

**5 - AIDE A LA CREATION ET A L'AMENAGEMENT
DES BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES**

ORIENTATION : *Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Améliorer l'offre en matière de lecture*

OBJET :

Favoriser l'accès de tous à la lecture en facilitant la création, l'extension, l'aménagement et l'informatisation des bibliothèques

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sont éligibles les demandes relatives à la création, l'extension, le déménagement, la restructuration, l'aménagement et l'informatisation des médiathèques.

Bénéficiaires :

- Communes et groupements de communes
- Structures associatives

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

L'aide peut aller jusqu'à 30% des coûts subventionnables HT.

En ce qui concerne la construction, elle intervient uniquement en complément des crédits mobilisables auprès des services de l'Etat.

En ce qui concerne l'aménagement, elle intervient en principe en complément des crédits mobilisables auprès des services de l'Etat.

Le taux d'intervention est variable et fixé en prenant en compte les critères suivants :

- prise en considération de l'objectif de territorialisation des équipements culturels dans le choix de la localisation de l'équipement
- caractère intercommunal du projet
- qualité architecturale du projet, adaptation des surfaces au fonctionnement prévu
- population desservie – public visé
- équipement et collections multimédia
- prévision des modalités (amplitude d'ouverture...) et moyens financiers (prévision d'acquisitions) et humains (personnel qualifié et rémunéré) de fonctionnement
- mise en place de projets multi-partenariaux (autres bibliothèques, établissements scolaires, associations, maisons de retraite, hôpitaux, établissements pénitentiaires...)
- autres ressources financières
- crédits inscrits au budget de la CTC

Les dépenses subventionnables sont :

- les études préalables
- les travaux

En matière de construction, la CTC prendra pour référence la norme établie par les services de l'Etat.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Délibération du Conseil municipal ou de l'organe statutaire compétent approuvant l'APS et le plan de financement prévisionnel
- ☐ Note de présentation du projet : opportunité et faisabilité du projet, caractéristiques techniques (SHON, détail des surfaces de chaque service ...), devis estimatif global et coûts détaillés par lot, échéancier prévisionnel
- ☐ Etude préalable pour les équipements structurants et les équipements polyvalents micro-régionaux
- ☐ Plans et pièces graphiques
- ☐ Note relative au fonctionnement de la médiathèque (budget prévisionnel de fonctionnement, personnel, horaires d'ouverture, prévisions d'acquisitions, projet d'animation...)
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du JO
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée, budget prévisionnel, bilan de la dernière opération subventionnée, plan de financement, compte de l'exercice écoulé, programme approuvés par l'organe statutaire compétent.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt des demandes auprès de la Direction de l'Action culturelle avant le 30 avril
- Instruction par la Direction de l'Action Culturelle
- Examen et décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Mandatement sur présentation des factures acquittées et décomptes des dépenses visés.
- Critères d'évaluation : Fréquentation, composition du public, nombre et types de prêts...

6 - AIDE A L'EQUIPEMENT DES BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES

ORIENTATION : *Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Améliorer l'offre en matière de lecture*

OBJET :

Cette mesure vise à favoriser l'accès à la lecture en permettant aux bibliothèques de compléter leur fonds d'ouvrages et d'accueillir le public dans les meilleures conditions.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sont éligibles les demandes relatives à l'acquisition d'ouvrages, CD audio, CD Rom, DVD, cassettes sonores ainsi que l'équipement pour la présentation des ouvrages et l'accueil du public. Pour les bibliothèques associatives sont également éligibles les acquisitions de magnétophones, lecteurs de CD, matériel informatique et multimédia.

Sont exclus les matériels d'équipement de bureau et de bureautique.

Bénéficiaires :

- Collectivités locales
- Structures associatives gestionnaires de bibliothèques.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

Le taux d'intervention est variable et ne peut dépasser 50% du coût de l'investissement HT.

Il est déterminé en prenant en compte les critères suivants :

le lieu d'implantation de la bibliothèque (territorialisation), la fréquentation, le rayonnement géographique, l'amplitude d'ouverture au public, le dynamisme de l'équipe de gestion (animations développées au sein de la bibliothèque), les subventions précédemment obtenues, les autres ressources financières et les crédits inscrits au budget de la CTC.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Fiche de renseignements à compléter
- ☐ Délibération de l'organe délibérant si la demande est déposée par une collectivité
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent s'il s'agit d'une structure associative
- ☐ Note de présentation justifiant l'intérêt de l'opération et donnant toute information permettant de juger de l'activité effective de la bibliothèque
- ☐ Devis ou factures pro-forma
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement
- ☐ Relevé d'identité bancaire

Pour les associations, fournir, en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Statuts de l'association
- ☐ Récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du JO
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes (bureau...)
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association
- ☐ Bilan des activités de l'année écoulée budget prévisionnel bilan de la dernière opération subventionnée plan de financement compte de l'exercice écoulé programme approuvés par l'organe statutaire compétent.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt des demandes auprès de la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 avril
- Instruction par la Direction de l'Action Culturelle
- Examen et décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Mandatement sur présentation des factures acquittées et décompte des dépenses visé.
- Critères d'évaluation : Bilan d'activités de l'établissement.

ACTION CULTURELLE - LIVRE – LECTURE PUBLIQUE

7 - SOUTIEN AUX LIBRAIRIES

*ORIENTATION : Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
Améliorer l'offre en matière de lecture*

OBJET :

Les librairies représentent un élément indispensable pour permettre l'accès de tous les publics à une offre diversifiée de biens et de services culturels. Elles contribuent à l'aménagement et à la vitalité des territoires. Or, elles constituent un tissu très fragile. Il s'agit donc d'aider les libraires à s'adapter et à offrir à leur clientèle de meilleures conditions de choix et d'accueil.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

En attente de l'étude de l'ADEC

Sont éligibles les dépenses relatives à :

- l'acquisition ou le renouvellement des moyens de fonctionnement en vue du développement des activités informatiques
- les travaux d'aménagement, de modernisation ou d'agrandissement
- l'acquisition ou l'extension du stock en vue du développement d'une spécialité

Bénéficiaires :

Librairies indépendantes

TAUX D'INTERVENTION / PLAFOND DE L'AIDE :

Les taux d'intervention sont variables et prennent en compte l'intérêt culturel et économique du projet, la viabilité de l'entreprise, les autres sources de financement, des subventions précédemment attribuées et les crédits inscrits au budget de la CTC.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif
- ☐ Note de présentation de la société
- ☐ Note de présentation détaillée du projet : opportunité, caractéristiques techniques, composition du stock, contenu du projet culturel et économique
- ☐ Devis, plans...
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement
- ☐ Preuve de l'existence légale de l'entreprise (extrait K-bis)
- ☐ Attestation de régularité au regard des obligations fiscales (déclaration n°3666)
- ☐ Déclaration des aides placées sous la règle "de minimis"
- ☐ Compte et bilan de la société certifiés.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

- Dépôt des demandes auprès de la Direction de l'Action culturelle avant le 15 novembre de l'année N-1
- Examen et décision d'attribution de subvention par le Conseil Exécutif
- Mandatement sur présentation des factures acquittées et décomptes des dépenses visés.

Le reversement de la subvention versée sera exigé en cas de non-réalisation du projet initial.

En cas de revente du bien subventionné, et quelles qu'en soient les raisons, dans un délai de cinq années, le bénéficiaire devra procéder au reversement de la subvention au prorata du temps écoulé depuis son versement.

- Critères d'évaluation : Les bénéficiaires de subvention communiqueront les pièces relatives à la fréquentation de l'établissement et aux activités culturelles développées, l'état des ventes et les comptes de la société.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

REGLEMENT DES AIDES

SECTEUR : ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Commande Publique	<i>1</i>
2	Construction et aménagement d’ateliers d’artistes	<i>3</i>
3	Aménagement des lieux d’expositions	<i>5</i>
4	Installation d’ateliers de formation	<i>7</i>
5	Aide à la résidence de création	<i>9</i>
6	Bourses aux jeunes talents	<i>11</i>
7	Aide à projet de création	<i>12</i>
8	Aide à la première exposition	<i>14</i>
9	Aide à l’exposition	<i>15</i>
10	Aide à la production d’outils de promotion	<i>17</i>
11	Manifestations artistiques et activités culturelles	<i>18</i>

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

1. COMMANDE PUBLIQUE

Orientation : *soutenir les projets de création*

OBJET :

La commande publique dépend d'un appel à projet ou d'une participation à une réalisation d'intérêt général. Les propositions sont soumises à l'avis d'un Comité technique consultatif.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Communes et leurs groupements.

Critères d'évaluation :

Références des auteurs.
Pertinence locale.
Cohérence environnementale.
Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

50 % maximum du budget général de l'opération. Aide plafonnée à 30.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention, ou rapport des services, adressé au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet avec un visuel commenté.
- ☐ Délibération de l'assemblée ou de l'organe statutaire compétent.
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement, approuvés par l'organe statutaire compétent, relatif à la réalisation des projets ainsi que les différents devis afférents.
- ☐ Curriculum vitae de l'artiste, et présentation visuelle, certificat de son inscription à la Maison des Artistes, à l'AGESSA, déclaration de revenus artistiques depuis au moins trois ans.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

Les commandes publiques sont soumises à l'avis d'un comité technique consultatif, sauf si la subvention ne dépasse pas 10.000 €.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

2. CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'ATELIERS D'ARTISTES

Orientation : *améliorer les conditions de la création artistique*

OBJET :

La création d'ateliers a pour objectif d'insérer dans la vie sociale l'activité des artistes, d'affirmer leur statut, de faire mieux connaître leurs travaux et de leur permettre de créer dans de meilleures conditions.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Communes, groupements de communes.

Artistes professionnels.

Sont pris en compte : les travaux de gros œuvre et de construction, l'électricité, la plomberie, le chauffage, la sécurité et les mises aux normes, le mobilier et matériel spécifique selon la spécialité des artistes, les dépenses pour la lumière et l'accrochage.

Critères de sélection :

- Maîtrises d'ouvrage publique :
Présentation d'un projet d'aménagement et de développement culturel permettant une utilisation cohérente des locaux mis à disposition des artistes.
- Maîtrise d'ouvrage privée :
Attestation d'un statut professionnel et d'une activité pérenne inscrite dans le territoire et la localité

Ces projets doivent s'inscrire en cohérence avec l'aménagement et l'équipement culturel du territoire.

Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

50 % de la dépense prévue / 50.000 € (hors taxes lorsque le maître d'ouvrage récupère la TVA).

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif.

Pour les maîtrises d'ouvrage publiques :

- ☐ Note de présentation du projet.
- ☐ Délibération approuvant le projet.
- ☐ Plans, devis descriptifs, plan de financement daté et signé.

Pour les maîtrises d'ouvrage privées :

- ☐ Attestation d'inscription à la Maison des Artistes ou à l'AGESSA.
- ☐ Titre de propriété ou de bail, le cas échéant, autorisation de construire.
- ☐ Plans, devis descriptifs, plan de financement justifié.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aides et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

DISPOSITION PARTICULIERE :

Ces ateliers doivent être conçus comme des lieux de présentation et d'exposition. Une convention stipule l'obligation de n'utiliser à aucune autre fin les locaux aménagés en ateliers. Elle prévoit également la présentation annuelle des projets d'exposition aux instances compétentes de la C.T.C. et la mise en place d'un dispositif d'évaluation de ces manifestations.

Les plans doivent être réalisés par un architecte à partir d'un montant des travaux de 10.000 €.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

3. AMENAGEMENT DES LIEUX D'EXPOSITION

Orientations : - Favoriser la mise en place d'un réseau performant de diffusion artistique
- Multiplier les occasions de rencontre avec les arts visuels

OBJET :

La collectivité Territoriale de Corse octroie des aides pour l'aménagement de lieux d'exposition et leur mise aux normes de sécurité et de conservation, afin de faciliter la présentation d'œuvres d'art dans des conditions adéquates.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Communes, groupements de communes.
Associations.

Sont éligibles, les études préliminaires, les travaux de gros œuvre et de construction, l'installation électrique, la plomberie, le chauffage, la sécurité et les mises aux normes, le mobilier et matériel de présentation et d'accrochage, l'éclairage.

Critères de sélection :

Ces projets doivent s'inscrire en cohérence avec le diagnostic territorial. Sont prioritaires, les projets inscrits dans une démarche de développement d'un territoire et dans le cadre d'une contractualisation entre la C.T.C. et une Communauté de Communes ou d'agglomération. Ne peuvent être aidés que les maîtres d'ouvrages qui proposent un programme de diffusion régulier et de qualité établi par un responsable artistique professionnel.
Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

Application du taux de la dotation quinquennale applicable à la commune concernée.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet, opportunité, faisabilité, caractéristiques culturelles et artistiques de l'opération.
- ☐ Bilan des activités menées dans le secteur des arts visuels.
- ☐ Délibération du Conseil Municipal approuvant le programme de travaux et le plan de financement prévisionnel.
- ☐ Plans et devis. Etudes techniques éventuelles (conditions de conservation, sécurité).
- ☐ Budget et plan de financement.

Pour les associations, fournir en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Rapport d'activité et présentation générale de l'association et des actions déjà menées.
- ☐ Statuts, récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de l'association.

- ☐ Numéro de SIRET et R.I.B.
- ☐ Compte-rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes.
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rétributions).
- ☐ Délibérations relatives aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association.
- ☐ Informations relatives aux ressources propres (cotisations, rémunérations de services).
- ☐ Attestation de situation fiscale.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :

Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aides et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

DISPOSITION PARTICULIERE :

Une convention stipule l'obligation de n'utiliser à aucune autre fin les locaux aménagés en lieux d'exposition. Elle prévoit également la présentation annuelle des projets de manifestations aux instances compétentes de la Collectivité Territoriale de Corse et la mise en place d'un dispositif d'évaluation des actions.

Les plans doivent être réalisés par un architecte à partir d'un montant des travaux de 10.000 €.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

4. INSTALLATION D'ATELIERS DE FORMATION

Orientation : *développer l'éducation artistique et la formation*

OBJET :

L'installation d'atelier de formation a pour objectif de permettre la mise en place d'actions de formation à la fois pratiques et théoriques dans les domaines des arts visuels.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Communes, groupements de communes.

Associations.

Sont pris en compte, les études préliminaires, les travaux de gros œuvre et de construction, l'installation électrique, la plomberie, le chauffage, la sécurité et les mises aux normes, le mobilier et matériel pédagogique non fongible.

Critères de sélection :

Ces projets doivent s'inscrire en cohérence avec le diagnostic territorial. Sont prioritaires, les projets inscrits dans une démarche de développement d'un territoire et dans le cadre d'une contractualisation entre la C.T.C. et une Communauté de Communes ou d'agglomération. Ne peuvent être aidés que les Communes ou les associations qui proposent un programme pédagogique régulier et de qualité, établi par des responsables professionnels et diplômés.

Qualification des intervenants.

Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

50% de la dépense prévue / 80.000 € (hors taxes lorsque le maître d'ouvrage récupère la TVA).

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet, opportunité, faisabilité, caractéristiques culturelles et artistiques de l'opération.
- ☐ Bilan des activités menées dans le secteur des arts visuels et de l'enseignement.
- ☐ Copies certifiées des diplômes et qualifications des intervenants.

Pour les associations, fournir en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Rapport d'activité et présentation générale de l'association et des actions déjà menées.
- ☐ Statuts, récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de l'association.
- ☐ Numéro de SIRET et R.I.B.
- ☐ Compte-rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.

- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes.
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rétributions).
- ☐ Délibérations relatives aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association.
- ☐ Informations relatives aux ressources propres (cotisations, rémunérations de services).

- ☐ Attestation de situation fiscale.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

DISPOSITION PARTICULIERE :

Une convention stipule l'obligation de n'utiliser à aucune autre fin les locaux aménagés en atelier de formation. La convention organise une évaluation, elle prévoit également la présentation annuelle des projets pédagogiques aux instances compétentes de la Collectivité Territoriale de Corse.

Les plans doivent être signés par un architecte sauf si le montant des travaux ne dépasse pas 10.000 €.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

5. AIDE A LA RESIDENCE DE CREATION

Orientation : *soutenir les projets de création*

OBJET :

Les aides à la résidence de création s'adressent à des artistes qui proposent des projets de réalisation d'œuvres sur le territoire insulaire. Elles peuvent aussi être attribuées à des artistes insulaires porteurs d'un projet de résidence à l'extérieur de l'île.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Artistes professionnels.

Critères de sélection :

Le projet doit être porté par un artiste professionnel reconnu. Il convient de plus que ce projet présente un réel intérêt par rapport au contexte et que l'artiste soit en mesure de mener des actions de sensibilisation et de formation auprès des jeunes en particulier et du public en général, afin qu'il ne s'agisse pas d'une action ponctuelle et isolée mais d'une réelle expérience de communication.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

Le montant de l'aide est calculé sur la base de 2.000 € par mois pour une résidence dans l'île. Il peut être adapté selon le projet et le lieu de résidence à l'extérieur, le taux d'intervention est alors de 30% du budget général et l'intervention est plafonnée à 6.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet artistique, accompagnée d'une visualisation.
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement, datés et signés, relatifs à la réalisation du projet ainsi que les différents devis afférents.
- ☐ Curriculum vitae de l'artiste, certificat de son inscription à la Maison des Artistes, à l'AGESSA, déclaration de revenus artistiques depuis au moins trois ans.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aides et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1 avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

DISPOSITION PARTICULIERE :

Une convention est établie selon un cahier des charges.

Dans le cas d'une résidence faisant intervenir des praticiens et du matériel spécifique, le taux d'intervention peut être porté à 50% et le plafond de l'aide à 10.000 €.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

6. BOURSES AUX JEUNES TALENTS

Orientation : *développer l'éducation artistique et la formation*

OBJET :

Les bourses d'encouragement permettent à de jeunes insulaires de moins de 30 ans de suivre des formations et des études artistiques.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Etudiants et jeunes diplômés inscrits dans une formation ou un stage.

Critères de sélection :

Bourses annuelles attribuées selon les critères suivants :

Critère artistique. Prise en compte des résultats obtenus et des appréciations des professeurs, de la réussite aux concours d'entrée et de l'inscription aux écoles et ateliers de formation.

Critère social. Attention particulière portée aux jeunes gens qui sont seuls à gérer leurs études, ou dont les parents ne disposent pas de ressources importantes.

Evaluation du montant de la dépense, coût des transports, de la scolarité et de l'hébergement. La bourse n'est pas reconduite automatiquement, mais fait l'objet, chaque année, d'un nouvel examen.

TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE :

Les montants varient selon les projets de 2.000 à 8.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de motivation et demande de bourse à Monsieur le Président de l'Exécutif.
- ☐ Dernier diplôme obtenu, curriculum vitae, appréciations et lettres de recommandation des enseignants. Certificat d'inscription ou carte d'étudiant.
- ☐ Impôts sur le revenu.
- ☐ Eléments d'évaluation des frais. (Inscription, fournitures, transport, hébergement).
- ☐ R.I.B.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

7. AIDE A PROJET DE CREATION

Orientations : - *Soutenir les projets de création*

OBJET :

L'objectif est de soutenir des créateurs dans la réalisation d'un projet précis et cohérent s'inscrivant dans une démarche personnelle affirmée. Si le projet porte une dimension de diffusion, de promotion (exposition, mises en ligne, médiatisation) les aides peuvent se cumuler sans jamais dépasser le taux et le plafonnement le plus élevé. Les projets à caractère multi médias ou bien liant plusieurs modes d'expression seront évalués en collaboration avec les services concernés (Spectacle vivant, livre et lecture, cinéma).

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Artistes professionnels.

Critères d'évaluation.

Le projet doit être porté par un artiste professionnel reconnu. Il convient que ce projet présente un réel intérêt par rapport au contexte et qu'il s'inscrive en cohérence avec le schéma d'aménagement culturel du territoire, ou bien qu'il porte un caractère d'innovation incontestable. Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

30% de la dépense prévue / 30.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet artistique, accompagnée d'une visualisation explicitée.
- ☐ Budget et plan de financement datés et signés.
- ☐ Curriculum vitae de l'artiste, certificat de son inscription à la Maison des Artistes ou à l'AGESSA, déclaration de revenus artistiques depuis au moins trois ans.
- ☐ R.I.B.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
 Direction de l'action culturelle
 Collectivité Territoriale de Corse
 22, Cours Grandval
 BP 215
 20187 AJACCIO
 Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

8. AIDE A LA PREMIERE EXPOSITION

Orientation : *Multiplier les occasions de rencontre avec les Arts Visuels*

OBJET :

L'objectif est de soutenir, dans leur démarche, de jeunes créateurs, et de permettre l'émergence d'expressions nouvelles.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Jeunes créateurs, porteurs d'un projet de présentation de leur travail.

Critères d'évaluation :

Le projet doit présenter un réel intérêt par rapport au contexte et s'inscrire en cohérence avec le schéma d'aménagement culturel du territoire, ou bien il doit porter un caractère d'innovation incontestable.

Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

Réalisation en Corse.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

50% de la dépense prévue / 10.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Présentation du projet, accompagnée d'une visualisation explicitée.
- ☐ Budget et plan de financement datés et signés.
- ☐ Curriculum vitae de l'artiste.
- ☐ R.I.B.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :

Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aides et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

9. AIDE A L'EXPOSITION

Orientation : *promouvoir la création insulaire et développer les échanges*

OBJET :

La Collectivité territoriale de Corse soutient la participation des artistes plasticiens à des manifestations en Corse et en dehors de l'île, salons, foires, colloques, symposiums, expositions. Celles-ci permettent la promotion et la diffusion de la culture Corse et favorisent l'intégration des artistes insulaires dans les réseaux de distribution nationaux et internationaux tout en leur offrant l'occasion de rencontrer de nouveaux publics.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Collectivités.
Artistes professionnels.
Associations.

Critères d'évaluation :

Les projets doivent être portés par des artistes professionnels reconnus.
Rapport entre le coût et les objectifs du projet.
Impact de communication favorisant l'image de la Corse.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

30% de la dépense prévue / 15.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement, approuvés par l'organe statutaire compétent.
- ☐ Devis.
- ☐ Curriculum vitae de l'artiste, certificat de son inscription à la Maison des Artistes, à l'AGESSA, déclaration de revenus artistiques depuis au moins trois ans.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

10. AIDE A LA PRODUCTION D'OUTILS DE PROMOTION

Orientation : *promouvoir la création insulaire et développer les échanges*

OBJET :

Dans une logique de promotion de la création plastique insulaire, des aides sont allouées pour la réalisation de produits promotionnels, catalogues, affiches, sites web, principalement pour soutenir des actions à l'extérieur de l'île.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Bénéficiaires :

Collectivités.
Artistes professionnels.
Associations.

Critères d'évaluation :

Les projets doivent être portés par des artistes professionnels reconnus.
Rapport entre le coût et les objectifs du projet.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

30% de la dépense prévue / 10.000 €.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif.
- ☐ Budget prévisionnel et plan de financement, approuvés par l'organe statutaire compétent.
- ☐ Devis.
- ☐ Curriculum vitae des artistes, certificat d'inscription à la maison des artistes ou à l'AGESSA, déclaration de revenus artistiques depuis au moins trois ans.
- ☐ R.I.B.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

ARTS VISUELS – ARTS PLASTIQUES

11. MANIFESTATIONS ARTISTIQUES ET ACTIVITES CULTURELLES

Orientation : *multiplier les occasions de rencontre avec les Arts Visuels*

OBJET :

Soutien aux structures d'animation et aux acteurs culturels élaborant et proposant dans le domaine des arts plastiques et visuels des manifestations au contenu culturel et artistique avéré, organisées par des équipes ayant fait la preuve de leur savoir-faire.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Aide à la réalisation d'événements :

Réalisation d'expositions, de rencontres, de salons, de concours pour dynamiser la diffusion et la communication des expressions plastiques et visuelles. Aide aux manifestations d'envergure, ou ancrées dans une micro région, un territoire rural ou urbain, ou encore spécialisées dans un domaine précis. Actions d'initiation et de formation.

Aide au démarrage de manifestations culturelles :

L'objectif est de soutenir les initiatives de mise en place d'action de diffusion et l'émergence d'actions culturelles de qualité.

Bénéficiaires :

Communes et groupements de Communes.
Ingénieurs culturels, associations.

TAUX D'INTERVENTION/PLAFOND DE L'AIDE :

30% de la dépense prévue / 30.000 €.
50% de la dépense prévue / 15.000 € pour le démarrage.

Critères de sélection :

Pertinence des thèmes abordés. Références des intervenants. Retombées économiques sur la commune ou le territoire. Fréquentation des publics, impact de communication. Rigueur et cohérence de la gestion financière.

Pour l'aide au démarrage, en outre :

Originalité du projet, caractère novateur.
Valeur pédagogique et de sensibilisation à la pratique artistique.

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Lettre de demande adressée au Président de l'Exécutif.
- ☐ Présentation du projet et du programme de diffusion et d'animation.

- ☐ Bilans des activités passées. Budget prévisionnel, plan de financement, programme approuvé par l'organe délibérant compétent. Attestations de statut professionnel pour personnes privées.

Pour les associations, fournir en plus, les pièces suivantes :

- ☐ Rapport d'activité et présentation générale de l'association et des actions déjà menées.
- ☐ Statuts, récépissé de déclaration en Préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de l'association.
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents.
- ☐ Liste des membres des instances dirigeantes.
- ☐ Liste nominative du personnel de l'association (fonctions rétribuées et montant des rétributions).
- ☐ Délibérations relatives aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'association.
- ☐ Informations relatives aux ressources propres. (Cotisations, rémunérations de services)
- ☐ Attestation de situation fiscale.
- ☐ Numéro de SIRET et R.I.B.

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, Cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tél : 04 95.51 64 93 ou 67 32

Les demandes d'aide et de subvention doivent parvenir à la Direction de l'Action Culturelle avant le 30 novembre de l'année N-1, avant la manifestation ou la réalisation du projet et seront instruits par le service des Arts Visuels (Arts Plastiques).

Tout organisme ou personne privée ayant été subventionné est tenu de fournir, dans les six mois qui suivent les paiements, un bilan financier de l'opération. La Collectivité Territoriale doit être mentionnée dans tous les dispositifs de communication ayant trait aux actions aidées.

LA MAISON DES ARTISTES ET L'AGESSA :

La Maison des artistes gère l'affiliation des auteurs d'œuvres graphiques et plastiques (peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs textiles, graphistes, illustrateurs, plasticiens...).

L'AGESSA gère l'affiliation des autres auteurs, notamment les photographes, les illustrateurs d'écrits littéraires et scientifiques, les auteurs de logiciels et les auteurs d'œuvres audiovisuelles.

AGESSA – ASSOCIATION POUR LA GESTION DE LA SECURITE SOCIALE DES AUTEURS :

L'AGESSA est un organisme agréé par l'Etat pour la gestion des assurances sociales de certains artistes-auteurs, notamment les photographes, illustrateurs d'écrits littéraires et scientifiques, auteurs de logiciels et auteurs d'œuvres audiovisuelles.

ADAGP – SOCIETE DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES :

L'ADAGP, société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques, gère depuis 1953, les droits de plus de 42.000 auteurs des arts visuels (peintres, sculpteurs, photographes, illustrateurs, architectes, infographistes...). Elle est présente, par le biais de ses sociétés sœurs, dans 42 pays.

Elle perçoit et répartit les droits suivants :

- droits gérés collectivement : audiovisuel (télédiffusion hertzienne, câble, satellite) ; copie privée numérique ; reprographie ; multimédia ;
- droits gérés individuellement : droit de reproduction (livres, presse, merchandising, publicité) ; droit de suite (perçu lors de la revente de l'œuvre).

Elle propose également une banque d'images numérisées des œuvres de ses membres (<http://bi.adagp.fr>).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

REGLEMENT DES AIDES

FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Aide à la création	<i>1</i>

AIDE A LA CREATION

Dans le cadre de son projet artistique établi à partir de la collection internationale qu'il constitue et gère, le FRAC Corse développe des actions d'échanges en même temps qu'il soutient la création en Corse.

Le FRAC accueille des artistes en Corse pour des résidences de 1 à 2 mois et aide à la production d'œuvres destinées à être présentées dans les programmes de diffusion de l'institution.

LES RESIDENCES D'ARTISTES

Deux à trois résidences sont organisées sur une période totale et maximale de quatre mois. Renforcé pendant la période de reconstitution de la collection, ce programme d'invitation s'organise de façon cohérente. Ces résidences concernent :

1. Des artistes déjà présents dans la collection qui proposent un projet spécifique : ces « expériences des lieux » vécues et transmises par les artistes ont beaucoup compté pour la réhabilitation de la collection et la perception du territoire de l'île comme un espace de création.
2. Des artistes dont le travail et le projet s'inscrivent dans les axes de la collection et peuvent prétendre s'y intégrer avec avis du Comité Technique.

Les résidences d'artistes encadrées par le FRAC donnent lieu à des rencontres avec tous les publics (écoles, collèges, lycées, étudiants) organisées par le service de médiation du FRAC. Les résidences peuvent aussi donner lieu à des expositions.

LE SOUTIEN A LA CREATION

Les artistes qui présentent un projet de création dont la réalisation peut s'inscrire dans un projet de diffusion de d'exposition du FRAC peuvent être aidés pour la production d'œuvres spécifiques.

Le programme de résidences et de soutien à la création est soumis à l'examen du Conseil du FRAC.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
REGLEMENT DES AIDES

SECTEUR : CINEMA - AUDIOVISUEL

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Aide à l'écriture	1
2	Aide au développement et à l'innovation	4
3	Aide à la production de longs-métrages cinéma	7
4	Aide à la production de courts et moyens métrages et de documentaires d'auteur	10
5	Aide à la première œuvre	13
6	Prix CTC de la meilleure adaptation cinématographique corse	16
7	Aide au vidéo art et au multimédia expérimental	19
8	Aide à la production de téléfilms	22
9	Aide à la production de documentaires	25
10	Aide à la production de séries	28
11	Aide à la captation – recreation de spectacles vivants	31
12	Aide à la diffusion des œuvres corses	34
13	Aide aux manifestations cinématographiques et de promotion du secteur audiovisuel corse	37
14	Aide aux programmes d'activités culturelles cinématographiques et de promotion du secteur audiovisuel corse	40
15	Aide à la modernisation des salles de cinéma	43
16	Bourses aux jeunes talents insulaires	46

AIDE A LA CREATION **N° 1 - AIDE A L'ECRITURE**

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

Cette aide est destinée à participer aux frais d'écriture d'un scénario (repérages, voyages, travail avec un scénariste, un dialoguiste...) de court-métrage, long-métrage, documentaire, téléfilm.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE:

Sont éligibles les projets présentés directement par les auteurs.

Cette demande doit émaner :

- ☐ Soit d'un auteur domicilié en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- ☐ Soit d'un auteur non domicilié dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique avéré par rapport à la Corse et une prévision de 50 % minimum du tournage en Corse.
- ☐ Dans les 2 cas, l'auteur porteur du projet devra avoir collaboré en tant que réalisateur ou auteur au minimum à un court métrage (pour les projets de fiction) ou un documentaire ayant fait l'objet d'une diffusion télévisuelle.

SUPPORT DE DIFFUSION

- ☐ Sont admissibles les projets destinés à être réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique .

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER:

- ☐ Cette aide est accordée sans condition préalable de production ou de diffusion sauf pour les téléfilms pour lesquels une garantie de diffusion doit préexister à la demande.

DISPOSITIONS PARTICULIERES : néant

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

Le montant maximal pouvant être attribué est de:

- ☐ 3500 € pour le documentaire et le court-métrage.
- ☐ 6000 € pour le long-métrage et le téléfilm.

Les scénarii d'expression corse feront l'objet d'un bonus de 15% du montant de l'aide accordée.

N° 1- AIDE A L'ECRITURE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis ou un scénario
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ Contrat de cession de droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel des dépenses d'écriture
- ☐ Pour les téléfilms, lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un diffuseur
- ☐ 1 RIB

N° 1 - AIDE A L'ECRITURE

PROCEDURE D'INSTRUCTION

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215 20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un **Comité Technique Consultatif**.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables.

Le versement s'effectue en 2 mandatements :

- 1er acompte de 75% à la signature de la convention
- Solde de 25% à la remise du scénario achevé ainsi que du bilan financier des dépenses certifié sincère et véritable par l'auteur

AIDE A LA CREATION

N° 2 - AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A L'INNOVATION

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET :

- L'aide au développement à l'innovation vise à finaliser les conditions de mise en production d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle.
- Elle concerne les dépenses de réécriture, recherche de documentation, d'archives, de partenaires et la réalisation de pilotes notamment dans le cas de projet innovant dans leur écriture ou utilisant les nouvelles technologies de l'image ainsi que les maquettes de projets d'émissions culturelles.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

- Sont éligibles les projets présentés par une société de production porteuse du projet.

Cette demande doit émaner :

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse
Cette société de production s'engage à recruter des insulaires en phase de formation ou de professionnalisation.
- Soit d'une société de production non domiciliée en Corse mais dont le scénario est écrit ou réalisé par un auteur ou un réalisateur domicilié en Corse pour qui le projet est particulièrement décisif dans son cursus artistique et professionnel

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets destinés à être réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- Cette aide est accordée sans condition préalable de production ou de diffusion sauf pour les téléfilms pour lesquels une garantie de diffusion doit préexister à la demande.

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

- La réécriture des projets de fiction devra obligatoirement faire intervenir un scénariste professionnel ou s'inscrire dans le cadre d'un atelier d'écriture porté par une structure reconnue.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant maximal pouvant être attribué est de 15 000€

N° 2 - AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A L'INNOVATION

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Le CV du scénariste éventuel
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel des dépenses de développement
- ☐ Plan de financement prévisionnel des dépenses de développement
- ☐ Lettres éventuelles d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement dans le cas d'un téléfilm

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat du scénariste signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de cession de droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 2 - AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A L'INNOVATION

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables.

Le versement s'effectue en 2 mandatements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur,) attestant la mise en œuvre du projet
- Solde de 25% à la remise de 2 exemplaires de la cassette VHS ou du DVD du pilote éventuellement réalisé ou du scénario réécrit accompagné d'un bilan écrit de l'emploi de la subvention, et des comptes définitifs du développement certifiés par le comptable et le gérant de la société

AIDE A LA CREATION

N° 3 - AIDE A LA PRODUCTION DE LONGS METRAGES CINEMA

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production d'œuvres cinématographiques de fiction de long-métrage

CONDITIONS D'ELIGIBILITE:

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

Cette demande doit émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse.
- Soit d'une société de production non domiciliée en Corse mais dont le scénario est écrit ou réalisé par un auteur ou un réalisateur, domicilié et exerçant son activité principale en Corse, pour qui le projet est particulièrement décisif dans son cursus artistique et professionnel.
Cette société de production s'engage à recruter des insulaires en phase de formation ou de professionnalisation.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique.

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER:

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- Le projet aura obligatoirement fait l'objet d'un plan de financement acquis à hauteur de 75 % incluant impérativement un diffuseur ou un distributeur.
- Pour les longs métrages, le solde de la subvention ne sera versé qu'après réception de l'agrément de production délivré par le CNC.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...) :
 - 60% minimum de tournage en Corse,
 - le recours aux ressources en personnel insulaire,
 - des effets induits économiques (hébergement, restauration, décors),
 - le recours éventuel à des ressources régionales (studios, plateaux, prestataires de service, loueurs),
 - des effets en termes d'image,
 - que le montant des dépenses du producteur corresponde à au moins 150% du montant de la subvention attribuée,
 - que dans le cadre des conventions signées, précisant les modalités de versement de la subvention, soient exigés les documents comptables attestant de l'embauche en région.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 30% du budget total du projet
- Le montant maximal pouvant être attribué est de 150 000 €.
- **Les projets tournés en langue corse de manière significative bénéficieront d'un bonus de 15% du montant de l'aide accordée.**

N°3 - AIDE A LA PRODUCTION DE LONGS METRAGES CINEMA

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet
- ☐ Une note du producteur expliquant le choix de la Région Corse

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Prévisionnel des retombées économiques en région au niveau des différentes rubriques du devis
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Copie de l'Agrément de production délivré par le CNC pour les longs métrages
- ☐ Lettres d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Garantie de diffusion ou de distribution

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production.
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de cession des droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAFF, ASSEDIC, GRISS...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N°3 - AIDE A LA PRODUCTION DE LONGS METRAGES CINEMA

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables.

Le versement s'effectue en 2 mandatelements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement et devis définitif) attestant la mise en œuvre du projet
- Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production et d'une copie de l'agrément de production délivrée par le CNC.

AIDE A LA CREATION
N° 4 - AIDE A LA PRODUCTION
DE COURTS ET MOYENS METRAGES ET DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production d'œuvres cinématographiques de fiction de courts et moyens métrage et de documentaires d'auteur
- On entend par documentaire d'auteur, un documentaire où le regard de l'auteur sur son sujet est un élément artistique déterminant et identifiant de l'œuvre
- Ces projets doivent justifier d'un préminutage inférieur à 60 minutes pour les courts-métrages

CRITERES D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

Cette demande doit émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse.
Cette société de production s'engage à recruter des insulaires en phase de formation ou de professionnalisation.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- La présence d'un diffuseur dans le plan de financement de l'oeuvre n'est pas obligatoire

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...).

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 80 000 €
- **Les projets tournés en langue corse de manière significative bénéficieront d'un bonus de 15% du montant de l'aide accordée.**

N° 4 - AIDE A LA PRODUCTION DE COURTS ET MOYENS METRAGES ET DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES LIES AU PROJET

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS LIES AU PROJET

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Lettres d'engagement de partenaires financiers

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'OEUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production Une copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 4 - AIDE A LA PRODUCTION DE COURTS ET MOYENS METRAGES ET DE DOCUMENTAIRES D'AUTEUR

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables.

Le versement s'effectue en 2 mandatelements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur,) attestant la mise en œuvre du projet
- Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production.

AIDE A LA CREATION
N° 5 - AIDE A LA PREMIERE OEUVRE

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à promouvoir les nouveaux talents de la création audiovisuelle et cinématographique Corse.
- Sont éligibles les projets de courts et moyens métrages et de documentaire présentés par un réalisateur résidant en Corse qui n'a jamais réalisé d'œuvre audiovisuelle ou cinématographique de création hors du cadre scolaire.
- Ces projets doivent justifier d'un préminutage inférieur à 60 minutes pour la fiction.

CRITERES D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE:

- Les projets peuvent émaner soit du réalisateur, soit d'une personnalité morale (association, société de production...)
- Dans tous les cas, l'aide sera attribuée à la personnalité morale avec laquelle le réalisateur aura signé un contrat de cession des droits d'auteur.
- Le réalisateur doit résider en Corse depuis plus de deux ans à titre principal.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique .

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- La personnalité morale doit fournir au moment du versement de la 1ere partie de la subvention des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- La présence d'un diffuseur dans le plan de financement de l'oeuvre n'est pas obligatoire

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- L'aide financière sera accompagnée d'une assistance sous forme de conseils et d'aides techniques à tous les niveaux d'avancements du projet.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 50000 €

N° 5 - AIDE A LA PREMIERE ŒUVRE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS D'APRECIATION ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence du réalisateur
- ☐ Présentation de la société de production ou de la personnalité morale porteuse du projet

ELEMENTS D'APRECIATION FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel éventuel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Notification éventuelle du soutien apporté par le CNC
- ☐ Lettres d'engagement éventuelles de partenaires financiers
- ☐ Lettre ou contrat éventuels d'engagement d'un diffuseur

ELEMENTS D'APPRECIATION JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie éventuelle du contrat d'auteur signé avec la société de production.
- ☐ 1 copie éventuelle du contrat de réalisateur signé avec la société de production

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie éventuelle de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production ou statuts de l'association
- ☐ Une copie du dernier bilan de la société de production ou de la personnalité morale
- ☐ 1 RIB

N° 5 - AIDE A LA PREMIERE ŒUVRE

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- Ces contributions financières sont des subventions non remboursables.

Le versement s'effectue en 2 mandatelements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur,) attestant la mise en œuvre du projet et du plan de financement et du devis définitif.
- Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le responsable de la personnalité morale.

AIDE A LA CREATION

N°6 - PRIX CTC DE LA MEILLEURE ADAPTATION CINEMATOGRAPHIQUE CORSE

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET :

- Ce concours est destinée à promouvoir l'émergence d'une cinématographie en langue corse ou inscrite dans la culture corse à partir de l'adaptation d'œuvre littéraire d'expression corse préexistante.
- Le lauréat recevra un prix accompagné d'une aide à la production attribuée à une société de production afin de faciliter la réalisation du projet.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE:

- Sont éligibles les projets de courts et moyens métrages, le cas échéant de longs métrages, présentés par un auteur-réalisateur domicilié en Corse depuis plus de deux ans.
- Dans tous les cas, l'aide à la production sera versée à la société de production avec laquelle l'auteur-réalisateur aura signé un contrat de cession des droits d'auteur en vue de la production de l'œuvre.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique .

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- La société de production choisie par l'auteur-réalisateur doit fournir au moment du versement de la 1ère partie de l'aide des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation. La présence d'un diffuseur dans le plan de financement de l'oeuvre n'est pas obligatoire

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- L'aide financière sera accompagnée d'une assistance sous forme de conseils et d'aides techniques à tous les niveaux d'avancements du projet.

MONTANT DU PRIX :

- Le prix d'un montant de 5000 euros sera attribué à l'auteur réalisateur du projet sélectionné.
- Le montant de l'aide à la production est celui appliqué à la catégorie de film concernée. Il sera versé à la société de production avec laquelle le réalisateur aura signé un contrat de cession de ses droits d'auteur-réalisateur

N°6 - PRIX DE LA MEILLEURE ADAPTATION CINEMATOGRAPHIQUE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ Copie de l'œuvre originale
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence du réalisateur
- ☐ Présentation éventuelle de la société de production ou la personnalité morale porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel éventuel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Notification éventuelle du soutien apporté par le CNC
- ☐ Lettres d'engagement éventuelles de partenaires financiers
- ☐ Lettre ou contrat éventuels d'engagement d'un diffuseur

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie éventuelle du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie éventuelle du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie de l'option conclue avec l'éditeur de l'œuvre littéraire concernant les droits d'adaptation audiovisuelle et cinématographique

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES A LA SOCIETE DE PRODUCTION

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ Une copie du dernier bilan de la société de production
- ☐ 1 RIB

N°6 - PRIX DE LA MEILLEURE ADAPTATION CINEMATOGRAPHIQUE

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être déposés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- ☐ Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un jury spécifique.
- ☐ Ce jury, composé d'élus, du président du Conseil exécutif ou de son représentant et de personnes qualifiées se prononcera sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière.
- ☐ Ce jury se réunit 1 fois par an.
- ☐ La date limite de dépôt pour le prix CTC de la meilleure adaptation cinématographique, est consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- ☐ Une convention liant la structure de production choisie par le réalisateur à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE L'AIDE

- ☐ Le versement de l'aide s'effectue en 2 mandatelements :
- ☐ 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur,) attestant la mise en œuvre du projet et du plan de financement et du devis définitif
- ☐ Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la personnalité morale

AIDE A LA CREATION

N°7 - AIDE AU VIDEO ART ET AU MULTIMEDIA EXPERIMENTAL

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- ☐ Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, les formes émergentes de l'audiovisuel numérique et le video-art.

Elle concerne :

- ☐ Les créations numériques proposant une approche expérimentale de l'image
- ☐ Les projets visuels de création interactive pour le Web ou sur supports optiques(C-D rom, DVD).
- ☐ Les films musicaux non narratifs en particulier liés aux musiques électroniques
- ☐ Les performances audiovisuelles y compris le Vjing (mixage video et sonore en direct)
- ☐ Les installations multimédia interactives ou linéaires Le video-art

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

Ces projets doivent émaner:

- ☐ Soit d'une personnalité morale domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournages
- ☐ Soit d'une personnalité morale non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont l'intégralité du tournage se déroulera en Corse.
- ☐ Soit d'une personnalité morale non domiciliée en Corse mais dont le scénario est écrit ou réalisé par un auteur ou un réalisateur résidant en Corse pour qui le projet est particulièrement décisif dans son cursus artistique et professionnel.

SUPPORT DE DIFFUSION:

Sont admissibles les projets réalisés sur:

- ☐ Pellicule 16 ou 35 mm
- ☐ Bande vidéo mono bande
- ☐ Support optique
- ☐ Internet et réseaux
- ☐ Les Installations vidéo ou informatiques
- ☐ Les performances audiovisuelles en directes ou les spectacles multidisciplinaires

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER:

- ☐ Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- ☐ Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 50 000 €

N°7 - AIDE AU VIDEO ART ET AU MULTIMEDIA EXPERIMENTAL

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ Des éléments visuels permettant de préjuger de l'aspect artistique du projet
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Lettres d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Garantie de diffusion ou de distribution

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ Contrat de cession des droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N°7 - AIDE AU VIDEO ART ET AU MULTIMEDIA EXPERIMENTAL

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif spécifique.
- Ce comité technique spécifique composé des conseillers au cinéma et aux arts plastiques de la CTC, de la directrice du FRAC et d'un professionnel qualifié, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières...)

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- Le versement s'effectue en 2 mandatements :
 - 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement et devis définitif) attestant la mise en œuvre du projet
 - Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production

AIDE A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS **N° 8 - AIDE A LA PRODUCTION DE TELEFILMS**

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production de téléfilms

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

Ces projets doivent émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse
- Soit d'une société de production non domiciliée en Corse mais dont le scénario est écrit ou réalisé par un auteur ou un réalisateur résidant en Corse pour qui le projet est particulièrement décisif dans son cursus artistique et professionnel.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique .

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER:

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- Le projet aura obligatoirement fait l'objet d'un plan de financement acquis à hauteur de 75 % incluant impérativement un diffuseur

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...) :
 - 60% minimum de tournage en Corse,
 - le recours aux ressources en personnel insulaire,
 - des effets induits économiques (hébergement, restauration, décors),
 - le recours éventuel à des ressources régionales (studios, plateaux, prestataires de service, loueurs),
 - des effets en termes d'image,
 - que le montant des dépenses du producteur corresponde à au moins 150% du montant de la subvention attribuée,
 - que dans le cadre des conventions signées, précisant les modalités de versement de la subvention, soient exigés les documents comptables attestant de l'embauche en région.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 30% du budget total du projet
- Le montant maximal pouvant être attribué est de 100 000€
- Les projets tournés en langue corse de manière significative bénéficieront d'un bonus de 15% du montant de l'aide

N° 8 - AIDE A LA PRODUCTION DE TELEFILMS

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet
- ☐ Une note du producteur expliquant le choix de la Région Corse

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Prévisionnel des retombées économiques en région au niveau des différentes rubriques du devis
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Autorisation préalable délivrée par le CNC
- ☐ Lettres d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un diffuseur

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de cession des droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAFF, ASSEDIC, GRISS...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N°8 - AIDE A LA PRODUCTION DE TELEFILMS

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières...)

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables

Le versement s'effectue en 2 mandatements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement et devis définitif ...) attestant la mise en œuvre du projet
- Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production

AIDE A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS **N° 9 - AIDE A LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRES**

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production de documentaires dans le cadre d'une diffusion télévisuelle

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

Ces projets doivent émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation
- La présence d'un diffuseur dans le plan de financement de l'oeuvre est obligatoire
- Le solde de la subvention ne sera versé qu'après réception de l'autorisation préalable de production délivré par le CNC

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...)
- Une attention particulière sera accordée au projet traitant de l'environnement, de la musique, de l'archéologie corse et méditerranéenne, des problèmes de la langue, et aux films d'animations éducatifs.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 80000 €
- **Les projets tournés en langue corse de manière significative bénéficieront d'un bonus de 15% du montant de l'aide accordée**

N°9 AIDE A LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRES

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Notification du soutien apporté par le CNC
- ☐ Autorisation préalable délivrée par le CNC
- ☐ Lettres d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un diffuseur

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 9 AIDE A LA PRODUCTION DE DOCUMENTAIRES

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être déposés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un **Comité Technique Consultatif**.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- Le versement s'effectue en 2 mandatements :
 - 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement et devis définitif) attestant la mise en œuvre du projet
 - Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production

AIDE A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS **N° 10 - AIDE A LA PRODUCTION DE SERIES**

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production de série de fiction ou de documentaires d'une durée minimum de 13 minutes par épisode.
- Le nombre minimum d'épisodes pour une série est de 10 pour les 13 et 26 minutes, 5 pour les 52 minutes et de 3 épisodes pour les durées supérieures.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORALITE

Ces projets doivent émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le sujet présente un intérêt artistique et dont 60% minimum du tournage se déroulera en Corse.
- Soit d'une société de production non domiciliée en Corse mais dont le scénario est écrit ou réalisé par un auteur ou un réalisateur résidant en Corse pour qui le projet est particulièrement décisif dans son cursus artistique et professionnel.

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER:

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- Le projet aura obligatoirement fait l'objet d'un plan de financement acquis à hauteur de 75 % incluant impérativement un diffuseur ou un distributeur.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...) :
 - 60% minimum de tournage en Corse,
 - le recours aux ressources en personnel insulaire,
 - des effets induits économiques (hébergement, restauration, décors),
 - le recours éventuel à des ressources régionales (studios, plateaux, prestataires de service, loueurs),
 - des effets en termes d'image,
 - que le montant des dépenses du producteur corresponde à au moins 150% du montant de la subvention attribuée,
 - que dans le cadre des conventions signées, précisant les modalités de versement de la subvention, soient exigés les documents comptables attestant de l'embauche en région.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 30% du budget total du projet
- Le montant maximal pouvant être attribué est de 100 000€ pour une série de documentaire avec un montant maximal de 5 000 euros par tranche de 13 minutes
- Le montant maximal pouvant être attribué est de 200 000€ pour une série de fiction avec un montant maximal de 10 000 euros par tranche de 13 minutes
- **Les projets tournés en langue corse de manière significative bénéficieront d'un bonus de 15% du montant de l'aide**

N° 10 - AIDE A LA PRODUCTION DE SERIES

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet
- ☐ Une note du producteur expliquant le choix de la Région Corse

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Prévisionnel des retombées économiques en région au niveau des différentes rubriques du devis
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Autorisation préalable délivrée par le CNC Lettres d'engagement de partenaires financiers
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un diffuseur

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de cession des droits dans le cas d'une adaptation

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAFF, ASSEDIC, GRISS...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 10 - AIDE A LA PRODUCTION DE SERIES

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif.
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Le Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières...)

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Ces contributions financières sont des subventions non remboursables

Le versement s'effectue en 2 mandatements :

- 1er acompte de 75% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement et devis définitif) attestant la mise en œuvre du projet
- Solde de 25% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production

AIDE A LA PRODUCTION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS

N° 11 - AIDE A LA CAPTATION - RECREATION DE SPECTACLES VIVANTS

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la production d'œuvres audiovisuelles dont l'objet est la captation ou la recreation de spectacle vivant préexistant, dans les arts du théâtre, de la danse, de la musique et du chant, de l'opéra ou du cirque.
- Sont éligibles les projets de captation et de recreation de spectacles vivants présentés par une société de production porteuse du projet.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

Ces projets doivent émaner:

- Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le spectacle préexistant est une création qui a eu lieu en Corse ou a trait à l'identité ou à la culture corse

SUPPORT DE DIFFUSION

- Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- Les porteurs de projet doivent apporter la preuve formelle que d'autres partenaires sont prêts à soutenir les réalisations et fournir des données financières précises ainsi qu'un calendrier de réalisation.
- La présence d'un diffuseur dans le plan de financement de l'oeuvre est obligatoire

DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Une interaction avec les ressources humaines insulaires devra être recherchée (utilisation des ressources régionales: techniciens, comédiens, stagiaires...)
- Pour la captation, l'absence d'un diffuseur est tolérée au moment de la mise en production. Le bénéficiaire de la subvention devra justifier de l'achat du programme par un diffuseur pour pouvoir prétendre au versement du solde.

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 80 000 € pour la recreation.
- Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du budget total du projet pour une dépense subventionnable plafonnée à 40 000 € pour la captation.

N° 11 - AIDE A LA CAPTATION - RECREATION DE SPECTACLES VIVANTS

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Le dossier artistique du spectacle préexistant (avec la distribution)
- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario pour les créations ou une note d'intention de réalisation pour les captations
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel (présentation CNC)
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- ☐ Notification du soutien apporté par le CNC
- ☐ Autorisation préalable délivrée par le CNC
- ☐ Contrat ou lettres d'engagement chiffrées de partenaires financiers
- ☐ Contrat ou lettres d'engagement chiffrées du ou des diffuseurs

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat conclu avec le producteur du spectacle vivant et ou tout contrat couvrant les droits de mise en image du spectacle

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 11 - AIDE A LA CAPTATION - RECREATION DE SPECTACLES VIVANTS

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un **Comité Technique Consultatif**
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse.
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an.
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet à la Collectivité Territoriale de Corse (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....).

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- Ces contributions financières sont des subventions non remboursables
- Le versement s'effectue en 2 mandatementes :
 - 1er acompte de 60% au vu des justificatifs (contrat du ou des auteurs, du réalisateur, plan de financement définitif) attestant la mise en œuvre du projet
 - Solde de 40% à la remise de 3 copies (2 cassettes VHS ou 2 DVD, et une copie en DV Cam ou en Béta) de l'œuvre réalisée ainsi que des comptes définitifs du film certifiés par le comptable et le gérant de la société de production et du contrat d'achat du diffuseur dans le cas particulier de la captation.

AIDE A LA DIFFUSION

N° 12 - AIDE A LA DIFFUSION DES OEUVRES CORSES

I. Améliorer les conditions de la création artistique – I.2. Soutenir les projets de création

OBJET:

- ☐ Cette aide est destinée à soutenir, dans le cadre du fonds d'aide à la production de la CTC, la diffusion d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles produites en Corse destinées à une exploitation télévisuelle ou cinématographique et/ou à la vente sur support DVD

Elle concerne:

- ☐ Aide pour le sous titrage de documentaires ou de court-métrage (de la langue corse vers le français ou du français et du corse vers une langue étrangère)
- ☐ Aide au kinescopage (transfert sur support film) pour les fictions ou les documentaires tournés en vidéo et faisant l'objet d'une demande d'exploitation en salle ou de diffusion dans un festival reconnu
- ☐ Aide au tirage de copie pour les longs-métrages en langue corse
- ☐ Aide à l'autoring DVD :
Toutes les étapes de la création d'un DVD vidéo avant le pressage: création de fichier vidéo à la norme mpeg2, création de l'interface de navigation interactive, compilation des éléments, gravage sur DVD Vierge ou enregistrement sur bande avant pressage.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE

Ces projets doivent émaner:

- ☐ Soit d'une société de production domiciliée en Corse quels que soient le sujet et le lieu de tournage
- ☐ Soit d'une société de production non domiciliée dans la région mais dont le film a été réalisé par un auteur réalisateur résidant en Corse
- ☐ Soit d'une société de distribution en charge de la distribution d'un long métrage en langue corse pour les aides aux tirages de copies

SUPPORT DE DIFFUSION

- ☐ Sont admissibles les projets réalisés sur support pellicule 16 ou 35 mm ou sur support numérique

ETAT D'AVANCEMENT DU PARTENARIAT FINANCIER

- ☐ Accord d'un diffuseur pour l'aide ou sous titrage
- ☐ Sélection à un festival reconnu pour l'aide au kinescopage ou accord d'un distributeur
- ☐ Accord d'un distributeur pour l'aide au tirage de copies

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- ☐ Le montant de l'aide ne peut excéder 50% du coût total de fabrication
- ☐ Le plafond de l'aide pour le tirage de copies est de 30 000 euros

N° 12 - AIDE A LA DIFFUSION DES OEUVRES CORSES

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Un synopsis
- ☐ Une note d'intention de l'auteur et/ ou du réalisateur
- ☐ Un scénario
- ☐ Le descriptif complet des technologies utilisées et des personnes nécessaires à sa réalisation
- ☐ Copie VHS ou DVD du film pour lequel l'aide est demandée
- ☐ La fiche technique du projet (modèle à télécharger sur le site de la CTC)
- ☐ Le CV de l'auteur, des coauteurs et du réalisateur
- ☐ Justificatif de résidence le cas échéant
- ☐ Présentation de la société de production ou de distribution porteuse du projet

ELEMENTS FINANCIERS

- ☐ Devis prévisionnel de fabrication
- ☐ Plan de financement de l'oeuvre
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un diffuseur
- ☐ Lettre chiffrée ou contrat d'engagement d'un distributeur
- ☐ Plan de sortie du distributeur
- ☐ Lettres de sélection à un festival reconnu

ELEMENTS JURIDIQUES LIES A L'ŒUVRE

- ☐ 1 copie du contrat d'auteur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat de réalisateur signé avec la société de production
- ☐ 1 copie du contrat signé avec le distributeur

ELEMENTS JURIDIQUES ET FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR (une fois par année civile)

- ☐ Attestation de régularité auprès des organismes sociaux (URSSAF, GRISS, ASSEDIC...)
- ☐ La photocopie de l'autorisation d'exercice du producteur ou du distributeur délivrée par le CNC
- ☐ Un extrait K Bis de la société de production
- ☐ 1 Copie du dernier bilan de la société
- ☐ 1 RIB

N° 12 - AIDE A LA DIFFUSION DES OEUVRES CORSES

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 2 exemplaires (dont 1 non relié) à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

MODALITE DE SELECTION

- Ces aides sont sélectives. Les dossiers dûment constitués et suivis administrativement par la Direction de l'Action Culturelle sont soumis à l'appréciation d'un Comité Technique Consultatif
- Ce comité, composé de professionnels de l'audiovisuel et de personnes qualifiées, est chargé de donner un avis d'expert sur ces projets selon des critères artistiques et sur leur faisabilité technique et financière avant examen et décision des instances du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse
- Ce Comité Technique Consultatif se réunit 3 fois par an
- La liste des membres du comité, les dates limites de dépôt, et la liste des projets aidés, sont consultables sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC

SIGNATURE DE LA CONVENTION

- Une convention liant le porteur du projet (société de production ou auteur pour l'aide à l'écriture) à la Collectivité Territoriale de Corse précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de l'allocation et stipule les engagements réciproques des partenaires (générique, avant premières....)

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- Le versement s'effectue en un mandatement sur présentation des factures et d'un bilan financier de l'opération certifiés par le comptable et le gérant de la société de production

AIDE AUX MANIFESTATIONS

N° 13 - AIDE AUX MANIFESTATIONS CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

*II.3.3. Proposer une offre cinématographique diversifiée et de qualité –
III.2. Promouvoir la création – III.3. Développer les échanges / Favoriser l'ouverture*

OBJET:

- ☐ Cette aide est destinée à soutenir, les structures d'animations culturelles (associations, SARL (excepté pour les festivals), communes...) élaborant et proposant des manifestations cinématographiques d'envergure aux contenus culturels, artistiques ou promotionnels avérés.

Cette aide concerne notamment:

- ☐ L'organisation de festivals
- ☐ L'organisation de journées professionnelles
- ☐ L'organisation de congrès ou de colloque

NATURE DE L'AIDE:

- ☐ Subvention de fonctionnement

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

- ☐ Associations, SARL (sous réserve du plafond cumulé des aides sur 3 ans), communes.

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

- ☐ Certaines manifestations peuvent bénéficier d'une aide de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel.

CRITERES DE SELECTION :

- ☐ Intérêt des thèmes abordés
- ☐ Valeur des actions pédagogiques associées et sensibilisation à la pratique culturelle et artistique (déterminant en cas de démarrage de la manifestation)
- ☐ Notoriété des personnalités invitées
- ☐ Retombées économiques sur le territoire
- ☐ Retombées médiatiques favorisant la promotion de l'image de la Corse
- ☐ Rigueur de la gestion financière
- ☐ Evaluation de la fréquentation des publics
- ☐ Territorialisation
- ☐ L'originalité et l'innovation du projet (déterminant en cas de démarrage de la manifestation)

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

En fonction de l'analyse des projets au point de vue :

- ☐ artistique
- ☐ culturel
- ☐ économique

N° 13 - AIDE AUX MANIFESTATIONS CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- ☐ Une fiche technique à télécharger

ELEMENTS ARTISTIQUES

- ☐ Programmes des manifestations pour l'année approuvée par l'organe délibérant Bilan d'activités de l'année écoulée

ELEMENTS SUR LA FREQUENTATION DES MANIFESTATIONS

- ☐ Capacité d'accueil du ou des lieux de la manifestation
- ☐ Bilan de la fréquentation des publics lors de la dernière manifestation
- ☐ Politique tarifaire

ELEMENTS SUR LES RETOMBÉES MEDIATIQUES

- ☐ Bref compte rendu concernant la promotion de la manifestation
- ☐ Revue de presse

ELEMENTS FINANCIERS LIES AUX MANIFESTATIONS

- ☐ Budget prévisionnel pour chaque manifestation (cf fiche technique)
- ☐ Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus pour chaque manifestation
- ☐ Etat des charges de chaque manifestation de l'année écoulée
- ☐ Etat des financements et des recettes de chaque manifestation de l'année écoulée

ELEMENTS FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR

- ☐ Bilan comptable de la structure pour l'année écoulée
- ☐ 1 RIB

ELEMENTS JURIDIQUES LIES AU DEMANDEUR (à fournir une fois par année civile)

- ☐ Statuts de l'association ou de la SARL.
- ☐ Récépissé de déclaration en préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de la structure.
- ☐ Un extrait K Bis pour les SARL
- ☐ Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents ou des associés Liste des membres des instances dirigeantes
- ☐ Liste nominative du personnel de la structure (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- ☐ Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilités à engager la structure

N° 13 - AIDE AUX MANIFESTATIONS CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 1 exemplaire non relié à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

DATE LIMITE DE DEPÔT DU DOSSIER

- ☐ 30 novembre pour toute nouvelle manifestation
- ☐ 6 mois avant la date la manifestation pour les reconductions. (Une lettre notifiant la poursuite de la manifestation pour l'année à venir devra parvenir à nos services avant le 30 novembre de l'année en cours)

EXAMEN ET DECISION

- ☐ Par délibération du Conseil Exécutif au vu du rapport remis par le service concerné.

NOTIFICATION

- ☐ Une notification sera envoyée au bénéficiaire
- ☐ Les associations subventionnées depuis plus de cinq ans pourront faire l'objet d'un conventionnement précisant notamment les modalités d'évaluation et le contrat d'objectifs

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- ☐ Le versement s'effectue en 1 mandatement.

AIDE AUX PROGRAMMES D'ACTIVITES
N° 14 - AIDE AUX PROGRAMMES D'ACTIVITES CULTURELLES
CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

II.3.3. Proposer une offre cinématographique diversifiée et de qualité sur le territoire
III.2. Promouvoir la création – III.3. Développer les échanges / Favoriser l'ouverture

OBJET:

Cette aide est destinée à soutenir, les structures (associations, SARL, communes, ...) élaborant tout au long de l'année :

- Des actions et des programmes d'activités ou de diffusion culturelles cinématographiques aux contenus artistiques ou éducatifs avérés dans une micro région ou un quartier, ou dans une discipline précise.
- Des actions et des programmes d'activités liés à la promotion du secteur audiovisuel corse

Cette aide concerne notamment:

- Les activités de type animation de cinéclub ou d'animation autour d'un lieu de diffusion cinématographique ou audiovisuel
- Les ateliers d'écriture de scénarios
- Les ateliers de création vidéo
- Les actions pédagogiques en direction des scolaires et des étudiants
- Les activités de diffusion itinérantes ou non
- Les actions de promotion du secteur audiovisuel corse

NATURE DE L'AIDE:

- Subvention de fonctionnement pour la réalisation d'un programme d'activités

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

Associations urbaines ou rurales, SARL (sous réserve du plafond cumulé des aides sur 3 ans), communes.

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

- Certaines manifestations peuvent bénéficier d'une aide de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel.

CRITERES DE SELECTION :

- Ancienneté et réalité de l'implantation locale
- Qualité et intérêt du contenu du projet ou de la programmation
- La valeur des actions pédagogiques et la sensibilisation à la pratique culturelle et artistique (déterminant en cas de démarrage des activités)
- Qualité des intervenants
- Retombées médiatiques favorisant la promotion de l'image de la Corse
- Rigueur de la gestion financière
- Evaluation de la fréquentation des publics
- Etendue de l'activité sur l'année
- Territorialisation
- L'originalité et l'innovation du projet (déterminant en cas de démarrage des activités)

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de la subvention de la CTC (tous secteurs confondus) ne peut dépasser 50% du budget.
- Le taux d'autofinancement des manifestations par les recettes propres ou le sponsoring et le mécénat doit être supérieur à 20%

N° 14 - AIDE AUX PROGRAMMES D'ACTIVITES CULTURELLES CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse
- Une fiche technique à télécharger

ELEMENTS ARTISTIQUES

- Programmes des manifestations pour l'année approuvée par l'organe délibérant
- Bilan des activités de l'année écoulée

ELEMENTS SUR LA FREQUENTATION DES MANIFESTATIONS

- Capacité d'accueil du ou des lieux des manifestations ou des activités
- Bilan de la fréquentation des publics lors de la dernière manifestation
- Politique tarifaire

ELEMENTS SUR LA PROMOTION DES ACTIVITES

- Bref compte rendu concernant la promotion des activités
- Revue de presse

ELEMENTS FINANCIERS LIES AUX PROGRAMMES D'ACTIVITES

- Budget prévisionnel du programme d'activités (cf fiche technique)
- Plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus
- Etat des charges du programmes d'activités de l'année écoulée
- Etat des financements et des recettes du programme d'activités de l'année écoulée

ELEMENTS FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR

- Bilan comptable de la structure pour l'année écoulée
- 1 RIB

ELEMENTS JURIDIQUES LIES AU DEMANDEUR

- Statuts de l'association ou de la SARL.
- Récépissé de déclaration en préfecture ou extrait du journal officiel portant déclaration de la structure.
- Un extrait K Bis pour les SARL Compte rendu de la dernière assemblée statutaire des adhérents ou des associés
- Liste des membres des instances dirigeantes
- Liste nominative du personnel de la structure (fonctions rétribuées et montant des rémunérations)
- Délibération relative aux pouvoirs des personnes habilités à engager la structure

N° 14 - AIDE AUX PROGRAMMES D'ACTIVITES CULTURELLES CINEMATOGRAPHIQUES ET DE PROMOTION DU SECTEUR AUDIOVISUEL CORSE

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être déposés en 1 exemplaire non relié à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

DATE LIMITE DE DEPÔT DU DOSSIER

- ☐ 30 novembre

EXAMEN ET DECISION

- ☐ Par délibération du Conseil Exécutif au vu du rapport remis par le service concerné.

NOTIFICATION

- ☐ Une notification sera envoyée au bénéficiaire
- ☐ Les associations subventionnées depuis plus de cinq ans pourront faire l'objet d'un conventionnement précisant notamment les modalités d'évaluation et le contrat d'objectifs

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- ☐ Le versement s'effectue en 1 mandatement.

AIDE A L'AMENAGEMENT DE LIEUX DE SPECTACLE
N° 15 - AIDE A LA MODERNISATION DES SALLES DE CINEMA

V. doter la Corse d'équipements de référence

OBJET:

- Cette aide est destinée aux travaux de modernisation des établissements de spectacles cinématographiques existants par la réalisation de travaux qui, notamment par l'amélioration des conditions techniques d'exploitation ou du confort des salles existantes ou par la création de nouvelles salles, sont susceptibles d'augmenter leur fréquentation par les spectateurs

Cette aide concerne notamment:

- Les dépenses d'aménagements, d'insonorisation, d'équipements, de redistribution des espaces
- Les équipements techniques de diffusion cinématographiques
- Les équipements de vidéo projection

NATURE DE L'AIDE:

- Subvention d'investissement

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

- Etablissement d'exploitation cinématographique ayant l'autorisation d'exercice du CNC et réalisant moins de 7 500 entrées hebdomadaire (pas de plafonds d'entrées pour les salles classées art et essai)

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

- En cas de revente du bien subventionné ou de cessation d'activité et quelles qu'en soient les raisons dans le délai de 5 années, le bénéficiaire devra procéder au reversement de la subvention au prorata du temps écoulé depuis son versement.

CRITERE DE SELECTION :

- Rôle de l'établissement en tant qu'outil de diffusion culturelle dans le bassin démographique
- Validité des pièces constitutives du dossier

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Le montant de la subvention de la CTC additionné aux autres aides publiques (communes, conseils généraux) ne peut dépasser 30% du devis prévisionnel HT des travaux.

N° 15 - AIDE A LA MODERNISATION DES SALLES DE CINEMA

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse une description de l'exploitation

ELEMENTS ARTISTIQUES

- Le projet cinématographique présentant les actions prévues, notamment en matière de programmation en direction de publics déterminés, de formation à la culture cinématographique, de prospection de nouveau publics et de diffusion des œuvres audiovisuelles et cinématographiques corses

ELEMENTS SUR LA FREQUENTATION DE LA SALLE

- Une description de l'équipement et de sa capacité
- Un relevé d'information fourni par le CNC et relatif au nombres d'entrées moyen hebdomadaire réalisé par l'ensemble des salles de l'établissement concerné au cours de l'année de la demande de subvention
- Engagement en matière de politique tarifaire et d'accueil des publics

ELEMENTS FINANCIERS LIES A L'OPERATION DE MODERNISATION

- Les devis des travaux et des équipements
- Le plan de financement prévisionnel précisant les accords déjà obtenus.

ELEMENTS FINANCIERS LIES AU DEMANDEUR

- Compte d'exploitation des deux années précédant la demande
- Compte d'exploitation prévisionnel
- 1 RIB

ELEMENTS JURIDIQUES LIES AU DEMANDEUR

- Statuts de l'exploitation
- Autorisation d'exercice du CNC

N° 15 - AIDE A LA MODERNISATION DES SALLES DE CINEMA

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être déposés en 1 exemplaire non relié à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

DATE LIMITE DE DEPÔT DU DOSSIER

- ☐ Avant le début des travaux

EXAMEN ET DECISION

- ☐ Par délibération du Conseil Exécutif au vu du rapport remis par le service concerné.

NOTIFICATION

- ☐ Une convention sera signée avec l'exploitant bénéficiaire de l'aide.

VERSEMENT DE L'AIDE

- ☐ Dans la mesure de 75% du montant de la subvention, au fur et à mesure de l'avancement de l'opération en appliquant le taux de la subvention aux dépenses réalisées au vu des factures certifiées conformes par le gérant ou toute personne habilité attestant de l'avancement partiel de l'opération.
- ☐ Le solde, au vu des factures certifiées en les mêmes formes et du certificat de conformité justifiant de l'achèvement de l'opération (durée d'amortissement de l'investissement).

AIDE A LA FORMATION
N° 16 - BOURSE AUX JEUNES TALENTS INSULAIRES

IV. Elargir et renouveler les publics – IV. Développer l'éducation artistique et la formation

OBJET:

- Les bourses d'encouragement permettent aux jeunes talents insulaires de se perfectionner en suivant des stages professionnalisant, des formations ou des études artistiques à l'extérieur de l'île, dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma.

NATURE DE L'AIDE:

- Subvention de fonctionnement

NATURE JURIDIQUE DU BENEFICIAIRE / TERRITORIALITE :

- Jeunes de moins de 30 ans domiciliés en Corse depuis plus de deux ans à titre principal

DISPOSITIONS PARTICULIERES:

CRITERES DE SELECTION :

Bourses annuelles attribuées selon les critères suivants:

Critères artistiques (principal)

- Prise en compte du parcours professionnel et artistique ou des résultats obtenus et des appréciations des professeurs
- Réussite à des concours d'entrée aux conservatoires ou aux écoles de haut niveau, selon le type d'enseignement (public ou privé)

Critères sociaux

- Attention particulière portée aux jeunes gens qui sont seuls à gérer leurs études, ou dont les parents ne disposent pas de ressources importantes

Critères financiers

- Coût du transport dus à l'éloignement, des frais d'hébergement de repas
- Coût et durée de la formation

TAUX D'INTERVENTION / PLAFONDS DE L'AIDE :

- Les montants de la bourse varient de 2 000 € à 8 000 €
- La bourse n'est pas reconduite annuellement mais fait l'objet chaque année d'un nouvel examen.

N° 16 - BOURSE AUX JEUNES TALENTS INSULAIRES

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- Une lettre de motivation du candidat adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

ELEMENTS ARTISTIQUES

- Note présentant l'enseignement ou la formation (coût, durée, objectifs, débouchés)
- Curriculum vitae

ELEMENTS FINANCIERS

- Avis d'imposition du demandeur ou des parents suivant le cas
- Estimatif des frais engagés
- 1 RIB

ELEMENTS JURIDIQUES LIES AU DEMANDEUR

- Certificat de scolarité
- Photocopie certifiée conforme du dernier diplôme obtenu
- Fiche d'Etat Civil individuelle (ou familiale si le demandeur est à la charge des parents ou est lui-même chef de famille)

N° 16 - BOURSE AUX JEUNES TALENTS INSULAIRES

PROCEDURE D'INSTRUCTION :

Les dossiers devront être adressés en 1 exemplaire non relié à :
Direction de l'action culturelle
Collectivité Territoriale de Corse
22, cours Grandval
BP 215
20187 AJACCIO
Tel : 04 95 51 64 94

DATE LIMITE DE DÉPÔT DU DOSSIER

- ☐ 31 Mars et 31 juillet

EXAMEN ET DECISION

- ☐ Par délibération du Conseil Exécutif au vu du rapport remis par le service concerné deux mois après la date limite de dépôt

NOTIFICATION

- ☐ La liste des bourses attribuées est consultable sur le site de l'Outil Technique et la page cinéma du site de la CTC.
- ☐ Une notification est envoyée au bénéficiaire.

VERSEMENT DE LA SUBVENTION

- ☐ Le versement s'effectue en 1 seul mandatement environ un mois après la délibération du Conseil Exécutif

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

REGLEMENT DES AIDES

OUTIL TECHNIQUE DE CONSEIL ET DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

N°	REGLEMENT	<i>page</i>
1	Assistance technique	<i>1</i>
2	Aide à la promotion et communication	<i>7</i>
3	Location de matériels scéniques – Parc de matériel	<i>13</i>
4	Aide au transport – mise en place d’une ristourne sur le Fret	<i>16</i>
5	Commission régionale du Film – Corsica Pôle tournage	<i>24</i>

N° 1- AIDE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

ORIENTATIONS : Accompagner les démarches professionnelles
 Soutenir les projets de création
 Augmenter la diffusion des spectacles

OBJET :

Cette aide est destinée à permettre aux organisateurs et artistes de réaliser des évènements ou des projets culturels dans de bonnes conditions techniques et de sécurité ; elle est destinée à abaisser le coût de la location du matériel technique (son, lumière, plateau...) et de la prestation technique et à accompagner les démarches de professionnalisation des métiers techniques.

CONDITIONS D'ELEGIBILITE (Principes d'intervention) :

Bénéficiaires

Ces projets doivent émaner :

- d'entreprises culturelles (associations et sociétés) établies en Corse ayant pour objet social le spectacle vivant, le patrimoine, les arts visuels,
- d'artistes individuels établis en Corse qui devront fournir les documents réglementaires nécessaires prouvant leur activité professionnelle.
- des Collectivités locales, territoriales et des Etablissements Publics
- exceptionnellement d'entreprises culturelles (associations et sociétés) ou artistes non établis en Corse mais dont le projet présente un intérêt artistique directement lié à la Corse

Taux d'intervention /plafonds d'aide:

L'intervention de l'Outil technique culturel est sélective et s'inscrit dans un programme annuel; il ne s'agit en aucun cas « d'un droit de tirage » systématique et illimité.

Eligibilité des projets :

► Lieu de diffusion culturelle :

Les projets émanant d'entreprises culturelles ou collectivités qui possèdent un lieu de diffusion et qui reçoivent une subvention annuelle de la Collectivité Territoriale de Corse pour un programme global d'activité ne sont pas éligibles au soutien de l'Outil.

► **Lieu de diffusion culturel et manifestations exceptionnelles:**

Cependant, l'Outil technique pourra intervenir pour l'organisation de manifestations exceptionnelles, qui ne font pas partie de la programmation annuelle, notamment dans le domaine de la création. Ce type d'intervention resterait donc rare. Le taux d'intervention pour ces manifestations sera de 30 % maximum avec un plafond d'aide maximum de **6 000 euros**.

► **Entreprises culturelles recevant une subvention globale sur un programme annuel d'activités :**

Les projets émanant d'entreprises culturelles qui reçoivent une subvention globale sur un programme annuel d'activités, mais qui ne possèdent pas de lieu de diffusion fermé et qui organisent des manifestations importantes, pourront être soutenus à hauteur de 30 % maximum avec un plafond d'aide maximum de **10 500 euros**.

► **Festivals ou manifestations relevant d'une programmation annuelle:**

Pour des projets de festivals ou de manifestations relevant d'une programmation annuelle:

- de niveau national ou international (programmation, public touché, retombées économiques et médiatiques, demandant une capacité technique professionnelle avérée,...), le taux d'intervention s'élève à 40 % maximum avec un plafond d'aide de 15 000 euros.

Pour une première édition le taux sera de 30% maximum avec un plafond de 12 000 euros.

- de niveau régional : le taux d'intervention sera de 30 % maximum avec un plafond d'aide de 12 000 euros.

Pour une première édition le taux sera de 25% maximum avec un plafond de 10.000 euros

Pour les événements se déroulant hors saison (octobre à Mai) et en milieu rural (hors agglomération de plus de 1000 hab) : le taux est de 50% maximum avec un plafond d'aide de 12 000 euros.

Pour une première édition le taux sera de 40% maximum avec un plafond de 12 000 euros ;

Les représentations ou concerts uniques, ne faisant pas partie d'une programmation annuelle ou d'un festival, seront prises en compte mais de manière non prioritaire.

► **Tournées :**

Pour les tournées des groupes musicaux et chanteurs, artistes, compagnies de théâtre et de danse, l'intervention de l'Outil technique sera de 40 % maximum avec un plafond d'aide maximum de 12 000 euros.

Pour la tournée promotionnelle d'un album subventionné par la Collectivité Territoriale dans le cadre du dispositif d'aide à la production phonographique, l'intervention de l'Outil technique sera de 40 % maximum avec un plafond d'aide maximum de 15 000 euros.

Dispositions particulières:

Les demandes correspondant à une démarche professionnelle avérée seront instruites de manière prioritaire. Le dossier devra notamment mettre en relief les compétences mises en oeuvre pour l'organisation des événements (techniques, administratifs, moyens mis en oeuvre pour le respect des règles de sécurité).

Le demandeur devra transmettre obligatoirement un cahier technique comportant toutes les informations nécessaires à l'étude comparative des devis :

- La fiche technique de l'évènement : plans, et interprétation des demandes techniques des artistes
- Deux devis dont au moins un devis d'un prestataire local
- Documents concernant la sécurité

Dans le cadre de sa mission de conseil, le régisseur de l'Outil technique pourra être amené à répondre à des demandes d'organisateur concernant la réalisation de ce cahier technique.

Le coût de la location de matériel équivalent à celui disponible au Parc de matériel ne sera pas pris en compte; cette location n'entre évidemment pas dans le calcul de la subvention.

Le cumul des aides pour l'assistance technique et la promotion d'un événement ou d'une tournée ne devra pas dépasser une aide globale de 15 000 euros.

Accompagnement pour la professionnalisation

Afin de favoriser la professionnalisation de tous les événements qui se produisent sur l'Ile, il est demandé aux organisateurs de s'appuyer sur les compétences d'un régisseur général; il est évident que cette demande a un coût mais elle garantit l'organisateur de la bonne exécution de sa manifestation et induit de fait des économies.

Cependant, afin de permettre à certains organisateurs de faire appel à un régisseur, une mesure d'accompagnement pourra être mise en oeuvre cette année; l'Outil culturel pourra prendre en charge le coût du cachet du régisseur sur la durée de la manifestation sur la base du tarif syndical, l'organisateur prenant lui en charge le cachet pour le travail effectué en amont et en aval de la manifestation. Cette aide cumulée à l'assistance technique ne pourra être supérieure à 15 000 euros.

N° 1- AIDE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original).

Documents juridiques et financiers :

- ☐ Budget prévisionnel
- ☐ Bilan et compte de résultat du dernier exercice certifiés par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original) et le rapport du commissaire aux comptes (si nécessaire). (2 exemplaires)
- ☐ Compte rendu financier de la dernière opération réalisée subventionnée par la Collectivité Territoriale, certifiée par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original). (2 exemplaires)
- ☐ Compte-rendu d'activités de l'année écoulée. (2 exemplaires)
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent approuvant les comptes de l'exercice écoulé et le compte rendu d'activités, le bilan de l'opération subventionnée
- ☐ Licence d'entrepreneur de spectacle (ou demande en cours) si nécessaire à votre activité.
- ☐ Le contrat avec le lieu dans lequel le projet est présenté
- ☐ Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS)
- ☐ RIB ou RIP sous l'intitulé statutaire publié (2 exemplaires)

Documents techniques :

- ☐ Fiche technique détaillée concernant le matériel demandé (fiche, plan de scène...) et Note justifiant le matériel demandé,
- ☐ Devis justifiant le matériel demandé,
- ☐ ou/et devis détaillé concernant votre projet de communication/promotion
- ☐ Fournir au moins un devis de « prestation et matériels » local, pour information, et motiver le choix du prestataire retenu.
- ☐ Coordonnées et CV du Régisseur Général
- ☐ Note précisant les dispositions mises en œuvre pour assurer la sécurité du spectacle
- ☐ Toutes les fiches de ce dossier correctement remplies et signées

Documents artistiques

- ☐ La description des projets pour l'année en cours ainsi que celle détaillée du projet au bénéfice duquel est présentée la demande d'aide
- ☐ Le C.V du directeur et des principaux responsables
- ☐ Modèles de contrat (engagement, cession, co-réalisation, de coproduction...)
- ☐ Dossier de presse (si possible)

En outre :

Si vous êtes une association :

- ☐ Statuts de l'association, et récépissé de la déclaration en préfecture, ou extrait J.O mentionnant la date de création
- ☐ La liste des personnes exerçant à un titre ou un autre des fonctions de direction et d'administration en précisant la fonction de chacun
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent votant le budget prévisionnel pour l'année en cours.
- ☐ Le numéro de SIRET (1)

Si vous êtes une société :

- ☐ Extrait K-bis de la société ou des associés datant de moins de six mois
- ☐ Compte de résultat prévisionnel de la société.

Si vous êtes un artiste professionnel :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

Documents juridiques

- ☐ Tous Documents nécessaires prouvant l'activité professionnelle : affiliation à la Maison des artistes, AGESEA, ASSEDIC, déclaration annuelle des revenus (année n-1) etc ...
- ☐ Budget prévisionnel de l'opération envisagée
- ☐ RIB ou RIP

Documents techniques et artistiques

Identiques à ceux demandés pour une entreprise culturelle

N° 1- AIDE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Procédure d'instruction

Les dossiers devront être déposés à :
Collectivité Territoriale de Corse
Outil technique de Conseil et de développement culturel
Villa Ker Maria
20200 Ville de Pietrabugno

Les dossiers complets de demande d'assistance devront être déposés au plus tard le 30 Novembre de l'année N-1 et le cahier technique (devis, fiches techniques de l'évènement) devra être transmis au maximum le 1er Avril de l'année N.
Passé ce délai, les demandes seront instruites durant le second semestre de en fonction des crédits restant disponibles sur le budget.

Les demandes d'aide financière portant sur du matériel disponible au Parc de matériel de la CTC ne seront pas éligibles.

Signature de la convention

Une convention d'assistance technique liant le porteur de projet et la Collectivité Territoriale de Corse définit le mode et le taux d'intervention de la Collectivité Territoriale de Corse et stipule les obligations réciproques, les modalités de versement. Ces conventions portent sur la prise en compte d'une partie du coût de la location du matériel selon le taux d'intervention défini; l'aide votée sera versée directement au demandeur.

Pour chaque demande, un devis comparatif sera réalisé par le régisseur de l'Outil technique sur la base des tarifs et coefficients généralement constatés sur le marché; si ce devis comparatif est inférieur de 30% au devis présenté par l'organisateur, le pourcentage de l'aide de l'Outil culturel sera calculé sur la base de ce devis comparatif.

Versement de la subvention

L'aide apportée s'entendant comme une aide technique, visant à diminuer le coût de réalisation, doit correspondre à une dépense réelle ; aussi le versement de l'aide s'effectuera en deux temps :

- versement d'un acompte de 60% à la signature de la convention
- versement du solde sur présentation des factures réellement acquittée.

Dans le cas où la dépense constatée serait inférieure au coût prévisionnel, le versement du solde s'effectuera sur la base des dépenses réelles. Le bénéficiaire devra transmettre une copie du relevé de compte sur lequel apparaissent les paiements effectués aux entreprises ayant effectué les prestations techniques.

Dans le cas où la dépense constatée serait inférieure au coût prévisionnel et au montant du premier versement, le bénéficiaire devra rembourser la Collectivité Territoriale de Corse sur la base des dépenses réalisées.

N° 2 - AIDE POUR LA PROMOTION DES ARTISTES ET DES ACTIVITES CULTURELLES

ORIENTATIONS : *Soutenir les projets de création*
 Promouvoir la création

OBJET :

Dans le cadre de ses missions, l'Outil technique de Conseil et de Développement culturel participe à la promotion des événements et des acteurs culturels de l'Ile par l'édition de documents d'informations (plaquettes, catalogues..), la mise en ligne sur le site internet www.outil-culturel.corse.fr de tous les événements culturels, productions, créations, colloques, tournages...

Le forum peut être utilisé par le public comme lieu d'expression et de débat sur les créations et les événements.

Cette aide complémentaire est destinée à aider les artistes et acteurs culturels pour promouvoir leurs créations, spectacles, manifestations, productions etc.. à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ile.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE (Principes d'intervention) :

Les demandes peuvent concerner la promotion de sorties de CD, de livres, de tournées, d'événements culturels... par différents supports : plaquettes, affiches, salons, achat de pages dans revues spécialisées....

Certains critères (projet artistique, ancienneté de la manifestation, public concerné, contrat avec lieux d'accueil, programmation ...) permettent de sélectionner les bénéficiaires de cette aide.

Cependant, il est aussi envisagé d'aider les créateurs et organisateurs pour l'organisation de leurs premières représentations.

Bénéficiaires :

Les projets doivent émaner :

- d'entreprises culturelles (associations et sociétés) établies en Corse ayant pour objet social le spectacle vivant, le patrimoine, les arts visuels,
- d'artistes individuels établis en Corse qui devront fournir les documents réglementaires nécessaires prouvant leur activité professionnelle.
- exceptionnellement d'entreprises culturelles (associations et sociétés) ou artistes non établis en Corse mais dont le projet présente un intérêt artistique directement lié à la Corse

TAUX D'INTERVENTION/PLAFONDS D'AIDE :

Le service Outil technique peut donc intervenir notamment :

- sur la location de panneaux 4X3 en prenant en charge 50% du montant de cette location dans une limite de 4 500 euros TTC d'aide maximum (sachant que le prix d'un panneau varie en fonction du nombre de jours utilisés et du nombre total de panneaux loués et que la location de 20 panneaux est le minimum nécessaire pour une promotion correcte) ; si ce montant n'est pas atteint la prise en charge peut intégrer 50% du coût de réalisation de ces affiches dans la même limite des 4 500 euros TTC d'aide maximum.
- sur la location de panneaux d'affichages sur les bus en prenant en charge 50% du montant de cette location dans une limite de 2000 euros TTC d'aide maximum
- pour la location de lieux (théâtre...) ou stands spécialisés et/ou des accréditations pour présenter une ou plusieurs créations et permettre ainsi leur diffusion à l'extérieur de l'Ile en prenant en charge 50% du montant de cette location dans une limite de 4 000 euros TTC d'aide maximum.
- pour la réalisation de pages dans les journaux spécialisés ou de promotion locale ou pour la réalisation de supports promotionnels originaux en prenant en charge 50% du montant de l'achat de page dans une limite de 4 000 euros TTC.
Concernant des demandes réalisées dans le cadre d'un regroupement communal, associatif ou sociétal, le plafond d'aide sera de 6 500 € TTC.

En outre, afin de permettre à :

- des jeunes créateurs de produire leurs premières créations,
 - des organisateurs de réaliser leur premier évènement,
 - à la réalisation de manifestations hors saison et en milieu rural (Octobre-Mai) ou de tournées spécifiques en milieu rural notamment dans le domaine de la danse, de la musique classique qui ne nécessitent pas un affichage 4X3 mais une promotion plus proche du terrain (affiches...),
- l'Outil interviendra sur la réalisation d'affiches ou autres documents de communication à hauteur de 50% dans un plafond d'aide maximale de 2 500 euros TTC.

Les aides concernant la communication sont cumulables pour une même opération dans la limite du plafond de l'aide la plus importante. Une seule aide sera attribuée par bénéficiaire.

Une opération aidée dans le cadre de ce dispositif ne sera pas prioritaire pour une demande d'affichage sur les panneaux loués par la CTC dans les aéroports.

Dispositions particulières

Parallèlement au dispositif d'aides concernant la promotion et la communication, la Collectivité Territoriale de Corse a passé un marché pour la location annuelle de panneaux d'information dans les halls des aéroports insulaires.

Ces panneaux d'affichage sont destinés à promouvoir les évènements et les créations insulaires ; le demandeur devra donc justifier d'une actualité ; les rééditions, compilations et rediffusions ne seront donc pas prioritaires.

La mise à disposition des panneaux est donc entièrement gratuite pour tous les bénéficiaires qui doivent en faire la demande au minimum trois mois avant l'opération concernée. En revanche, les frais de réalisation de l'affiche sont à la charge du demandeur.

La durée maximale d'affichage est fixée à 3 semaines ; un porteur de projet déposant plusieurs demandes -limitées à trois maximum par an- devra indiquer l'ordre de priorité dégressif.

Pour les demandes concernant la promotion de plusieurs artistes, groupes ou compagnies, le demandeur devra également justifier d'une actualité proche pour chacun des bénéficiaires.

N° 2 – AIDE POUR LA PROMOTION DES ARTISTES ET DES ACTIVITES CULTURELLES

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original).

Documents juridiques et financiers :

- ☐ Lettre de demande d'assistance technique signée Fiche descriptive du projet
- ☐ Budget prévisionnel
- ☐ Bilan et compte de résultat du dernier exercice certifiés par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original) et le rapport du commissaire aux comptes (si nécessaire). (2 exemplaires)
- ☐ Compte rendu financier de la dernière opération réalisée subventionnée par la Collectivité Territoriale, certifiée par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original). (2 exemplaires)
- ☐ Compte-rendu d'activités de l'année écoulée. (2 exemplaires)
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent approuvant les comptes de l'exercice écoulé et le compte rendu d'activités, le bilan de l'opération subventionnée
- ☐ Licence d'entrepreneur de spectacle (ou demande en cours) si nécessaire à votre activité.
- ☐ Le contrat avec le lieu dans lequel le projet est présenté
- ☐ Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS)
- ☐ RIB ou RIP sous l'intitulé statutaire publié (2 exemplaires)

Documents techniques :

- ☐ Projet de communication/promotion
- ☐ Devis détaillé concernant votre projet de communication/promotion
- ☐ Toutes les fiches de ce dossier correctement remplies et signées

Documents artistiques

- ☐ La description des projets pour l'année en cours ainsi que celle détaillée du projet au bénéfice duquel est présentée la demande d'aide
- ☐ Le C.V du directeur et des principaux responsables
- ☐ Modèles de contrat (engagement, cession, co-réalisation, de coproduction...)
- ☐ Dossier de presse (si possible)

En outre :

Si vous êtes une association

- ☐ Statuts de l'association, et récépissé de la déclaration en préfecture, ou extrait J.O mentionnant la date de création
- ☐ La liste des Personnes exerçant à un titre ou un autre des fonctions de direction et d'administration en précisant la fonction de chacun.
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent votant le budget prévisionnel pour l'année en cours.
- ☐ Le numéro de SIRET (1)

Si vous êtes une société

- ☐ Extrait K-bis de la société ou des associés datant de moins de six mois
- ☐ Compte de résultat prévisionnel de la société.

Si vous êtes un artiste professionnel :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

Documents juridiques

- ☐ Tous Documents nécessaires prouvant l'activité professionnelle : affiliation à la Maison des artistes, AGESEA, ASSEDIC, déclaration annuelle des revenus (année n-1) etc...
- ☐ Budget prévisionnel de l'opération envisagée
- ☐ RIB ou RIP

Documents techniques et artistiques

Identiques à ceux demandés pour une entreprise culturelle

N° 2 – AIDE POUR LA PROMOTION DES ARTISTES ET DES ACTIVITES CULTURELLES

Procédure d’instruction

Les dossiers devront être déposés à :
Collectivité Territoriale de Corse
Outil technique de Conseil et de développement culturel
Villa Ker Maria
20200 Ville de Pietrabugno

Les dossiers complets devront être déposés au plus tard le 30 Novembre de l’année N-1 et les devis concernant la communication et la promotion devront être transmis au maximum le 1^{er} Avril de l’année N.
Passé ce délai, les demandes seront instruites durant le second semestre en fonction des crédits restant disponibles sur le budget.

Signature de la convention

Une convention d’aide à la promotion liant le porteur de projet et la Collectivité Territoriale de Corse définit le mode et le taux d’intervention de la Collectivité Territoriale de Corse et stipule les obligations réciproques, les modalités de versement.

Versement de la subvention

Ces contributions financières sont des subventions.
Le versement s’effectue en deux mandatements :

- versement d’un acompte de 60% à la signature de la convention
- versement du solde sur présentation des factures réellement acquittée.

Dans le cas où la dépense constatée serait inférieure au coût prévisionnel, le versement du solde s’effectuera sur la base des dépenses réelles. Le bénéficiaire devra transmettre une copie du relevé de compte sur lequel apparaissent les paiements effectués aux entreprises ayant effectué les prestations techniques.

Dans le cas où la dépense constatée serait inférieure au coût prévisionnel et au montant du premier versement, le bénéficiaire devra rembourser la Collectivité Territoriale de Corse sur la base des dépenses réalisées.

N° 3- MODALITES DE LOCATION DU MATERIEL DU PARC DE MATERIEL

ORIENTATIONS : *Accompagner les démarches professionnelles*
Soutenir les projets de création
Augmenter la diffusion des spectacles

OBJET :

Le Parc régional de matériel a pour objectifs de soutenir, amplifier, développer techniquement et artistiquement les événements culturels ; il a un rôle dynamique dans l'équipement et le développement culturel de la région. Le parc fonctionne hors commerce et hors concurrence ; ses tarifs correspondent aux frais de gestion et de manutention.

CONDITIONS D'ELEGIBILITE:

Bénéficiaires

Les demandes de location doivent émaner :

- d'entreprises culturelles établies en Corse ayant pour objet social le spectacle vivant, le patrimoine, les arts visuels,
- d'artistes individuels établis en Corse qui devront fournir les documents réglementaires nécessaires prouvant leur activité professionnelle.
- des Collectivités locales, territoriales et des Etablissements Publics, établissements scolaires
- d'associations établies en Corse dont l'objet social n'est pas à but culturel mais présentant un projet culturel avéré

Taux d'intervention :

Catalogue avec tarifs de location ci annexé

Procédure d'instruction

Les dossiers devront être déposés à :
Collectivité Territoriale de Corse
Outil technique de Conseil et de développement culturel
Villa Ker Maria
20200 Ville de Pietrabugno

La procédure d'instruction et de demande de prêt est développée dans le cahier des conditions générales de prêt ci annexé

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER :

☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original).

Si un dossier d'assistance technique ou de demande de promotion a été déposé pour la même opération au service Outil technique de Conseil et de Développement culturel, la demande de location pourra être effectuée sans dépôt d'un autre dossier

Si la demande de prêt de matériel est la seule pour une opération donnée :

Documents juridiques et financiers :

- ☐ Budget prévisionnel
- ☐ Bilan et compte de résultat du dernier exercice certifiés par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original) et le rapport du commissaire aux comptes (si nécessaire).
- ☐ Compte-rendu d'activités de l'année écoulée.
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent approuvant les comptes de l'exercice écoulé et le compte rendu d'activités, le bilan de l'opération subventionnée
- ☐ Licence d'entrepreneur de spectacle (ou demande en cours) si nécessaire à votre activité.

Documents techniques :

- ☐ Fiche technique détaillée
- ☐ Coordonnées et CV du Régisseur Général
- ☐ Note précisant les dispositions mises en œuvre pour assurer la sécurité du spectacle
- ☐ La fiche de renseignement dûment remplie

Documents artistiques

- ☐ La description détaillée du projet au bénéfice duquel est présentée la demande de prêt
- ☐ Le C.V du directeur et des principaux responsables
- ☐ Modèles de contrat (engagement, cession, co-réalisation, de coproduction...)

En outre :

Si vous êtes une association :

- ☐ Statuts de l'association, et récépissé de la déclaration en préfecture, ou extrait J.O mentionnant la date de création
- ☐ La liste des personnes exerçant à un titre ou un autre des fonctions de direction et d'administration en précisant la fonction de chacun
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent votant le budget prévisionnel pour l'année en cours.
- ☐ Le numéro de SIRET (1)

Si vous êtes une société :

- ☐ Extrait K-bis de la société ou des associés datant de moins de six mois
- ☐ Compte de résultat prévisionnel de la société.

Si vous êtes un artiste professionnel :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

Documents juridiques

- ☐ Tous documents nécessaires prouvant l'activité professionnelle : affiliation à la Maison des artistes, AGESEA, ASSEDIC, déclaration annuelle des revenus (année n-1) etc...
- ☐ Budget prévisionnel de l'opération envisagée
- ☐ RIB ou RIP

Documents techniques et artistiques

Identiques à ceux demandés pour une entreprise culturelle

N° 4- AIDE POUR UNE RISTOURNE SUR LE TRANSPORT FRET

ORIENTATIONS :

*Développer les échanges / favoriser l'ouverture
Promouvoir la création*

OBJET

Par délibération n°99/27 en date du 29 Avril 1999, l'Assemblée de Corse a adopté la convention passée entre la Collectivité Territoriale de Corse et l'Office des Transports de la Corse relative au dispositif destiné à abaisser le coût du fret pour les projets culturels.

Par délibération n°02/338 en date du 18 Novembre 2002, l'Assemblée de Corse a autorisé le renouvellement de cette convention pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 1^{er} Janvier 2006 (annexe1).

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Le dossier doit viser un objet strictement lié aux domaines du Spectacle Vivant, des Arts Visuels, du Patrimoine et comporter tous les éléments nécessaires à son étude.

La demande doit porter sur un projet de tournée ou d'exposition, de festival, d'événement, de programmation annuelle, sur un projet cinématographique etc..... et porter sur tout le matériel nécessaire notamment à la réalisation d'un spectacle musical, théâtral ou chorégraphique, d'une manifestation, d'une exposition et strictement lié à l'objet de l'opération.

Bénéficiaire

La demande doit obligatoirement émaner d'un artiste ayant sa résidence principale en Corse ou d'une personne morale ayant son siège social en Corse, ou dont le projet a fait l'objet d'un financement de la Collectivité Territoriale de Corse ou dont le projet présente un intérêt direct évident pour la Corse ou le public corse; ainsi, les demandes concernant la réalisation d'un événement ponctuel à l'extérieur de l'Ile mais présentant un intérêt certain pour la promotion de la culture corse, de même que les demandes concernant la venue d'un événement, qui ne pourrait être offert au public corse sans notamment la prise en compte du transport de matériel (ex: concert philharmonique, concert d'artistes internationaux, représentation théâtrale...) pourront faire l'objet d'une prise en compte.

Les demandes de ristourne doivent émaner :

- d'artistes affiliés à la Maison des Artistes ou présentant des revenus d'artistes depuis au moins un an (année civile n-1),
- des musiciens, chanteurs, groupes musicaux professionnels et semi professionnels,
- acteurs professionnels ou semi professionnels, compagnies théâtrales, chorégraphiques

- associations dont l'objet social s'inscrit dans les domaines culturels,
- entreprises culturelles,
- établissements culturels appartenant à des collectivités et exploités en régie
- établissements scolaires
- collectivités publiques et établissements publics.

TAUX D'INTERVENTION

► Opération Corse/Continent : La ristourne sera de :

- . 80% pour les projets de tournée (au minimum 3 concerts/ou représentations théâtrales ou chorégraphiques) ou les projets d'exposition
- . 70% pour une opération ponctuelle réalisée à la demande d'un Centre culturel, d'un Festival, d'un Théâtre, d'un lieu de diffusion, d'une association, d'une collectivité..... (sur présentation des justificatifs)

► Opération Continent/Corse : La ristourne sera de :

- .60% pour la réalisation d'une tournée d'au moins 3 concerts/ou représentations théâtrales ou chorégraphiques, ou d'une exposition
- .50% pour une opération réalisée à la demande d'un Centre culturel, d'un Festival, d'un Théâtre, d'un lieu de diffusion d'une association, d'une collectivité... (sur présentations des justificatifs)
- .50% pour les demandes concernant un évènement ponctuel d'importance nationale ou internationale.

N° 4- AIDE POUR UNE RISTOURNE SUR LE TRANSPORT FRET

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER

☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original).

Documents juridiques et financiers :

- ☐ Budget prévisionnel
- ☐ Bilan et compte de résultat du dernier exercice certifiés par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original) et le rapport du commissaire aux comptes (si nécessaire). (2 exemplaires)
- ☐ Compte rendu financier de la dernière opération réalisée subventionnée par la Collectivité Territoriale, certifiée par le représentant légal ou le représentant mandaté à cet effet (joindre mandat signé original). (2 exemplaires)
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent approuvant les comptes de l'exercice écoulé et le compte rendu d'activités, le bilan de l'opération subventionnée
- ☐ Licence d'entrepreneur de spectacle (ou demande en cours) si nécessaire à votre activité.
- ☐ Le contrat avec le lieu dans lequel le projet est présenté

Documents techniques :

- ☐ Fiche technique détaillée concernant le matériel demandé (fiche, plan de scène...) et Note justifiant le matériel demandé,
- ☐ Coordonnées et CV du Régisseur Général
- ☐ Note précisant les dispositions mises en œuvre pour assurer la sécurité du spectacle
- ☐ Toutes les fiches de ce dossier dûment remplies et signées

Documents artistiques

- ☐ La description du projet au bénéfice duquel est présentée la demande de ristourne
- ☐ Modèles de contrat (engagement, cession, co-réalisation, de coproduction...)

En outre :

Si vous êtes une association

- ☐ Statuts de l'association, et récépissé de la déclaration en préfecture, ou extrait J.O mentionnant la date de création
- ☐ Délibération de l'organe statutaire compétent votant le budget prévisionnel pour l'année en cours.
- ☐ Le numéro de SIRET (1)

Si vous êtes une société

- ☐ Extrait K-bis de la société ou des associés datant de moins de six mois
- ☐ Compte de résultat prévisionnel de la société.

Si vous êtes un artiste professionnel :

- ☐ Une lettre de demande adressée au Président du Conseil Exécutif de Corse

Documents juridiques

- ☐ Tous documents nécessaires prouvant l'activité professionnelle : affiliation à la Maison des artistes, AGESEA, ASSEDI, déclaration annuelle des revenus (année n-1) etc...
- ☐ Budget prévisionnel de l'opération envisagée
- ☐ RIB ou RIB

Documents techniques et artistiques

Identiques à ceux demandés pour une entreprise culturelle

N° 4- AIDE POUR UNE RISTOURNE SUR LE TRANSPORT FRET

Procédure d'instruction

La demande doit être déposée au minimum un mois avant le jour du départ.

La Collectivité Territoriale de Corse (Direction du Patrimoine, de l'Action Culturelle, de la Jeunesse et des Sports - Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel) est chargée d'indiquer les bénéficiaires à l'Office des Transports; pour cela elle instruit les dossiers sous la forme suivante :

- Réception des demandes,
- Vérification des critères d'admission
- Identification des véhicules,
- Transmission à l'Office des Transports, au plus tard 48 Heures avant la date du passage, des renseignements suivants :
 - . Nom des bénéficiaires
 - . Nom du transporteur
 - . Numéro d'immatriculation du véhicule
 - . Date du passage et destination
 - . Nom de la compagnie
 - . Taux d'intervention

A la réception de ces informations, l'Office des Transports, par l'intermédiaire de la COFREMAR, demande aux compagnies maritimes l'application de la ristourne sur le montant du fret maritime aux bénéficiaires.

Le constat de la réalité du matériel transporté sera effectué par la Collectivité Territoriale (Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel) sur la base des pièces justificatives produites par les bénéficiaires :

- Documents justifiant du passage de la marchandise sur les lignes de la continuité territoriale,
- Documents permettant de s'assurer que le matériel transporté bénéficiant de l'aide a été utilisé pour l'organisation du spectacle, de la tournée, ou de l'exposition prévus dans le dossier de demande : Contrat d'engagement, Contrat de vente, attestation du lieu de représentation ou d'exposition, listing des oeuvres exposées, ...
- Copie des cartes grises des véhicules effectuant le transport

Modalités de sélection et d'attribution

Une ristourne sur le montant du fret maritime des lignes (aidées dans le cadre de l'appel d'offres maritime) est attribuée aux acteurs culturels, publics ou privés sur la base du tonnage transporté. Les demandes concernant des véhicules légers (moins de 6 mètres) seront examinées au cas par cas.

Il ne s'agit donc en aucun cas d'une aide financière directe mais d'une ristourne effectuée directement sur le titre de transport.

Les types d'actions et d'organismes bénéficiaires ainsi que les taux correspondants des compensations figurent en annexe.

L'Office des Transports pourra, dans le cadre de la mise en oeuvre de mesures destinées à favoriser le développement économique et culturel de la Collectivité Territoriale de Corse décider d'actions exceptionnelles.

ANNEXE 1

CONVENTION PARTICULIERE

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de mettre en place un système de « ristourne » sur le montant du fret maritime en faveur des acteurs culturels, publics ou privés, afin de permettre l'accueil de manifestations culturelles, la promotion de la culture corse à l'extérieur de l'Ile et de favoriser les échanges.

Article 2 : RISTOURNE SUR LE MONTANT DU FRET MARITIME.

Une ristourne sur le montant du fret maritime est attribuée aux acteurs culturels, publics ou privés sur la base du tonnage transporté. Les demandes concernant des véhicules légers (moins de 6 mètres) seront examinées au cas par cas.

Les types d'actions et d'organismes bénéficiaires ainsi que les taux correspondants des compensations figurent en annexe.

L'Office des Transports pourra, dans le cadre de la mise en oeuvre de mesures destinées à favoriser le développement économique et culturel de la Collectivité Territoriale de Corse décider d'actions exceptionnelles.

Article 3 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA COMPENSATION FINANCIERE

La Collectivité Territoriale de Corse (Direction du Patrimoine, de l'Action Culturelle, de la Jeunesse et des Sports - Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel) est chargée d'indiquer les bénéficiaires à l'Office des Transports; pour cela elle instruit les dossiers sous la forme suivante :

- Réception des demandes,
- Vérification des critères d'admission
- Identification des véhicules,
- Transmission à l'Office des Transports, au plus tard 48 Heures avant la date du passage, des renseignements suivants :

- . Nom des bénéficiaires
- . Nom du transporteur
- . Numéro d'immatriculation du véhicule
- . Date du passage et destination
- . Nom de la compagnie
- . Taux d'intervention

A la réception de ces informations, l'Office des Transports, par l'intermédiaire de la COFREMAR, demande aux compagnies maritimes l'application de la ristourne sur le montant du fret maritime aux bénéficiaires.

Article 4 : MODALITES DE CONTROLE

Le constat de la réalité du matériel transporté sera effectué par la Collectivité Territoriale (Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel) sur la base des pièces justificatives produites par les bénéficiaires :

- Documents justifiant du passage de la marchandise sur les lignes de la continuité territoriale,
- Documents permettant de s'assurer que le matériel transporté bénéficiant de l'aide a été utilisé pour l'organisation du spectacle, de la tournée, ou de l'exposition prévus dans le dossier de demande : Contrat d'engagement, Contrat de vente, attestation du lieu de représentation ou d'exposition, listing des oeuvres exposées, ...
- Copie des cartes grises des véhicules effectuant le transport

La Collectivité Territoriale de Corse pourra adresser à l'Office des Transports, trimestriellement un état des bénéficiaires, et l'informer des procédures de contrôle mises en oeuvre.

Article 5 : DOTATION FINANCIERE

Les compensations financières s'inscrivent dans une enveloppe prévisionnelle annuelle définie en annexe financière.

Si des difficultés liées au montant de l'enveloppe apparaissaient en cours d'exécution les deux parties se rapprocheraient pour mettre en oeuvre toutes les dispositions utiles pour y remédier.

A la fin de chaque année, l'Office des Transports transmettra à la Collectivité Territoriale de Corse le bilan financier mentionnant le montant de chacune des opérations ayant fait l'objet d'une ristourne.

Article 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention s'appliquera à dater de sa signature et pour une durée de trois ans. Pendant la durée de la convention, les parties pourront décider de procéder à des modifications ou des aménagements qui feront l'objet d'un vote de leur organe délibérant compétent.

A son expiration, elle pourra être renouvelée par avenant soumis à l'accord des parties.

N°5 - OBJECTIFS ET MISSION DE LA COMMISSION REGIONALE DU FILM CORSE - CORSICA POLE TOURNAGE

L'objectif principal de la Commission du Film Corse est le développement de la production et de la création audiovisuelles en Corse; les buts étant de devenir un interlocuteur privilégié de tous les partenaires concernés par le développement de la création audiovisuelle (tissus associatif, sociétés de production, diffuseurs...) et cinématographique, de rassembler les structures professionnelles représentatives du paysage audiovisuel corse, de porter un regard sur les actions menées, d'effectuer un état des lieux réaliste des professionnels afin d'identifier clairement les besoins pour permettre un développement efficace de la filière image, de la création et de la diffusion locale.

Ces actions auront également des retombées économiques directes (embauche de techniciens, comédiens ...) et indirectes induites (fournisseurs locaux, image de la Corse...).

Le bureau d'accueil se veut un lieu fédérateur de rencontres et d'échanges.

Ce travail se fera en collaboration avec les structures existantes telles que la cinémathèque, l'ATC, les associations insulaires, les autres institutions.

Les actions du bureau s'articuleront autour de plusieurs axes :

I – MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESSOURCES

a) Documentation spécialisée pour les acteurs culturels :

- Achat d'ouvrages spécialisés sur les métiers de l'audiovisuel, sur la production, l'écriture de scénario, le droit d'auteur, les aides diverses, le cadre juridique,
- Abonnement à des revues spécialisées
- Fichier recensant tous les festivals cinéma, les associations insulaires et autres, les salons professionnels, organismes de formation, la presse professionnelle, les diffuseurs nationaux, les aides au financement français, européens, les commissions du film...
- Informations sur l'actualité audiovisuelle - Revue de presse sur les tournages en région.
Fonds documentaire diversifié consultables par tous ;

b) Documentation pour l'accueil de tournages :

L'objectif est de répondre de façon rapide et efficace aux besoins de pré repérages des sociétés souhaitant tourner en Corse et ce grâce à un fond documentaire et par la connaissance de contacts et de personnes ressources établis sur le territoire.

Documentation sur les sites de tournage :

- Constitution d'une photothèque par thème de décors
- Achat de livres sur la Corse,
- Documentation de l'ATC et des différents offices de tourisme de la région sur les sites,
- Fichier des infrastructures d'accueil (Hôtels, restaurants, village vacances ...) pouvant accueillir des équipes de tournage à proximité des décors,
- Développer un réseau de consultants qui pourront apporter leur expertise (Associations patrimoniales, service d'architecture, de tourisme...),
- Accompagnement de projets

- Fichier sur les transports en Corse ...

Documentation sur les autorisations de tournage :

- Fichier regroupant les institutions et les différents responsables impliqués dans les autorisations de tournage (mairies, gendarmeries, conseil généraux, ONF),
- Faciliter les procédures administratives.

II – FAVORISER L'EMPLOI INSULAIRE

Faciliter et anticiper les besoins des équipes corses ou autres. Favoriser le développement économique de l'île par l'embauche et la professionnalisation. Développer les compétences de la filière image.

a) Elaboration de bases de données

- Elaboration et suivi régulier d'un fichier techniciens de l'audiovisuel,
- Elaboration et suivi d'un fichier comédiens et figurants (en collaboration avec l'ANPE SPECTACLE),
- Elaboration et suivi d'un fichier des différents prestataires techniques (matériel son, éclairage, loges, sécurité, labo....),
- Fichier regroupant les sociétés de production audiovisuelle corses.

b) La formation :

Favoriser la formation, la qualification et la professionnalisation de la filière image.

- Recensement des besoins en formation,
- Fichier recensant les différents organismes de formation et les différents stages proposés,
- Collaboration avec l'AFDAS,
- Collaboration avec l'Université de Corte afin de favoriser l'insertion professionnelle - Mise en place de journées d'information sur des thèmes spécifiques selon les besoins des producteurs, des techniciens ... (ex : le droit d'auteur, les aides européennes, le statut d'intermittent ...).

III - DEVELOPPER LA PROMOTION

a) Promotion de l'île comme terre d'accueil de tournages :

- Participation à différents festivals (Cannes, Clermont Ferrand...) en collaboration avec la Commission Nationale du Film France au niveau national et depuis 2005 au niveau international (Hong Kong, Los Angeles, Berlin...)
- Insertions publicitaires : presse nationale et internationale,
- Participation à différents salons professionnels,
- Edition d'une plaquette présentant la Commission du film, le fonds régional d'aide à la création

Faire connaître la région aux professionnels du cinéma, promouvoir l'île, valoriser son patrimoine et ses points forts (météo, paysages variés et insolites ...). Prospection de nouveaux marchés afin de faire venir de plus en plus de tournages en Corse.

b) Favoriser la promotion et la diffusion de la création insulaire :

- Organisation d'Avant-première des films tournés en Corse, organisation de soirées thématiques (court-métrage suivi de débat avec le réalisateur, documentaire...). Mise en place d'aide financière ou logistique
- Convention d'assistance technique, prise en charge d'une partie du coût du matériel.
- Participer à l'animation culturelle de la Corse en faisant connaître au plus grand nombre les productions régionales (documentaires, court métrage...) à l'intérieur et à l'extérieur de l'île.
- Ouverture sur le bassin méditerranéen (ex : congrès APIMED)
- Médiatiser les films tournés en Corse pour que cette médiatisation devienne un véritable outil de promotion et de communication pour la région.

IV – SOUTENIR ET DEVELOPPER LA PRODUCTION LOCALE

Dynamiser la création, le développement de scénario, les activités cinématographiques...

Fonction de conseil :

- Conseils divers : élaboration de dossiers de production, de demandes de subventions, d'assistance juridique.....
- Développer un réseau de consultants qui pourront apporter leur expertise
- Aide logistique ou financière (prise en charge d'un stand, d'accréditations à des salons professionnels, d'inscriptions à des festivals...) pour permettre à des producteurs locaux de se rendre dans des salons professionnels (Sunny Side of the Doc, MIP TV, FIPA de Biarritz...) ou de présenter leurs films à des festivals (Festival du film insulaire, festival de Clermont ferrand...) afin de faire connaître leur production aux diffuseurs potentiels ou trouver des coproducteurs pour développer des projets plus conséquents et bénéficier de nouvelles aides.
- Contact avec France 3 Corse – Favoriser l'achat de programme à des sociétés de production insulaires.

D'autre part dès sa mise en place, le bureau d'accueil a été chargé de la mise en oeuvre de la convention 2002-2003 signée avec le Centre National de la Cinématographie pour tout ce qui concerne l'éducation à l'image, la formation du public universitaire, la sensibilisation des publics en difficulté.



PARC DE MATERIEL

DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

OUTIL TECHNIQUE DE CONSEIL ET DE DEVELOPPEMENT

CULTUREL

CONDITIONS GENERALES

PRESENTATION

L'Outil technique de Conseil et de Développement culturel est un service de la Collectivité territoriale de Corse faisant partie de la Direction de l'Action culturelle. Il a notamment pour mission de mettre divers équipements nécessaires pour la réalisation technique de manifestations culturelles, et l'accueil du public à la disposition des :

- Collectivités, établissements publics, établissements scolaires
- compagnies régionales de Théâtre, de Danse, musique
- entreprises à vocation culturelle (sociétés ou associations) ou présentant un projet culturel

Le soutien de l'Outil technique ne peut en aucun cas bénéficier à des bals, des manifestations à caractère privé, politique, confessionnel ou sportive dont les activités n'ont pas un caractère culturel affirmé clairement vis-à-vis du public.

Le Parc Régional de Matériel fonctionne hors commerce et hors concurrence avec les entreprises de sonorisation, d'éclairage et de location, d'où la modicité des tarifs correspondant en fait à une participation aux frais de maintenance et de gestion.

Il a pour objectifs de **soutenir, amplifier, développer techniquement et artistiquement les manifestations culturelles** qui nécessitent des matériels coûteux ou trop importants pour être acquis par un seul organisateur.

Le Parc a donc un rôle dynamique dans l'équipement et le développement culturel de la région.

Cependant, en fonction du nombre de demandes, il sera nécessaire d'effectuer des priorités de prêts.

L'organisateur a tout intérêt à bien examiner les exigences techniques de sa manifestation : capacité électrique du lieu, implantation du matériel. Il peut en cas de besoin, s'adresser au personnel du Parc pour tout conseils utiles. Il pourra également trouver auprès des techniciens toutes les informations susceptibles de l'aider dans ses recherches (matériels spécifiques, compétences particulières, adresses des loueurs, fabricants, revendeurs, techniciens spécialisés du spectacle).

CONDITIONS GENERALES DE PRET DE MATERIEL APPARTENANT A LA CTC.

Les prêts de matériels et de leurs accessoires sont soumis aux présentes conditions générales. Elles s'imposent aux bénéficiaires qui sont exclusivement des entreprises culturelles (sociétés et associations) et aux collectivités publiques, établissements publics réalisant un projet ou un évènement culturel (sans finalité politique, sportive ou religieuse).

L'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel concède, à titre de prêt et ce, en conformité des articles 1875, 1877, 1878, 1880 et suivants du Code Civil, à l'emprunteur qui accepte, sous les clauses " Charges et Conditions " de droit et usage en pareille matière et, notamment sous celles énumérées aux présentes, les matériels et leurs accessoires

I - PROCEDURE

Art 1. Toute demande de prêt de matériel doit faire l'objet d'un appel téléphonique auprès de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel et d'une confirmation écrite pour le moins un mois et, au maximum, douze mois avant la date de prise d'effet du prêt. Elle doit être accompagnée d'une fiche de renseignement présentant la manifestation, les coordonnées de l'utilisateur et faire référence au code matériel du catalogue de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel. **Seules les demandes écrites seront prises en compte** et la priorité sera donnée en fonction de la date de dépôt de la demande écrite ; cette demande devra être accompagnée du dossier suivant :

* **pour une manifestation de niveau régional ou national**, dont la programmation est connue et demandant la mise en oeuvre d'une logistique importante, l'Outil technique demandera la constitution d'un dossier complet comprenant:

- **des informations sur l'entreprise culturelle (société ou association)** (pour une première demande : statuts ou Kbis, copie de la déclaration au J.O, responsables habilités à demander du matériel;
- **la présentation de la manifestation** (lieu, date, affiche, n° d'édition, contenu, programme...) et la ou les fiches techniques détaillées concernant le matériel et les techniciens compétents nécessaires pour sa réalisation et l'attestation d'assurance.

* **pour l'organisation de concerts ou autres représentations occasionnelles** ou difficiles à programmer à l'avance, notamment en milieu rural, la demande (éligible) pourra être prise en

compte avant même la constitution du dossier complet qui sera cependant envoyé à l'Outil technique dans des délais raisonnables.

Art 2. L'Outil technique enverra un devis pour la réservation du matériel à retourner signé par le responsable dans les délais les plus brefs. Ce devis précise notamment la liste du matériel mis à disposition, les dates et heures d'enlèvement et de retour du matériel.

Un dépôt de garantie sous forme de chèque de caution est demandé (sauf aux collectivités) au moment de cette confirmation écrite de réservation. Il est retourné après vérification du matériel et paiement de la facture (cf art 23 et 24) ; **La réservation ferme prend donc effet à réception de ces documents.**

Aucune mise à disposition n'est consentie si une facture antérieure n'a pas été acquittée.

Le matériel doit être assuré dès la prise en charge par l'utilisateur. Les prises en charge et retours du matériel ont lieu :

Du lundi au vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30

Le personnel du Parc assure la réception des demandes, l'aide aux choix du matériel, les conseils techniques, la vérification, l'entretien et la réparation du matériel.

Art 3. Toute annulation de la demande de prêt doit être effectuée par écrit au moins huit jours avant la date de la manifestation et ce, sous peine, pour l'emprunteur d'avoir à payer l'intégralité de la facture.

Art 4. L'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel n'est tenu de satisfaire les demandes de prêt que dans la mesure de ses disponibilités.

Art 5. L'acceptation du devis par l'emprunteur entraîne automatiquement pour lui l'acceptation des conditions générales de prêt et des tarifs en vigueur.

Art 6. Les tarifs de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel sont révisables annuellement.

II - DUREE

Art 7. Le prêt à usage des matériels et de leurs accessoires est consenti pour la durée maximum prévue dans le contrat de prêt signé par les parties. La durée maximale de la période de location est de 30 jours.

Art 8. Le prêt n'étant en aucune manière susceptible de se poursuivre par tacite reconduction, le paiement d'une pénalité est accepté par l'emprunteur, en cas de non restitution du matériel et de ses accessoires dans le délai convenu.

Cette pénalité de retard est égale au coefficient 2 pour un jour de retard, au coefficient 2,5 le deuxième jour de retard, au coefficient 3 pour le troisième jour de retard et ainsi de suite.

III - CHARGES ET CONDITIONS

Le prêt de matériel est consenti et accepté de bonne foi en conformité des usages professionnels sous les clauses " Charges et Conditions " suivantes, que l'emprunteur s'engage à respecter.

Art 9. Les matériels et leurs accessoires sont à prendre et à restituer à l'entrepôt du parc de

matériel, étant entendu que la date d'enlèvement et la date de restitution des matériels et de leurs accessoires sont précisées sur le devis et doivent être respectés impérativement. Il sera demandé 150 euros par jour de retard.

Art 10. Les transports doivent s'effectuer dans des véhicules adaptés au poids et au volume des matériels et des accessoires empruntés. Le matériel doit être transporté dans son conditionnement. L'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel se réserve d'ailleurs le droit d'interdire la sortie du matériel et de ses accessoires si il estime que les conditions de transport présentent un risque pour le matériel, notamment concernant le podium mobile. (Voir conditions particulières).

Art 11 Les matériels et les accessoires prêtés ne pourront en aucune manière être déposés en un autre lieu qu'à l'adresse figurant sur le contrat, sauf accord préalable et écrit de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel.

Art 12. En aucun cas, les matériels et accessoires prêtés ne pourront sortir de la région Corse.

Art 13. Pendant toute la durée du prêt, l'emprunteur s'engage à utiliser le matériel et ses accessoires en " bon père de famille " précautionneux et diligent et ce, sous sa seule responsabilité, étant entendu qu'il a reconnu avoir pour le moins les compétences nécessaires à l'utilisation dans les normes des matériels.

Art 14. Si des dysfonctionnements devaient apparaître à propos de l'utilisation du matériel et de ses accessoires prêtés, l'emprunteur s'engage à les déclarer immédiatement et sans délai à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel qui les fera constater et y fera remédier ; il en sera de même des réparations de toutes natures s'imposant.

Art 15. Les matériels et accessoires détruits ou volés seront remplacés à l'identique -valeur à neuf- aux seuls frais de l'emprunteur.

Art 16. L'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel ne pourra jamais être tenu pour responsable des vices cachés méconnus de lui même affectant les matériels et accessoires prêtés et les rendant impropres à leur destination. Par conséquent, l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel ne sera pas tenu d'indemniser l'emprunteur du préjudice, quel qu'il soit, résultant de ces vices. Néanmoins, l'emprunteur devra aviser le prêteur de tout dommage causé au matériel et accessoires prêtés dans les plus brefs délais de sa survenance.

Art 17. L'emprunteur fera son affaire personnelle de la surveillance, de la direction et de l'utilisation conformément à leur destination des matériels prêtés ainsi que de tous dommages causés à autrui du fait des matériels empruntés et devra les assurer contre tous risques, (vol, casse, incendie) et de responsabilité civile y compris pour le transport auprès d'une Compagnie notoirement solvable et devra en justifier à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel.

Art 18. L'emprunteur est responsable du chargement et du déchargement du matériel. Il fournira le personnel nécessaire à sa manutention, le personnel de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel, n'apporte qu'une aide technique pour la mise à disposition des matériels sur les quais d'accès des véhicules et n'a pas à participer à la manutention.

Art 19. L'emprunteur s'engage à respecter scrupuleusement les recommandations et conditions d'utilisation des matériels et accessoires prêtés, l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel se réservant la possibilité de contrôler les connaissances techniques de l'emprunteur ou de ses préposés affectés à l'utilisation du matériel.

Art 20. L'emprunteur s'interdit d'apporter des modifications techniques aussi minimes soient-elles au matériel et à ses accessoires prêtés.

Art 21. L'emprunteur ne pourra ni céder ni sous-louer le matériel et ses accessoires ni consentir ou laisser acquérir de quelconques droits sur ses biens.

Art 22. L'emprunteur devra permettre à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel et plus spécialement à ses préposés d'inspecter le matériel et les accessoires prêtés aussi souvent qu'il le jugera utile. En outre et à l'expiration du contrat de prêt ou dans l'éventualité de sa résiliation par anticipation, pour quelque cause que ce soit, l'emprunteur devra, à ses frais, permettre à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel ou à ses préposés de reprendre le matériel emprunté.

IV - CHARGES

Art 23. L'intégralité des charges liées au matériel prêté, en ce comprises celles afférentes aux grosses réparations, mais à l'exclusion de celles résultant de la vétusté, seront à la charge de l'emprunteur qui s'y oblige irrévocablement. Un minimum de facturation de 50 euros sera demandé pour toute réparation.

L'emprunteur s'engage également à s'abstenir de fumer dans les locaux techniques et de stockage de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel ou d'y circuler sans autorisation. L'accès aux locaux et la manutention des matériels sont interdits aux enfants de moins de 16 ans.

V - TARIFS

- Les tarifs tiennent compte de l'emprunt et de la quantité du matériel, le temps de trajet n'étant pas comptabilisé.
- Ils sont fonction des prix unitaires mentionnés dans le catalogue des tarifs. Un barème dégressif ou des forfaits sont appliqués au-delà d'une journée de prêt.
- Pour évaluer les tarifs établis en fonction des durées, il suffit de multiplier le prix par le coefficient ci-dessous :

1 Jour : prix unitaire

Forfait week-end : prix unitaire X 1,5

De 2 à 30 jours : prix unitaire X coefficients dégressifs, voir devis.

Durée maximum de la période de location : 30 jours.

- Journées ou forfaits

A la journée : du lundi au vendredi
Forfait week-end : du vendredi au lundi
Forfait longue durée : 30 jours

- Minimum de facturation

Un forfait minimum de 15,24 €, représentant les frais de dossiers, est exigé pour tout emprunt d'un montant inférieur. Dans tous les cas, l'administration technique remet un devis à l'emprunteur.

Le prix de chaque matériel est indiqué dans le catalogue du Parc annexé.

VI - DEPOT DE GARANTIE

Art 24. En garantie de l'exécution de toutes les clauses, charges et conditions des présentes et de la restitution du matériel et de ses accessoires, à l'expiration du prêt, en bon état d'usage et

d'entretien, l'emprunteur verse à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel un dépôt de garantie égal à 15 % de la valeur du matériel emprunté et ce, au plus tard, lors de la confirmation écrite. Cet article ne s'applique pas aux collectivités avec lesquelles sera passée une convention de prêt.

Art 25. Dans le cas d'un prêt à une collectivité publique, le dépôt de garantie et le règlement des frais le jour de la prise en charge sont remplacés par deux autres conditions :

- * la signature du bon de commande et de la convention par le représentant de la collectivité territoriale, bon réceptionné à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel avant l'enlèvement du matériel.

- * le règlement postérieur par virement administratif des frais de prêt dans le mois suivant la prise de possession du matériel.

Ce dépôt de garantie, non productif d'intérêts, sera restitué à l'emprunteur et, en fin de prêt, une fois le matériel et ses accessoires en possession de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel, déduction faite des éventuelles réparations d'une part et des indemnités de retard d'autre part, à la charge de l'emprunteur qui les accepte d'ores et déjà.

VII – COMMUNICATION

Art 26. Les prêts consentis par l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel constituant par leurs conditions d'accès privilégiées une aide à la réalisation d'un projet culturel, l'emprunteur s'engage à mentionner le soutien de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel dans les documents d'information concernant la manifestation. A cet effet, il fera apparaître le logo de la CTC (disponible au service ou à la Direction de la communication) et fera figurer, sur ces documents, la mention " Manifestation organisée avec le soutien de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel de la Collectivité Territoriale de Corse".

VIII - CONDITIONS RESOLUTOIRES

Art 27. A défaut par l'emprunteur d'exécuter l'une des clauses, charges et conditions des présentes conditions générales, la résiliation du prêt sera encourue de plein droit, huit jours après mise en demeure d'exécuter, restée sans effet et énonçant la volonté de l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel d'user du bénéfice de la présente clause sans qu'il soit besoin d'autres formalités.

Art 28. Dans l'éventualité où l'emprunteur refuserait de satisfaire à ses obligations et/ou de restituer le matériel et les accessoires prêtés, les sommes versées à titre de dépôt de garantie resteraient acquises à l'Outil Technique de Conseil et de Développement Culturel sans préjudice de tous dommages intérêts, s'il y a lieu.

XI - RESPONSABILITE

Art 29 Le Parc Régional de Matériel est dégagé de toute responsabilité en cas d'accident matériel ou corporel dû à une mauvaise utilisation du matériel ou au non respect des consignes de sécurité.

X - CONDITIONS PARTICULIERES

Art 30. Le prêt du podium mobile est soumis à des conditions particulières : Le véhicule tracteur devra être adapté (fiche technique du podium mobile en annexe), et le chauffeur devra posséder tous les permis nécessaires et à jours permettant son déplacement. Les techniciens qui auront la charge du podium mobile devront avoir suivi au préalable une formation concernant son utilisation (montage, sécurité, etc....) validée par le fabricant.

Cependant un forfait livraison est prévu dans les conditions de location du podium pour un montant de 200 € quelque soit le lieu de livraison. Cette livraison est réalisée par une société privée bénéficiaire d'un marché annuel.

Ecrire en toutes lettres la mention « **LU ET APPROUVE** »

DATE :

SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL :



CATALOGUE DU PARC DE MATÉRIEL

Outil technique de conseil et de développement culturel

PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

- MODE D'EMPLOI -

La réservation

- Toute demande de matériel doit être transmise par écrit à l'outil culturel au minimum un mois, et 12 mois maximum avant la date d'emprunt.
- Aucune réservation n'est traitée par téléphone.
- Toute annulation de réservation doit être signalée par écrit 8 jours avant la manifestation sous peine de règlement intégral de la facture.
- Sauf pour les collectivités, une caution équivalente à 15 % du montant du matériel emprunté doit être joint au bon de commande de l'emprunteur. Cette caution n'est pas encaissée sauf en cas de litige.
- La fiche de renseignements présentant la manifestation et identifiant l'utilisateur doit être obligatoirement remplie et accompagner la demande de prêt de matériel.
- Les demandes doivent être précises et faire référence aux codes du catalogue des tarifs, disponible sur simple demande.
- Les demandes répondant aux conditions générales de prêt seront satisfaites dans la limite des disponibilités et des engagements pris par l'outil culturel.

Le retrait et le retour du matériel

- Le matériel est à prendre et à rapporter dans les locaux du Parc de Matériel de l'outil culturel situés à la zone industrielle de Tragone, sur la commune de Biguglia en Hte Corse ; aux jours et heures stipulés sur le devis édité par le service.
- L'emprunteur est responsable du chargement du matériel dans son véhicule, et prévoit le personnel nécessaire à la manutention.
- L'emprunteur a obligation de transporter le matériel dans son conditionnement d'origine et dans un véhicule adapté.
- L'outil culturel se réserve le droit d'interdire la sortie de son matériel s'il estime que les conditions de transport présentent un risque pour le matériel.
- L'accès au parc et la manutention du matériel sont interdits aux moins de 16 ans.

L'utilisation du matériel

- L'utilisation du matériel de l'outil culturel est exclusivement réservé aux entreprises culturelles (sociétés ou associations), aux collectivités publiques, aux artistes et toute entité mettant en œuvre un projet, ou un événement culturel. Le parc de matériel n'est pas destiné aux manifestations politiques, religieuses ou exclusivement sportives.

Les obligations de l'emprunteur

- L'utilisateur a obligation d'assurer « Tous Risques » le matériel pendant toute la durée du prêt y compris pour le transport. Il s'engage à rembourser l'ensemble des frais causés par des dommages éventuels.
- L'emprunteur s'interdit de vendre, de louer, de prêter le matériel de l'outil culturel ou de l'utiliser à d'autres fins que culturelles.
- L'emprunteur s'engage à ne pas sortir le matériel de la région Corse.

PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

L'autorité de l'outil technique de conseil et de développement culturel

- Le matériel prêté est propriété insaisissable de la Collectivité Territoriale de Corse.
- L'outil culturel se réserve le droit de refuser de prêter le matériel s'il estime que les conditions d'utilisation présentent un risque quelconque ou que les utilisateurs n'ont pas les qualifications requises à l'utilisation du matériel.
- L'outil culturel ne pourra en aucun cas être tenu responsable des accidents survenus lors d'un mauvais montage, d'une mauvaise utilisation du matériel ou de non-respect des règles de sécurité en vigueur.

La communication

Les prêts de matériels constituant par leurs conditions d'accès privilégiées une aide à la réalisation d'un projet culturel, l'emprunteur doit mentionner le soutien de l'outil culturel dans les documents d'information concernant la manifestation. Pour cela il fera apparaître le logo de la CTC et la mention « manifestation organisée avec le soutien de l'outil technique de conseil et de développement culturel de la CTC »

Et aussi

- L'acceptation du devis entraîne automatiquement l'acceptation sans aucune réserve du règlement des « Conditions générales de prêt de matériel appartenant à l'outil culturel de la CTC »

Tarifs, ce qu'il faut savoir

- Les tarifs tiennent compte de la durée de l'emprunt et de la quantité du matériel emprunté, le temps de trajet n'étant pas comptabilisé.
- Ils sont fonction des prix unitaires mentionnés dans le catalogue des tarifs. Un barème dégressif ou des forfaits sont appliqués au-delà d'une journée de prêt.
- Pour évaluer les tarifs établis en fonction des durées, il suffit de multiplier le prix unitaire par le coefficient ci-dessous :

1 Jour : prix unitaire

Forfait week-end (du vendredi au lundi) : prix unitaire X 1,5

De 2 à 30 Jours : prix unitaire X coefficients dégressifs, voir devis.

Durée maximum de la période de location : 30 jours.

- ***Journées ou forfaits***

À la journée : du lundi au vendredi

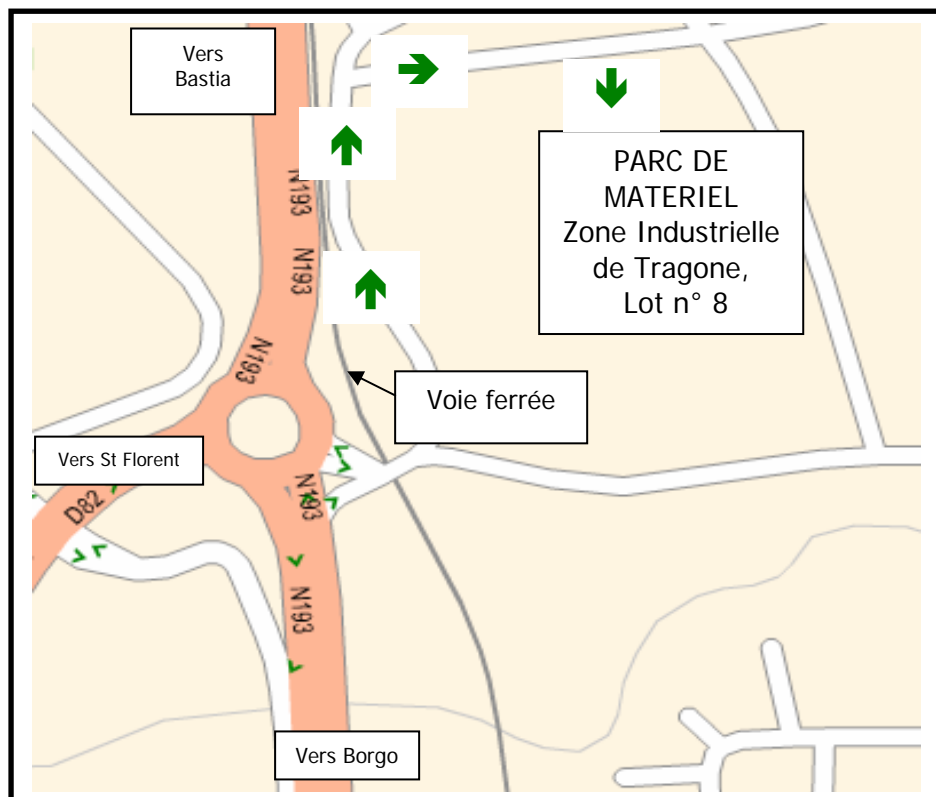
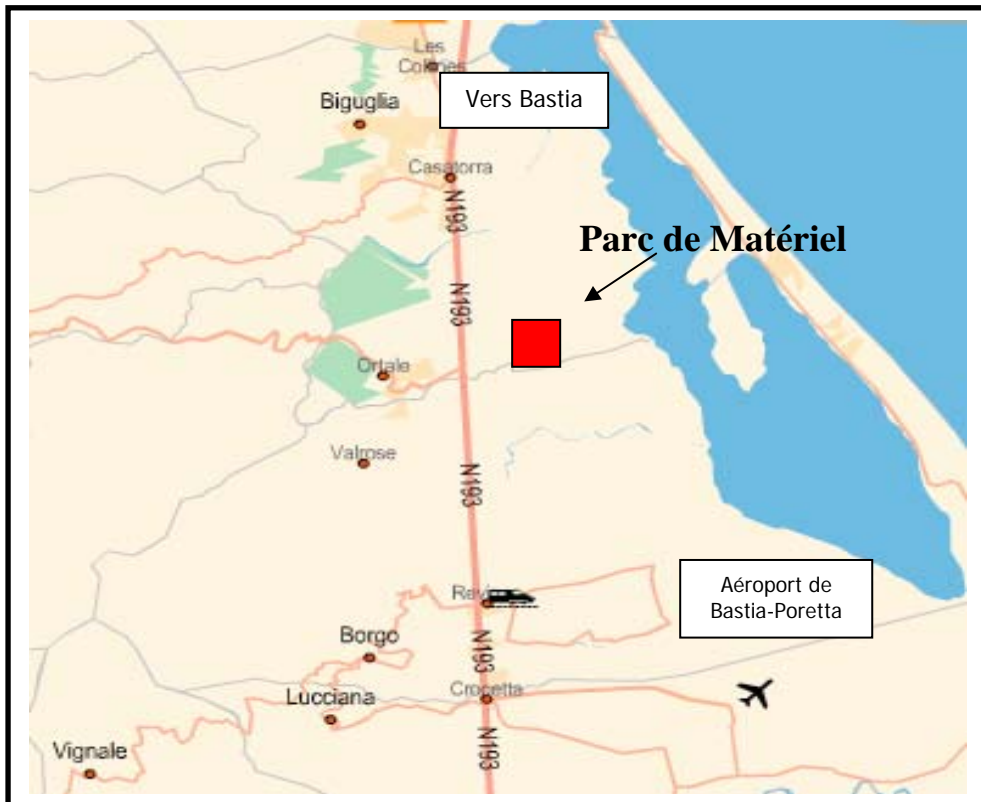
Forfait week-end : du vendredi au lundi

Forfait longue durée : 30 jours

- ***Minimum de facturation***

Un forfait minimum de 15,24 €, représentant les frais de dossiers, est exigé pour tout emprunt d'un montant inférieur. Dans tous les cas, l'administration technique remet un devis à l'emprunteur.

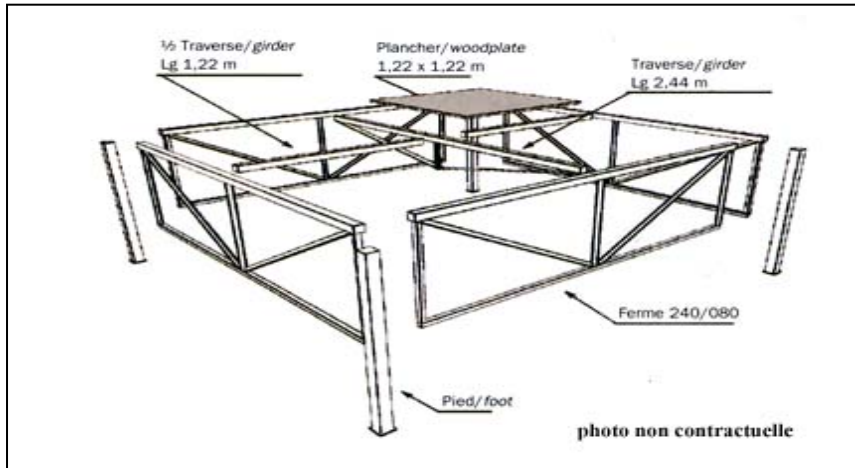
PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005 - PLAN D'ACCES -



PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

- SCENES et Accessoires -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
STACC SC	Plancher de 1,22 x 1,22 m , Charge maxi 500 Kg/m2 Hauteur de 0,80 à 1,90 m. (Inclus fermes, pieds, traverses, gardes corps, etc..)	1,00
STACC ES	Escalier d'accès pour scène Hauteur de 0,80 à 1,90 m	1,50
STACC RAMP	Rampe de déchargement alu Long 3,80 m	13,00



(Scène modulable. Bien indiquer le nombre de planchers nécessaire ou la dimension totale requise).

- PRATICABLES -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
EUROPACK	Plateau de 2 x 1 m (équipés embases pro-tent) Pieds réglables de 0,58 à 0,96 m Charge maxi 500 Kg/m2	1,50
SAMPUM ALU	Podium à compas 2 x 1 m Hauteur réglable de 0,20 à 1m par paliers de 0,20 Charge maxi 500 Kg/m2 Poids 54 Kg	1,25



PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005 - PODIUM MOBILE -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
STAGECAR 3	Remorque/Podium couvert - Dim plateau 8 x 6 m Nécessite le permis E et une habilitation particulière pour le montage <i>(Possibilité de location avec l' une ou l'autre des options ci-dessous)</i>	200,00
KITAILES (option)	4 Europack et 2 Protent pour faire les ailes de son	Pour mémoire
KITLEVAGE (option)	2 montants + 1 longueur en Poutre alu de 300 avec 2 palans à chaîne	Pour mémoire
PODLIV	Forfait livraison/montage/démontage du podium mobile sur toute la Corse	200.00



KITLEVAGE :



REMORQUE		TOITURE	
Longueur (A)	9,50 m	Longueur x Largeur	8,00 x 6,00 m
Largeur (B)	2,50 m	Clearance	4,00 m
Hauteur (C)	3,50 m	Poteau de rehausse (F)	4,00 m
Poids	2,8 T	Poteau arrière (G)	3,00 m
Signalisation	CEE	Capacité de charge (en répartie)	500 Kg
		Type de surface	Bâche M2

ASPECTS PRATIQUES		PLANCHER	
Temps d'installation	1 H	Longueur x Largeur	8,00 x 6,00 m
Personnel requis	2	Hauteur plancher sol (D)	0,90 à 1,10 m
Préparation du terrain	Aucune	Résistance	500 Kg/m2
Outillage requis	Aucun	Surface du plateau	48m2
Mode de transport	3 T 500	Type de surface	Plancher extérieur
Résistance au vent sans bâches	110 km/h		
Résistance au vent avec bâches	80 km/h		
Rideau arrière et coté	Bâche M2		
Moteur générateur	Aucun		
Palans à chaîne 250 Kgs	2		

PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

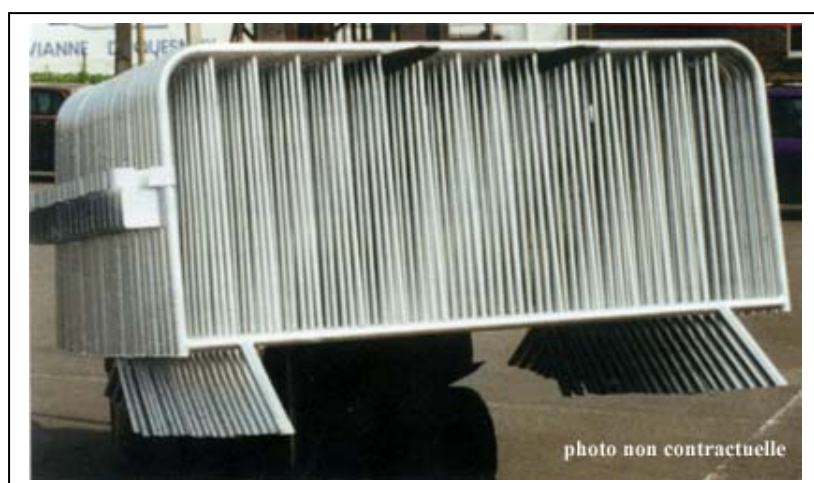
- BARRIERES de CHANTIER -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
BARHERAS	Barrière de chantier type « HERAS » Dim : 3,5 m x 2 m (y compris bride de liaison)	0,50
PLOT	Plot de lest en résine	<i>pour mémoire</i>



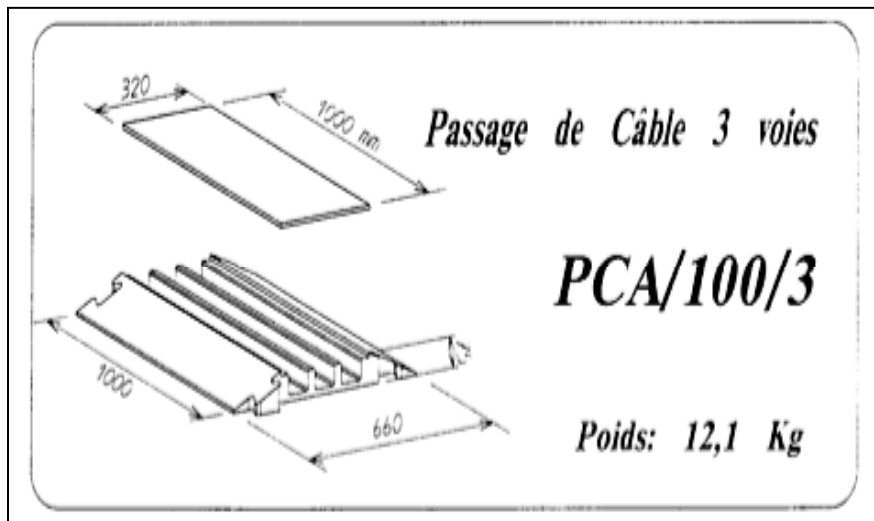
- BARRIERES de SECURITE -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
BARSECU	Barrière de sécurité 2 x 1 m	0,25



PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005 - PASSAGE DE CABLES -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
CAPA 100.3	Passage de câbles 3 voies. Module de 1 m	3,00



- TENTES -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
PROTENT2	Pro-tent de 2 x 2 m Protection pour ailes de son du podium mobile à utiliser avec les praticables Europack	2,50



PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

- DANSE -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
TAPIS	Tapis de danse noir. Dimensions : Long 8 m / Larg 2 m	5,00
SCOTCHTAP	Rouleau de scotch pour tapis de danse (vente uniquement)	10,00

- CHAISES -

Code	Désignation	Prix unitaire/jour en €
HELENE	Chaise en polypropylène M2 assemblable et empilable	0,20
BARRE	Barre inter-rangées	<i>pour mémoire</i>



- FICHE DE RENSEIGNEMENT -

Collectivité Territoriale de Corse – Outil Culturel – Parc de Matériel, Villa Ker Maria, 20200 Ville di pietrabugno
TEL : 04.95.32.07.44
FAX : 04.95.31.87.38
GSM : 06 141 7398

PARC DE MATERIEL CATALOGUE 2005

- RENSEIGNEMENTS PRATIQUES -

Pour toute correspondance, (renvoi des documents, chèque de caution, etc..) écrire à :

Collectivité Territoriale de Corse
Outil Technique de conseil et de développement culturel,
Parc de matériel,
Villa Ker Maria,
20200, Ville di Pietrabugno
Tel : 04 95 34 42 51
Fax : 04 95 31 42 81
Internet : www.outil-culturel.corse.fr

Pour le retrait et le retour du Matériel :

Collectivité Territoriale de Corse
Outil Technique de conseil et de développement culturel,
Parc de matériel,
Zone industrielle de Tragone, Lot n° 8
20620, Biguglia
Tel : 04 95 32 07 44
Fax : 04 95 31 87 38

Horaires d'ouverture du Parc :

Du lundi au vendredi de 9H à 12H et de 14H à 17H30

Secrétariat du Parc de matériel :

Pascale Agostini
Tel secrétariat : 04 95 34 42 51
Fax secrétariat : 04 95 31 42 81
@ : pascale.agostini@ct-corse.fr

Responsable du Parc de matériel :

Marc Antoni
Tel : 04 95 34 90 25
Portable : 06 1941 7398
@ : marc.antoni@ct-corse.fr